

Huitième année
No. 147 (8)
Février 1932

La Fédération Balkanique

Organe
des peuples opprimés
et minorités nationales
des Balkans

paraissant tous les deux mois

★

Adresse: Rhein-Main-Druck, A-G.,
Frankfurt am Main, Allemagne,
Große Friedberger Straße 32

8.12.1932

Sommaire :

	Page
Contre la guerre impérialiste en Chine	1
Déclaration du Comité des organisations national-révolutionnaires sur la guerre en Extrême Orient.	
M. L. Krueger: La guerre en Chine et le rôle impérialiste de la Société des Nations	2
D. Vlakhoff: Rétrospectives sur l'année 1931	6
Ivan Tchoulitch: Deux lignes dans la lutte contre la dictature yougoslave	10
Adresse de sympathie du Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans pour le mouvement croate révolutionnaire	13
Contre les calomnies des créatures de Pavelitch	14
Réponse du groupe national-révolutionnaire croate	
Stephan Karachévitch: Les grandes démonstrations d'étudiants à Belgrade	15
L. Manulescu: La Roumanie	17
Tcherneff: L'effervescence et la radicalisation des masses macédoniennes en Bulgarie. Le dixième Congrès des confréries de l'émigration macédonienne.	20
Gordu: La fascisme en Macédoine sous la domination grecque	24
L'opinion publique révolutionnaire et progressive d'Europe contre le régime d'oppression en Macédoine sous la domination grecque	25
Lito: Comment l'impérialisme italien colonise l'Albanie	27
K. Gr.: La famine des paysans en Grèce et en Macédoine	29
G. Czaban: La situation dans l'Ukraine des Carpathes de Tchécoslovaquie	31
BIBLIOGRAPHIE	32
CHRONIQUE	35

PRIX D'ABONNEMENT

Un an: 15 frs fr; 3.— frs suisses; 4.50 Sh; 1.— dollar; 2.50 RM.
Six mois: 8 frs fr; 1.50 frs suisses; 2.25 Sh; 0.50 dollar; 1.50 RM.
Numéro: 3 frs fr; 0.60 frs suisses; 0.80 Sh; 0.20 dollar; 0.50 RM.

Adresse pour lettres simples ou chargées et mandats-postaux:
Rhein-Main-Druck, A-G., Frankfurt am Main, Allemagne,
Große Friedbergerstraße 32

LA FEDERATION BALKANIQUE

Organe des Peuples Opprimés et
Minorités Nationales des Balkans.

VIII. année

Francfort, Février 1932

No. 147 (8)

Contre la guerre impérialiste en Chine!

Déclaration du Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans sur la guerre en Extrême Orient.

L'impérialisme japonais, avant-garde de l'impérialisme international en l'Extrême Orient, s'est lancé en Chine dans une guerre aventureuse de conquête. La Mandchourie tout entière est envahie et dévastée par les armées impérialistes japonaises. Les grandes capitales chinoises Changhai et Nankin se trouvent depuis des semaines sous le feu destructeur des canons et des avions japonais et elles sont déjà en partie anéanties. Des milliers de travailleurs chinois, hommes, femmes et enfants, sont quotidiennement massacrés par la soldatesque japonaise. Des dizaines de milliers de familles, sans abri et sans ressource, s'enfuient dans les provinces intérieures du pays où les attend une mort certaine. Les fabriques, les magasins, les banques sont fermées. La vie économique dans les centres les plus industriels du pays est complètement paralysée. Le pays tout entier est menacé par la famine. C'est ainsi que l'impérialisme japonais, encouragé et soutenu par l'impérialisme international et en particulier par l'impérialisme français — qui est en même temps le soutien principal de l'impérialisme dans les Balkans — veut réduire à l'esclavage colonial tout un peuple de 450 millions.

Cependant les masses travailleuses chinoises, sans cesse trahies par le gouvernement de Nankin, opposent à l'invasion japonaise ainsi qu'aux oppresseurs indigènes une résistance héroïque. Des luttes acharnées se livrent dans les rues de Changhai.

L'invasion japonaise n'est pourtant qu'une première escarmouche de la guerre gigantesque qui se prépare entre les impérialistes internationaux d'un côté et le peuple chinois de l'autre. Car pour les impérialistes blancs et jaunes qui ont déclenché le conflit en Extrême Orient il ne s'agit de rien moins que du morcellement et du partage de la Chine ainsi que de l'écrasement de la révolution chinoise et des territoires soviétiques chinois.

Le coup de force impérialiste japonais est dirigé en même temps non seulement contre le peuple chinois mais aussi et au même titre contre l'Union Soviétique. La marche ascendante de l'édification du socialisme en Russie Soviétique exerce une influence révolutionnaire de plus en plus puissante parmi les masses laborieuses et les nationalités opprimées du monde entier. Pour renverser cette forteresse de la révolution mondiale l'impérialisme international ne voit d'autre issue que la guerre. Cette guerre les Japonais l'ont déjà commencée en Mandchourie et ils vont bientôt l'étendre sur la frontière de la Russie Soviétique. Déjà les mercenaires russes blancs armés et équipés par les impérialistes se préparent à envahir le territoire soviétique, dans le but de provoquer un conflit armé entre l'Union Soviétique et le Japon. Depuis plusieurs années les impérialistes provoquent la Russie Soviétique d'une manière brutale et systématique. Si jusqu'à présent la guerre a été épargnée à l'humanité c'est uniquement grâce à la volonté inébranlable de paix que le gouvernement de l'Union a opposée à toutes les provocations. Aujourd'hui cependant le danger d'une guerre mondiale est plus grand que jamais. Dans cette guerre qui se prépare les Etats impérialistes des Balkans qui oppriment la Macédoine, la Dobroudja, la Bessarabie, la Croatie, la Slovénie, la Thrace, l'Albanie, etc., seront du côté des grandes puissances impérialistes pour lutter contre la Russie Soviétique et contre la révolution chinoise et pour renforcer l'oppression nationale dans leurs propres pays.

La Société des Nations — fidèle à son rôle d'instrument de l'impérialisme contre les nations opprimées et le prolétariat international, couvre et encourage l'invasion japonaise en Chine et la provocation de guerre contre l'Union Soviétique. Il est ainsi encore une fois prouvé que cette institution qui prétend organiser la paix, et «protéger» les nations opprimées n'est en réalité qu'un instrument de guerre et un ennemi implacable des peuples opprimés. *La guerre ne pourra être conjurée que par l'action révolutionnaire et coordonnée des peuples opprimés et des masses laborieuses de tous les pays.*

Le Comité Balkanique représentant des nations opprimées et des minorités nationales des Balkans exprime sa sympathie révolutionnaire active au peuple travailleur chinois qui lutte contre l'impérialisme international et ses oppresseurs indigènes. Il fait appel aux nations opprimées des Balkans de se grouper autour de leurs organisations nationales-révolutionnaires pour lutter contre le danger de guerre et pour la défense de la révolution chinoise et de l'Union Soviétique qui est le défenseur des droits de tous les peuples asservis du monde.

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans.

La guerre en Chine et le rôle impérialiste de la Société des Nations.

par M. L. Krueger

La guerre est déchaînée. Une guerre de conquêtes et d'aventures que les impérialistes blancs et jaunes ont provoquée en Extrême-Orient. L'impérialisme japonais est entré sur le territoire de la Mandchourie pour une expédition hasardeuse de brigandage. Un peuple entier, un peuple de travailleurs pacifiques est en fuite. La soldatesque japonaise est sur les talons des fugitifs envahissant le pays, réduisant tout en cendres, tandis que les canons et les avions japonais bombardent et détruisent les grandes villes chinoises Changhai et Nankin. L'assassinat fait rage sans faire de distinction entre hommes, femmes ou enfants! La famine et les épidémies déciment les populations en fuite. La vie économique du pays, le commerce, l'industrie, tout est complètement arrêté. La vie est interrompue . . . et tout cela pour transformer un peuple de 450 millions d'êtres en un objet d'exploitation coloniale de l'impérialisme japonais et mondial.

L'expédition de brigandage japonaise en Mandchourie et en Chine est une grande conspiration des puissances impérialistes: une conspiration contre l'Union des Soviets et contre la révolution chinoise. Le pouvoir tant craint des ouvriers et des paysans doit être abattu et la Chine doit être partagée entre les puissances impérialistes. Une conspiration de l'industrie de guerre pour faire monter ses actions.

Si le Japon en qualité de troupe d'assaut aux puissances impérialistes fait marcher ses armées d'intervention en Mandchourie, à Changhai et dans d'autres villes de Chine, cela signifie que les autres puissances impérialistes couvrent cette action et veulent profiter de la «nouvelle situation»! Les buts de guerre du Japon ne sont que trop clairs. Mais ces buts ne peuvent être atteints que si les autres puissances impérialistes sont d'accord sur ces buts!

1) La Mandchourie et la Mongolie centrale doivent être soumis au Japon. Une «République indépendante» contrôlée par le Japon doit être créée.

Cela signifie la création d'une base d'opération contre l'Union Soviétique, laquelle fut déjà provoquée par l'occupation de la voie ferrée de la Chine orientale. Une base d'opération pour, comme s'exprime le général japonais Honcho, «réaliser les buts actifs de l'ancienne expédition de Sibérie». «Avec l'aide des Bouriakés, nous devons nous rendre maîtres de la République des Soviets en Extrême-Orient, jusqu'à Werchnijoudinsk, y créer un Etat indépendant et le placer sous notre contrôle.» (Rapport du général Honcho du 3 août 1931 au ministre de la guerre Minami.) (Communication de l'agence Wolff.)

Un expert de la question d'Extrême-Orient raconta au cours d'un banquet au Club Newyorkais, que le Japon voulait «acquérir» une partie des régions russes de l'Amour.

Enfin, la Mandchourie doit servir d'objet d'exploitation aux capitalistes japonais.

2) Le Japon s'est chargé d'anéantir les Soviets chinois avec l'aide des autres puissances.

L'ambassadeur japonais en Chine Monsieur Shingemitsu a dit à un correspondant du «Matin»:

«Dernièrement, l'Amérique est intervenue au Nicaragua et a imposé sa politique par les armes. La France de son côté a mis ordre à l'anarchie qui régnait au Maroc et qui représentait un grand danger pour l'Algérie. . . Pourquoi donc en ce cas, cette oppo-

sition contre le Japon qui cherche à mettre fin au désordre inouï et unique dans les annales en Chine dont un tiers est déjà organisé par les communistes?

Le correspondant spécial du «*Matin*» fait remarquer: «Il est nécessaire d'ajouter que ce sentiment est partagé par la grande majorité de la population étrangère de Changhaï, ce qui ressort surtout des journaux locaux.»

3) Enfin, le Japon a l'intention, «au nom de la civilisation» (et en accord avec les autres puissances impérialistes) de «neutraliser» c'est-à-dire de livrer aux puissances impérialistes, tous les ports chinois importants, en première ligne: Changhaï, Tientsin et d'autres.

Le discours que tint à Changhaï le 5 février dernier le contre-amiral japonais prouve que là aussi, le Japon n'est que l'instrument des puissances impérialistes. Il déclara aux représentants de la presse: «Je suis d'avis que la marine japonaise agit dans le sens du maintien de la civilisation humaine (!). Si nous ne prenons pas des mesures énergiques pour punir les troupes chinoises, celles-ci inquiéteront encore les citoyens des autres nations.»

Il est clairement démontré jusqu'à quel point il s'agit d'un *complot des puissances impérialistes* dans la question chinoise par les actions de ces puissances: La Grande Bretagne a tenu pour superflu d'entreprendre la moindre action diplomatique. Au contraire, le ministère des affaires étrangères à Londres déclara solennellement qu'il n'y avait aucun motif d'intervenir, le gouvernement japonais ayant déclaré que la politique de la porte ouverte dans l'esprit de l'accord de Washington continuait d'être observée et que les droits britanniques resteraient reconnus. Il faut ajouter à cette déclaration très importante que, d'après cette conception, une occupation de toute la Chine ne représenterait pas une violation de traité.

Il n'est pas encore défini où la Grande-Bretagne se dédommagera territorialement en Chine. Mais les troupes britanniques sont concentrées sur deux points: Au Yangtsekiang où elles veulent combattre contre les Soviets chinois et en Chine occidentale où elles avancent toujours davantage sous la protection du Lama du Thibet.

La France elle-même considère — officiellement aussi — avec bienveillance l'action du Japon.

Le journaliste officiel connu pour les questions asiatiques J. C. Balet a écrit un livre «Le drame de l'Extrême-Orient» dans lequel il prouve que c'est la Chine qui est responsable de son sort par son mépris continu des traités! L'action japonaise est complètement justifiée!

Si en outre nous apprenons que la France est le fournisseur d'armes du Japon et que «pour mieux pouvoir endiguer la vague bolchevique» des soldats français sont installés dans la Chine du sud, il est clair que la France joue un rôle important dans ce complot impérialiste.

Lorsque l'on considère l'attitude des Etats-Unis dans cette question, il semble au premier abord que Washington prend à coeur «les droits de la Chine». En réalité, ils sont, tout comme les autres puissances, membres du complot, seulement les Etats-Unis «luttent» énergiquement pour leur part de la proie.

Si l'on considère attentivement l'énergique note de protestation du 7 janvier des Etats-Unis au Japon, on s'en rapporte certes au pacte de Washington de 1922, mais dans la note, il n'est aucunement question que le *gouvernement japonais a violé l'intégrité de la Chine*, mais il est bien plus tenu compte du § 7 d'après lequel le Japon a omis de «délibérer franchement» avec les puissances contractantes si un changement quelconque était en voie en Extrême-Orient. Il est d'autre part «demandé» non pas que le Japon évacue la Mandchourie, mais que la politique de «la porte ouverte» reste garantie. C'est là une «réclamation» à laquelle le Japon fait droit très volontiers.

Les Etats-Unis réclament donc une conférence pour délibérer de la nouvelle situation en Extrême-Orient.

Pour souligner «ces franchises délibérations», les Etats-Unis ont concentré toute la flotte américaine dans l'Océan Pacifique.

Le gouvernement de Nankin lui, a refusé de prendre des mesures quelconques pour empêcher la campagne de brigandage des Japonais. Il s'est dévoilé des plus clairement comme l'instrument des impérialistes. Toutes les démonstrations et manifestations anti-impérialistes furent brutalement réprimées par le gouvernement.

Aucun appel à la lutte contre les impérialistes, mais seulement des appels au calme et la répression brutale de toutes les démonstrations contre le Japon, telle fut l'activité du gouvernement de Nankin. Et pourtant, le gouvernement central chinois veut lutter! *Mais contre qui? Contre les Soviets chinois!* Et déjà des appels sont lancés pour la lutte contre les Soviets chinois!!

Un exemple suffira pour montrer comment la collaboration contre les Soviets chinois est systématiquement organisée:

Chiang-Kai-Tshek, le dictateur chinois qui a réussi à reprendre le pouvoir, a reçu par groupes une série de commerçants, de banquiers, d'intellectuels, de journalistes et de chefs des missions catholiques. Dans la «Germania» catholique, la feuille du gouvernement Bruning, nous lisons ce qui suit au sujet de ces réceptions:

«Le président qui est lui-même chrétien (!) exprima sa profonde admiration pour le christianisme. Il pria toutes les personnes présentes de prier pour lui, de le soutenir dans cette action difficile et de contribuer de toutes leurs forces à ce que la Chine surmonte heureusement ses difficultés actuelles avec le Japon et surtout avec le communisme.

Le Père Jacquinot parla ensuite au nom des catholiques: «Les catholiques combattent le communisme de toutes leurs forces. Dans les écoles, ils enseignent le respect de la propriété et des autorités existantes!»

Il faut faire remarquer que ce Père Jacquinot est un des chefs principaux du corps de volontaires de Changhaï, aux services des Japonais.

Les conspirateurs impérialistes utilisent avec succès la Société des Nations, l'instrument de toutes les puissances impérialistes. Effectivement, cet appareil impérialiste fonctionne parfaitement, peut-être trop parfaitement. Ses actions sont déjà si transparentes que son rôle impérialiste doit sauter aux yeux de toute la population travailleuse. La seule puissance impérialiste qui jusqu'à présent est restée en dehors de la Société des Nations, les Etats-Unis d'Amérique, montre un penchant encore jamais vu vers une collaboration avec elle.

Les rôles des diverses puissances impérialistes sont réparties d'une manière pleine d'effet: Le Japon et la Chine — en qualité de plaignants mutuels et les dirigeants de la Société des Nations comme juges à la Salomon!! (La France et l'Angleterre, la Pologne et les autres!!)

Le rôle du Kuomintang chinois dans ce jeu mérite d'être particulièrement signalé, la tâche qui lui incombe consistant à paralyser le fort mouvement populaire anti-impérialiste et ce, en appelant l'Amérique et la Société des Nations à être les avocats les plus appropriés de l'action anti-impérialiste chinoise!

La Société des Nations d'autre part a la tâche de prendre déjà maintenant les dispositions nécessaires pour légaliser et sanctionner à l'avance le partage impérialiste de la Chine entre les grandes puissances!

En 1931 se produisit l'invasion des impérialistes japonais en Mandchourie, le bombardement de Tientsin et d'autres villes. La Chine, en qualité de membre de la Société des Nations, n'hésita pas un instant à réclamer l'intervention de cet organe. Or cet appel n'était rien d'autre, qu'une manœuvre dirigée contre la révolution chinoise.

La Chine a fait cinq fois appel à la Société des Nations pour protester contre l'invasion japonaise: en septembre, novembre et décembre 1931 et en janvier et février de cette année. En réponse aux trois premiers appels, trois résolutions furent élaborées, reflétant dans tout sa nudité le jeu commun des impérialistes. L'intervention japonaise y est reconnue légale, car il est appuyé partout que le Japon défend seulement ses traités en Chine. Lors du quatrième appel qui eut lieu en février 1932, la Société des Nations ne voulait même pas permettre qu'une réunion extraordinaire du Conseil se réunisse, «la situation n'ayant pas changée et une commission de la Société des Nations étant partie pour la Mandchourie.» (!)

Cette Commission de la Société des Nations qui déjà en octobre dernier devait commencer ses «travaux d'enquête, à savoir, s'il existait vraiment un état de guerre en Mandchourie», partit pour cette expédition avec l'itinéraire suivant: Paris, New-York, San Francisco, Japon, Chine! Un voyage autour du monde durant exactement un mois, alors que les lignes régulières aériennes font en 8 jours le parcours de la Chine du Sud, au cas où l'on n'aurait pas osé prendre le transsibérien!

L'atmosphère de la Société des Nations est naturellement très favorable au Japon, comme le purent constater les journalistes impérialistes eux-mêmes. Le Japon y est considéré comme «le défenseur de la civilisation humaine». Et le représentant de la Yougoslavie à la Société des Nations assure même qu'il peut parfaitement comprendre l'action japonaise en Mandchourie et en Chine, la Chine omettant continuellement d'observer les traités, et provoquant des troubles dans les régions frontières et voisines tout comme les comitatjits macédoniens à la frontière yougoslave. . .

Mais maintenant, l'action se dirige au premier plan contre l'Union Soviétique contre laquelle on arme fiévreusement. En Galicie orientale des volontaires sont recrutés par le Japon avec l'assentiment des autorités polonaises. L'organe des gardes blancs russes à Paris «La Renaissance» a déjà écrit d'une «Sibérie Blanche» à la place de la «Sibérie Soviétique ennemie».

Jusqu'à quel point les choses sont déjà développées, combien menaçant est le danger d'une guerre d'intervention des puissances impérialistes contre l'Union Soviétique, ressort abondamment des explications du «Deutsche», l'organe des syndicats chrétiens et porte-parole du gouvernement Brüning (7. 2.) lorsqu'il écrit:

«Mais comment les choses se poursuivront-elles si le Japon persiste à repousser complètement la Russie de l'Asie orientale? Il peut alors se produire deux choses: Ou bien la Russie n'ose pas résister, ou bien la Russie entre en guerre. Mais si la Russie fait la guerre, le désir de la Pologne vers l'Ukraine sera irrésistiblement grand, le penchant anglo-saxon d'étrangler le bolchevisme russe sera également irrésistible, et les émigrants russes du monde entier ne pourront plus résister à leur nostalgie! Peut-être le moment sera-t-il alors venu pour la Société des Nations de fonctionner pour la première fois pour déclarer la nouvelle guerre mondiale à la Russie!»

C'est dans ce sens qu'il faut aussi comprendre la proposition du gouvernement français au sujet de la formation d'une armée internationale à la disposition de laquelle chaque pays devra fournir un contingent déterminé, et qui devra être à la disposition de la Société des Nations pour l'exécution de ses décisions contre les pays qui refuseraient d'accepter ses décrets!

La France qui domine absolument la Société des Nations utilisera sa position pour exercer un contrôle sur les forces armées de toutes les autres puissances. Les antagonismes entre les impérialistes doivent se heurter ici fortement! La France ne peut oser une telle proposition que si elle mène en même temps des pourparlers secrets avec les autres puissances pour les assurer qu'une telle armée internationale ne sera utilisée que contre l'Union des Soviets, l'ennemi commun de tous les impérialistes!

Ainsi donc, la Société des Nations arme pour la guerre d'anéantissement de la Russie des Soviets! Tous les gouvernements impérialistes commencent en même temps la lutte dans tous les pays pour étouffer les forces anti-impérialistes. Ce n'est pas seulement le gouvernement chinois qui est prêt à marcher contre les Soviets chinois, pour lutter contre les ouvriers, paysans et soldats révolutionnaires qui seuls résistent encore aux impérialistes japonais. Les impérialistes japonais veulent aussi exterminer le mouvement anti-impérialiste avec l'aide de leurs social-démocrates. La section japonaise de la Ligue contre l'impérialisme fut dissoute! En Belgique, en Angleterre, en France et ailleurs, fut créée une atmosphère de guerre avec l'aide des social-démocrates disant «la crise sera alors surmontée!»

Le rôle que la Société des Nations joue dans cette guerre en Extrême-Orient, en qualité d'instrument des puissances impérialistes a son importance particulière pour les nations opprimées dont elle se prétend la «protectrice». Les mêmes puissances impérialistes qui utilisent la Société des Nations contre la Chine et contre l'Union Soviétique, ceux qui tirent les ficelles du «conflit en Extrême-Orient», ont la main dans les Balkans. Ce sont les mêmes qui veulent exploiter les richesses naturelles des pays balkaniques pour leurs industries, exploiter les masses travailleuses et maintenir les nations opprimées en esclavage! Ils ont intérêt à exciter les peuples les uns contre les autres. Les nations opprimées et minorités nationales n'ont rien à attendre de cette Société des Nations, leur prétendue «protectrice». Comme elle l'a montré dans des centaines de cas, cette Société des Nations soutient et encourage uniquement les gouvernements impérialistes des Balkans, les vassaux des grandes puissances impérialistes, pour maintenir en échec par leur intermédiaire les nations opprimées et les minorités nationales.

La guerre nippo-chinoise est pour les pays balkaniques un problème brûlant. Là se montre dans toute sa nudité l'attitude de la Société des Nations et des puissances impérialistes envers les nations opprimées. Les masses chinoises qui entreprennent aujourd'hui la lutte contre les impérialistes étrangers et les oppresseurs indigènes font partie de ces nations opprimées. La sympathie de toutes les nations opprimées et de toutes les minorités nationales va aux masses chinoises, aux Soviets chinois qui doivent être exterminés par cette guerre.

Jamais encore le danger d'une guerre générale ne fut si près ni si menaçant qu'aujourd'hui. La lutte contre l'impérialisme et la guerre impérialiste doit en être d'autant plus fermement organisée. La protestation contre cette guerre doit être au premier plan dans tous les meetings ouvriers, dans toutes les assemblées de paysans et démonstrations des peuples opprimés.

Défendez l'Union Soviétique!

Défendez les Soviets de Chine!

Contre l'impérialisme mondial, pour la libération nationale et sociale de tous les opprimés!

Rétrospectives sur l'année 1931

par D. Vlahoff.

L'année écoulée fut remplie d'événements d'une immense importance. La crise économique mondiale a bouleversé de fond en comble la vie économique entière de tous les pays capitalistes. Cette crise a surpassé toutes celles qui l'ont précédée. Elle embrasse toutes les branches de la vie économique sans exception. Partout la production a diminué énormément. Certaines branches de certains pays ont diminué de 80% et davantage. Comparativement avec 1928, la production industrielle a baissé, aux Etats-Unis et en Allemagne, de 43% et en France de 20%. Les réserves de stocks, malgré cette diminution de la production, augmentent continuellement par suite de la chute de la capacité d'achat des vastes masses travailleuses. Cette crise économique est liée à la crise agraire qui constitue une partie de la crise générale du capitalisme. La production de matières premières a diminué pendant cette période de deux années jusqu'à 60%. Les prix des produits industriels ont baissé jusqu'à 30% et ceux des produits agricoles jusqu'à 60%.

Par suite de cette crise, sévit un chômage frappant près de 40 millions de personnes dans les entreprises industrielles sans compter leurs familles et ceux qui travaillent dans l'agriculture, l'élevage etc. . . Il y a des pays tout entiers dont la population meurt de faim. Les salaires de ceux qui travaillent encore ont diminué de 25—40%. Et ils diminuent sans cesse. Les faillites et banqueroutes de banques, de maisons de commerce, entreprises industrielles etc. . . sont innombrables. Les valeurs de tous les pays ont éprouvé une baisse sans précédent. Aucun pays n'a échappé à cette catastrophe monétaire. Pour quelques pays, la dépréciation des valeurs a dépassé 50%, comme en Espagne, au Brésil, en Australie et autres pays. Les crédits furent réduits à l'extrême. Le bilan des paiements a souffert énormément de cette crise des devises. Les budgets de tous les Etats capitalistes finissent par d'énormes déficits. Pour ajourner le dénouement de cette crise, les gouvernements capitalistes prennent des mesures de protection prohibitives, ce qui l'aggrave encore davantage. Des primes d'exportation sont accordées pour écouler les marchandises sur les marchés étrangers. Par suite de ces primes, les prix des produits à l'étranger sont plus bas que dans les pays producteurs. Un seul pays est à l'abri de cette crise, c'est l'Union Soviétique. Nous y trouvons une augmentation de la production et la plus grande utilisation des forces productives. Pas de surproduction, pas de chômage.

Par suite de cette crise, les conflits et les antagonismes entre les divers pays se multiplient.

Pendant que cette crise exceptionnelle du capitalisme se renforce, on constate une accentuation du militarisme. Les fabriques d'armements, de munitions, les arsenaux travaillent fiévreusement et à plein rendement. Tous les pays se préparent pour la prochaine guerre impérialiste qui est plus proche qu'on ne s'imagine. Elle est déjà. La guerre du Japon contre le peuple chinois tend à écraser le mouvement révolutionnaire, les Soviets chinois, et vise la conquête et le partage de la Chine entre les grandes puissances impérialistes. Par la guerre contre la Chine, le Japon tend à porter un coup à l'Union Soviétique en se donnant pour tâche de séparer la République Orientale de Sibérie de l'Union Soviétique. Ces invasions de l'impérialisme japonais sont accomplies avec le consentement et l'appui du monde impérialiste tout entier et en premier lieu de l'impérialisme français. L'impérialisme mondial soutient le Japon aussi par l'intermédiaire de son instrument, la Société des Nations. Toute la politique de cette institution consiste à donner du temps à l'impérialisme japonais et à mettre le monde devant des faits accomplis. L'occupation de territoires chinois et la mise à l'ordre du jour de la question du partage de la Chine, c'est le commencement de l'action armée que l'impérialisme prépare contre l'Union Soviétique. Il mérite d'être mentionné qu'au moment où les impérialistes japonais exercent en Mandchourie et autres provinces de Chine leurs actes de brigandages, une comédie de conférence mondiale de désarmement se joue à Genève, conférence où les représentants de l'impérialisme surenchérissent de tartufferie et où le délégué du Japon propose de déclarer comme inhumain le lancement de bombes en cas de guerre, et ce à l'heure où justement les avions de son pays bombardaient les villes chinoises. C'est là d'un cynisme et d'une tartufferie sans précédent.

*

Dans les Etats balkaniques, la crise économique a profondément atteint tous les pays qui les composent. Vu les conditions spéciales de ces pays, elle s'extériorise avec une acuité beaucoup plus grande. La crise économique y sévit avec une violence destructive inouïe. Et tous les pays sans exception sont atteints; s'il y a une différence, ce n'est qu'une question de degré.

Dans l'industrie, on constate dans tous ces pays, une stagnation complète. De nombreuses fabriques et autres entreprises industrielles sont fermées, et leur nombre augmente chaque jour. Il y a même des industries, telle celle du bois en Yougoslavie, qui

sont complètement arrêtées. On peut évaluer qu'à présent les fabriques et entreprises qui travaillent encore utilisent à peine 30—50% de leur capacité de rendement. Le chômage a augmenté, au cours de cette année seulement, d'une moyenne de 30%. Le nombre des chômeurs est évalué maintenant à 400.000 en Roumanie, autant en Yougoslavie, 200.000 en Bulgarie et 200.000 également pour la Grèce. La situation des chômeurs est des plus misérables. Dans aucun de ces pays ne sont accordés des secours de chômage, par conséquent, ces travailleurs et leurs familles sont voués à la famine. L'artisanat qui est encore une forme de production assez répandue dans ces pays est atteint encore plus gravement, par cette crise. Il n'y a pas d'acheteur pour les produits, car les consommateurs n'ont pas d'argent pour les acquérir. Les salaires des ouvriers qui ont encore du travail ont diminué dans les pays balkaniques plus que partout ailleurs en Europe. En Grèce par exemple, les salaires des ouvriers du tabac furent évalués en 1928 à 586 millions de drachmes et en 1931 à 286 millions seulement, ce qui représente une diminution de plus de 50%.

La production dans l'agriculture a diminué, bien que pour certains produits, il y ait eu davantage de terres ensemencées. Cela est principalement dû aux mauvaises conditions de culture. Les prix des terres ont diminué et ce, dans quelques cas, de 75%. En 1928, les terres cultivables étaient estimées en Yougoslavie à environ 600 milliards de dinars. Maintenant, elles ne sont plus estimées qu'à 150 milliards. Dans la banovine du Danube, un arpent (2,6 dékares) qui coûtait il y a 5 ou 6 ans 36.000 dinars coûte à présent le tiers, soit 12.000 dinars. En Roumanie, une maison estimée 300.000 leis se vend pour 15.000 leis (environ 2.000 francs). Dans l'élevage la baisse est encore plus grande. Un boeuf qui coûtait de 2 à 3.000 dinars en 1930, se vend maintenant 2 à 600 dinars. Les prix des céréales ont baissé d'une manière catastrophale: de 7,50 leis le kilo en 1929, en Roumanie le blé se vend maintenant 2 leis, et le maïs a baissé de 5,81 à 1,20—1,60 leis. Un hectolitre de vin coûte maintenant dans ce pays 100 à 200 leis (un litre vaut donc 0,15 francs). En Dalmatie, les marchands de vins paient aux paysans 13—15 dinars (soit 6 francs) pour un hectolitre de vin, (c'est-à-dire un litre pour 0,06 frs.). Un kilo de viande de veau coûtait l'année précédente à Zagreb 12 à 13 dinars, et maintenant 3—5,95 dinars. Le tabac qui était estimé par le gouvernement yougoslave à 15—20 dinars le kilo l'année précédente ne l'est plus aujourd'hui qu'à 4 dinars. En Bulgarie un producteur de tabac a brûlé sa récolte, car on ne lui offrait qu'un leva pour un kilo.

Par suite de cette baisse énorme des produits de l'économie paysanne, et des impôts qu'ils sont contraints de payer, les paysans sont écrasés de dettes. Leurs terres sont hypothéquées dans les banques. La dette sur les terres atteint en Roumanie 125 milliards de leis, et en Boukovine jusqu'à 16.000 leis par hectare. Les paysans sont obligés de consacrer jusqu'à un tiers de leurs produits pour rembourser les intérêts. En Bulgarie les dettes des paysans atteignent 16 milliards de levas; une petite économie paysanne de quelques hectares a une dette se montant jusqu'à 20.000 levas. En Serbie, en Yougoslavie, elles sont évaluées à 6 milliards de dinars. En Grèce, les 4/5 des paysans ne sont pas en état de rembourser leurs dettes, ni d'en payer les intérêts, ni de payer leurs impôts. Près de 500.000 mandats sont lancés contre les paysans pour recouvrer par force les impôts et les paiements dus aux banques!

Le bilan du commerce étranger dans tous les pays balkaniques est passif, sauf en Bulgarie. En Grèce par exemple, l'exportation ne représente que la moitié de l'importation. En Albanie, l'exportation n'est que de 40% de l'importation. Et quant à la Bulgarie, le bilan actif du commerce étranger s'explique par le fait que les masses des consommateurs sont si pauvres qu'elles ne sont pas en état d'acheter des articles même de première nécessité. Devant cette situation, les gouvernements balkaniques feignent prendre des mesures pour y remédier, mais elles sont uniquement prises dans l'intérêt des paysans riches, des exportateurs et des banques. Toutes ces mesures grèvent le budget. Dans le budget bulgare de l'année passée, on a dépensé 1.118 millions de levas pour des primes à l'exportation. Dans celui de Yougoslavie un milliard de dinars, et en Roumanie on paie comme prime d'exportation presque autant que le prix payé aux paysans pour les céréales exportées, c'est-à-dire 10.000 leis par wagon.

La crise a provoqué un effondrement sans précédent des banques grandes et petites et des maisons de commerce, d'entreprises industrielles et autres. Le nombre des faillites, des insolvences et des concordats a augmenté dans tous les pays. En Yougoslavie, il s'est accru de 60%, en Voïvodine de 450%, et le passif a augmenté de 500%.

La capacité de paiement des masses laborieuses a, par suite de cette situation, énormément diminué. Les fonctionnaires du fisc sont obligés d'être accompagnés de gendarmes, pour recouvrer les impôts, en vendant aux enchères tout ce que possèdent les contribuables. Et malgré tout ils ne peuvent y parvenir. Il y a des régions tout entières où la famine sévit, en Dalmatie et en Herzégovine pour la Yougoslavie, en Macédoine et en Thessalie pour la Grèce, en Bessarabie pour la Roumanie et où les masses affamées marchent sur les villes et réclament du pain. Le gouvernement grec a été obligé de faire importer du maïs à bon marché sans droits de douanes pour les régions affamées, mais la population ne peut pas se le procurer, faute d'argent.

Cette crise économique ne pouvait pas ne pas avoir sa répercussion sur les finances de l'Etat et des autres institutions publiques. La rentrée des impôts a énormément diminué dans tous les pays balkaniques. En Roumanie, elle est de 50% inférieure à l'année précédente. Le déficit du budget de l'Etat en Roumanie est de près d'un tiers du budget total; en Bulgarie de 20%, en Yougoslavie de 20% également. En Albanie le déficit est supérieur à 30% et en Grèce, au moyen de falsifications des données, le budget était jusqu'à présent balancé — sur le papier — mais maintenant, la situation est devenue si grave que le gouvernement est obligé de déclarer que pour l'année courante son budget sera bouclé avec un déficit d'un milliard et demi de drachmes. Tous ces gouvernements balkaniques, malgré les réductions des appointements des fonctionnaires et des employés, et la rationalisation dans les services, ne sont quand même pas en état de payer durant des mois et des mois ces appointements. Dans quelques pays, en Albanie par exemple, on fait une spéculation avec la vente des appointements. Ces déficits des budgets sont couverts par des emprunts qui sont conclus avec des grandes puissances impérialistes, surtout avec la France, à des conditions exorbitantes et par des engagements politiques dirigés toujours contre les masses populaires. Il faut encore mentionner ici que durant les dix dernières années, la Roumanie a conclu trois emprunts se chiffrant à 2.090.000.000 de francs français, que la Yougoslavie a conclu durant l'année précédente, pour 925 millions de francs d'emprunts et la Bulgarie pour 175 millions. Il s'agit ici seulement de la partie qui concerne la France. Il faut encore mentionner en outre, les emprunts que la Grèce a conclus en Amérique et en Angleterre ainsi que celui de l'Albanie fait en Italie. Il ne faut pas oublier qu'une grande partie de ces emprunts est destinée aux armements de ces pays et qu'une partie en est même versée en nature sous forme de canons, mitrailleuses, tanks et autre matériel de guerre. Et cependant, les difficultés financières sont énormes. Tous les gouvernements balkaniques cherchent sans cesse des emprunts. Ils conjurent leurs créanciers de leur fournir les fonds nécessaires à assurer leur existence. Les dettes des Etats balkaniques sont énormes. En Yougoslavie elles atteignent 70 milliards de dinars, en Bulgarie 46 milliards de lévas, en Grèce 43 milliards de drachmes.

★

Dans tous les pays balkaniques cet état de choses a causé un grand mécontentement parmi les vastes masses laborieuses. Les gouvernements bourgeois sont menacés. Pour reculer leur débâcle et continuer leur domination, ils renforcent la terreur en se servant de tout l'appareil répressif d'Etat, — l'armée, la police, la gendarmerie, les tribunaux, etc. . . Ils suppriment la liberté de la presse, le droit de réunions et d'associations. Ils dissolvent les réunions, ferment les clubs ouvriers, les maisons des syndicats. On procède à des arrestations en masses continues et à des perquisitions. Des massacres en masse sont organisés sous le plus minime prétexte. Les emprisonnés sont soumis à des tortures d'inquisition pour leur arracher des «aveux». Des procès sont mis en scène et des sentences cruelles sont prononcées. Tels sont les procédés habituels de tous les gouvernements des pays balkaniques. Et en dehors de l'appareil répressif d'Etat, ces gouvernements ont encore recours, dans leur politique d'oppression et d'exploitation, à des organisations fascistes qu'ils créent ou qui existent depuis longtemps et qu'ils utilisent dans leur lutte contre les masses populaires et spécialement contre les peuples opprimés et minorités nationales. Il existe en Roumanie plusieurs organisations fascistes dont les plus acharnées «Actiuna Rumanesca», «Cultul Patriae» et autres. En Bulgarie, «Rodna Zachita», «Coubrat», les associations d'officiers et sous-officiers de réserve, l'Union des étudiants nationalistes et diverses associations de sport, et les organisations fascistes macédonienne, thracienne et dobroudjanaise. En Yougoslavie, les associations des «Sokols», l'organisation «La Jeune Yougoslavie», l'Association des soi-disant anciens combattants pour la cause de la Serbie et autres. En Grèce il existe, seulement en Macédoine, 7 organisations fascistes, et en Albanie les organisations des jeunesses fascistes sous la direction d'officiers italiens.

En ce qui concerne les peuples opprimés et minorités nationales qui sont l'objet d'une oppression non seulement politique, sociale, mais aussi d'une oppression nationale et soumis à des pratiques d'assimilation, de banditisme colonial, d'extermination physique et de dénationalisation, ces peuples sont souvent victimes de pogromes, comme ce fut le cas en juin dernier à Salonique lors du pogrome contre les juifs.

A la suite de cette situation, nous constatons que les masses opprimées de toutes les nationalités sont saisies d'une grande effervescence, se faisant jour sous des aspects variés. Durant l'année écoulée, il y eut de grandes manifestations, des démonstrations, des actions de révolte contre les agents du fisc et contre la force armée où très souvent les représentants de l'autorité eurent le dessous. Il y eut l'insurrection de Chypre contre l'impérialisme anglais.

A toutes ces actions de masses participent non seulement les ouvriers et les paysans de toutes les nationalités, mais les étudiants populaires et les travailleurs intellectuels s'y associent également. Il se fit aussi de grandes démonstrations d'étudiants à Belgrade,

Zagreb et Ljubliana en Yougoslavie, parallèlement aux actions des masses populaires en lutte contre la dictature. Il y eut les démonstrations d'étudiants à Sofia contre le bourreau *Tsankov*, la personnification du régime sanglant du *Sgovor*, qui fut finalement obligé de cesser ses cours à l'université. Pour leurrer l'opinion publique et en égard aux intérêts des grandes puissances impérialistes, on eut, dans quelques Etats, recours à des changements du gouvernement, comme en Roumanie, et à des transformations apparentes dans le système, comme ce fut le cas en Yougoslavie. Dans d'autres pays, comme en Bulgarie, l'indignation populaire contraignit le *Sgovor* sanglant à quitter le pouvoir.

En Roumanie, le gouvernement national tsaraniste a démissionné et le nouveau gouvernement fut formé par le professeur *Jorga*. Aux élections de juin dernier, malgré la terreur, les persécutions, et les méthodes de falsification des élections, les masses populaires donnèrent leurs voix au Bloc ouvrier et paysan, qui obtint 75.000 voix avec 5 mandats au parlement, mais ce dernier les annula, craignant la critique que les députés de ce Bloc pourraient exercer. Les masses populaires des pays opprimés, de Boukovine, Transylvanie, Dobroudja et Bessarabie surtout déployèrent la plus large activité et votèrent ouvertement pour le Bloc ouvrier et paysan.

En Bulgarie, les élections faites sous le régime du *Sgovor* l'ont ouvertement flagellé. Les masses travailleuses bulgares, celles de la Macédoine sous la domination bulgare et les masses des émigrés et réfugiés ont voté pour le Bloc ouvrier et paysan qui obtint 170.000 voix avec 32 mandats. Il faut surtout relever que c'est la première fois depuis le coup d'Etat du 9 juin, que les masses travailleuses macédoniennes, dobroudjanaises et thraciennes en Bulgarie se sont exprimées ouvertement contre la dictature fasciste du *Sgovor* et de ses instruments dans les mouvements nationaux, les organisations fascistes macédonienne, thracienne et dobroudjanaise. Il ne serait pas sans intérêt d'ajouter que dans quelques arrondissements du district de Pétritch, où s'exerce d'une manière implacable la dictature du chef de la bande fasciste *Mikhailov* — cette bande qui assassina au cours de huit années plus de 2.000 Macédoniens — la population n'ayant pu présenter ses propres candidats, remit aux urnes des bulletins portant des mots d'ordre révolutionnaires. Le nombre de ces bulletins atteignit une moyenne de 70%.

Ajoutons que le nouveau gouvernement en Bulgarie poursuit la même politique d'oppression et de terreur sanglante envers les masses travailleuses que celui qu'il a remplacé. Bien que les partis qui y participent aient pris l'engagement solennel devant leurs électeurs, d'accorder une amnistie pleine et sans condition pour tous les emprisonnés et émigrés politiques, le gouvernement a fait voter une amnistie partielle et conditionnelle qui favorise presque uniquement les assassins fascistes.

En Yougoslavie, la dictature militaire fasciste eut recours à une manoeuvre constitutionnelle dans le but de leurrer les masses populaires du pays, d'abuser l'opinion publique européenne et de donner des «garanties» aux pays susceptibles d'accorder des emprunts, en engageant la responsabilité d'un «parlement». Après la proclamation de la «constitution», le chef de la dictature Alexandre Karagheorghévitch promulga une loi sur les «élections», où le vote secret n'existait pas et d'après laquelle les élections devaient avoir lieu. Les masses populaires en Yougoslavie ne furent pas dupes de cette manoeuvre. Elles boycottèrent les élections et continuèrent de mener leur lutte révolutionnaire de masses pour le renversement de la dictature. Les élections se terminèrent piteusement pour le régime. 30% à peine des électeurs participèrent aux élections, et votèrent pour la seule liste présentée, celle de la dictature. Il y eut des pays où le pourcentage des votants fut de 6 à 12%.

*

Durant l'année écoulée, on a pu observer une préparation fiévreuse de guerre dans tous les pays balkaniques. Une grande partie des emprunts conclus par ces Etats ont été consacrés aux armements, et une autre partie fut fournie en matériel de guerre. Le budget de guerre atteint des chiffres énormes dans le budget général des Etats balkaniques. Y compris le service des dettes, il s'élève dans les divers pays de 50—60%. La militarisation de la jeunesse, les exercices militaires des classes de réserve, l'augmentation du nombre des écoles militaires et des fabriques et arsenaux, se poursuivent systématiquement. Les formations de gardes blancs russes sont soutenues officiellement et jouissent de privilèges spéciaux.

En outre, il faut mentionner le redoublement d'activité des grandes puissances impérialistes dans les Balkans.

Quelles sont donc les relations entre les Etats balkaniques d'une part, et quels intérêts poursuivent les grandes puissances impérialistes dans les pays balkaniques d'autre part? Il faut examiner ce problème pour pouvoir mieux se rendre compte du développement futur des événements.

Il est notoire que parmi les classes dominantes des Balkans, il existe des différends et des contradictions de toutes sortes, pour la sauvegarde de leurs intérêts capitalistes et la conquête de nouveaux territoires. Ces différends et contradictions ont provoqué

la guerre balkanique et interalliée de 1912/13. C'est à eux également qu'est due la participation de ces Etats à la guerre mondiale dans l'un ou l'autre des camps belligérants.

Les grands Etats impérialistes qui poursuivent dans les Balkans l'utilisation de ces pays pour leurs buts capitalistes s'efforcent également de s'en servir pour des fins politiques. Ce sont eux qui ont créé et sanctionné la situation actuelle de ces pays par des traités de violence. Ce sont eux qui soutiennent politiquement et financièrement les dictatures actuelles des Balkans, qui mènent une guerre incessante contre les peuples de ces pays, ce sont eux encore qui ont consacré l'esclavage des Macédoniens, des Croates, des Monténégrins, des Albanais, des Dobroudjanais et de tous les peuples opprimés des Balkans. Ce sont eux enfin qui déploient un grand effort pour aplanir les différends et les conflits qui existent entre les Etats actuels balkaniques. La politique que les grands impérialistes poursuivent aux Balkans vise à la création d'une union entre leurs vassaux dans la presque île balkanique. C'est principalement ce but que poursuit la conférence d'Athènes qui eut lieu en octobre 1930. La conférence balkanique qui eut lieu en 1931 à Constantinople poursuivait également le même but. On ne constitua pas encore cette union, mais vu que toutes ces dictatures ainsi que les grands Etats impérialistes ont un puissant intérêt à écraser les mouvements révolutionnaires dans les Balkans, il faut s'attendre à ce que ces dictatures finiront tôt ou tard par s'entendre, par la création d'une union balkanique — de triste mémoire —, pour essayer d'anéantir ces mouvements et pouvoir mieux diriger les masses contre l'Union Soviétique. Le danger de guerre dans les Balkans est donc plus grand que jamais. Il suffit de s'en référer à la guerre du Japon contre le peuple chinois, à la provocation envers l'Union Soviétique et aux préparatifs fiévreux à la guerre dans tous les pays balkaniques et spécialement en Roumanie et en Yougoslavie.

Mais la situation n'est plus celle d'il y a 20 ans. Les masses asservies des nations dominantes et des peuples opprimés ont tiré un grand enseignement des événements qui se sont produits durant cette période. Ces masses ne sacrifieront plus leur existence pour des buts impérialistes. Elles se grouperont de plus en plus autour de leurs organisations révolutionnaires et mèneront avec plus d'acharnement leur lutte révolutionnaire contre l'impérialisme des Etats balkaniques et des grands Etats capitalistes. Elles défendront l'Union Soviétique et la révolution chinoise, et à l'appel pour une guerre impérialiste, elles répondront par le renversement des dictatures fascistes dans les Balkans et l'instauration du pouvoir des masses laborieuses.

Deux lignes dans la lutte contre la dictature yougoslave.

par Ivan Tchoufitch.

La lutte contre la dictature pour sauver le «yougoslavisme».

Svetozar Pribitchevitch, second président de la coalition paysanne démocratique et chef du Parti démocrate indépendant qui, avant la dictature, représentait la majorité des Serbes «d'au-delà» c'est-à-dire des anciennes provinces de la monarchie austro-hongroise, a publié, dans l'émigration, après un emprisonnement de plus de deux années une brochure précisant son attitude politique (La situation et l'avenir de la Yougoslavie).

Les régions serbes «d'au-delà» où se trouve le centre de gravité de la force politique du parti de Pribitchevitch, sont, pour la plupart, les régions dites «passives» qui, même en période normale, ne peuvent se suffire à elles-mêmes et où maintenant deux millions de paysans environ sont réduits à la famine par suite de la sécheresse du dernier été et du chômage croissant; ils se nourrissent d'herbes cuites et les cas de mort de faim et d'épuisement sont très fréquents cet hiver. Les anciens cadres bourgeois du mouvement de Pribitchevitch se sont laissé corrompre, en grande partie, par la dictature.

La grande masse des paysans — et il ne s'agit pas des paysans moyens mais plutôt des paysans pauvres et affamés et aussi des ouvriers saisonniers sans travail — se détournent toujours davantage de l'idéologie bourgeoise du parti Pribitchevitch et les nombreuses bagarres qui se produisent à l'occasion des ventes aux enchères prouvent l'essor des tendances révolutionnaires et l'esprit de lutte contre l'exploitation et la dictature. Le leader demeuré fidèle au parti reste généralement passif, isolé et aussi effrayé de ces tendances révolutionnaires. Seuls, les étudiants du parti prennent part à des démonstrations d'étudiants.

Il s'agissait pour les partisans de Pribitchevitch, ou de s'associer aux tendances révolutionnaires et à l'esprit de lutte des paysans, ou de se trouver réduits à un petit groupe sans importance. Une autre question se posait: l'élaboration d'une plate-forme politique pour la formation d'un bloc bourgeois d'opposition dont les premières lignes furent esquissées dans la déclaration de boycott commun contre les dernières «élections». La brochure de Pribitchevitch devait apporter une solution à ces deux problèmes.

Pribitchevitch, un des «fondateurs de la Yougoslavie», son premier ministre de l'intérieur, constate dans l'émigration que les événements ont démenti sa politique d'union des Serbes, des Croates et des Slovènes, sous le sceptre de Belgrade. Pribitchevitch écrit maintenant: «Après la guerre, Belgrade est devenue le siège d'une violence, d'une réaction, d'une cruauté et d'une autocratie inconnue dans tous les autres Etats balkaniques. Les dirigeants de Belgrade ont non seulement dépassé Kemal, Zogou, Mussolini, Bethlen, Pilsudski et Jorga mais même Fuad d'Egypte et le Ras Tafari d'Abyssinie. La Yougoslavie est sortie du rang des pays civilisés.»

Après ces constatations, Pribitchevitch renonce complètement à ses anciennes illusions sur la possibilité d'un compromis avec la dictature, il lui «déclare la guerre jusqu'à son anéantissement», demande à ses partisans de ne pas continuer leur tactique d'attente passive des événements et les appelle à la lutte contre le régime de honte.

Mais si l'on examine de plus près la position de Pribitchevitch, on voit que lui, qui fait si grand cas de son «démocratisme conséquent» et qui termine sa brochure par un chapitre sur «Le front mondial de la démocratie», n'ose pas rompre ouvertement avec la monarchie et qu'il reconnaît encore moins le *principe démocratique de base* contre la répression nationale, le droit absolu des nations à disposer d'elles-mêmes pouvant aller jusqu'à la séparation.

Il compare certes la dictature du roi Alexandre au régime d'Abdul Hamid; il dit que les Bourbons n'ont rien appris de l'histoire et qu'Alexandre Karageorghevitch imite le roi Alexandre Obrenovitch qui fut abattu en 1903; il accuse-entre les lignes-le roi d'avoir préparé de longue date le coup d'Etat, pour assurer l'autocratie et l'absolutisme; Le «parlement» actuel du roi Alexandre lui semble seulement comparable à celui du roi Alexandre Obrenovitch, le parlement de Napoléon III et la Douma de Nicolas II lui paraissant bien supérieures en indépendance. Malgré ces constatations, malgré le rapide développement de l'idée républicaine parmi les vastes masses yougoslaves, Pribitchevitch n'ose ni couper tous les ponts avec la dynastie ni abandonner définitivement l'idée de la «monarchie constitutionnelle». Après l'écroulement de la dictature, il restera une porte de sortie à la dynastie.

Dans la question nationale qui nous intéresse ici le plus, le «démocratisme conséquent» de Pribitchevitch est encore plus inconséquent que dans la question monarchie-république.

Pribitchevitch qui de 1919 à 1926 fut l'idéologue du «yougoslavisme intégral» et le représentant de l'hégémonie grand-serbe sous l'étendard yougoslave, dément maintenant, quoique sans auto-critique suffisante, son ancienne politique et constate que «sous le nom yougoslave la politique la plus éhontée et la plus violente d'hégémonie et de centralisme est suivie comme jamais cela ne fut dans aucun pays. Les banovines sont constituées conformément aux aspirations de la politique grand-serbe. Tout est subordonné à un centre qui épuise le peuple sans merci. Tout ce que l'on raconte sur l'égalité des droits des Croates en Yougoslavie sont d'odieus mensonges. Il n'y a pas uniquement une question croate mais il y a aussi les questions serbe, slovène et minorités nationales.»

Après de telles constatations, qu'y aurait-il de plus démocratiquement conséquent que la reconnaissance du droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes? Or, Pribitchevitch n'en fait rien. Bien au contraire, *il veut à tout prix maintenir cette unité de l'Etat yougoslave* et n'attaque si agressivement la dictature que parce qu'elle «est typiquement anti-yougoslave, typiquement séparatiste et menace elle-même les bases de l'Etat.»

Comme représentant du bloc bourgeois d'opposition, il prévoit la libération des nations opprimées sous le joug yougoslave imposé par les décrets de la dictature, et il voudrait *le remplacer, après l'écroulement de la dictature, par un «yougoslavisme fédéraliste»*. En effet, il est notoire que la question de «yougoslavisme fédéraliste» est un sujet de discorde au sein de l'opposition bourgeoise.

Des «mots d'ordre» national-réformistes, les plus divers, sont proposés: depuis le «plébiscite dans les provinces» en passant par «l'autonomie» des national-réformistes slovènes, jusqu'à la «décentralisation la plus large» de l'opposition bourgeoise en Serbie. L'accord ne peut se faire sur ces divers points. Pribitchevitch donne aussi son mot d'ordre: «les droits égaux» des Serbes, des Croates et des Slovènes qui seraient «garantis» par des institutions d'Etat, la «satisfaction» des minorités nationales, la «souveraineté du peuple» non de chaque peuple mais de tous les peuples de Yougoslavie. Il ne fait aucune allusion aux questions monténégrine et macédonienne, probablement dans l'espérance que les Macédoniens se trouveront «satisfaits» dans les cadres de la Yougoslavie. Devant le chauvinisme grand-serbe de ses partisans, son «démocratisme conséquent» fait faillite et ne lui donne même pas le courage de reconnaître que la population de la Macédoine n'est pas serbe.

Une fois le «yougoslavisme» sauvé de cette manière, dans les cadres de la Yougoslavie, Pribitchevitch, suivant la politique des dirigeants de Belgrade, va plus loin, souhaitant «une Yougoslavie agrandie par l'adjonction de la Bulgarie jusqu'à la Mer Noire car de cette façon seulement sera réalisée l'unité yougoslave qui débarrassera les Balkans de l'influence étrangère et assurera la paix en Europe Centrale».

C'est ainsi, qu'avec leur «démocratisme» Pribitchevitch et les autres leaders des partis national-réformistes d'opposition en Yougoslavie, font faillite dans la question nationale. Dans le but de maintenir l'Etat yougoslave ils se déclarent contre le droit des nations de disposer d'elles-mêmes.

Ils élèvent leur mot d'ordre: formation d'un empire fédéraliste pan-yougoslave allant de l'Adriatique à la Mer Noire, en face de notre mot d'ordre: Union volontaire des Républiques libérées dans la Fédération Balkanique. Par tout cela, ils se montrent incapables de mener la lutte révolutionnaire de masses et incapables d'apporter une solution à la question nationale, point fondamental de la révolution démocratique bourgeoise dans les Balkans.

En ce qui concerne l'autre problème des tendances révolutionnaires dans les anciennes provinces autrichiennes, Pribitchevitch réclame certes «la formation du front des paysans, des ouvriers et des intellectuels qui mènera la lutte énergique et sans merci contre la réaction pour, après l'écrasement de la réaction, transformer l'ordre social politique et économique de haut en bas». Pribitchevitch, un des auteurs de la loi pour la défense de l'Etat, constate la carence du capitalisme et préconise «la démocratie économique» avec la collectivisation partielle de la production et le contrôle sévère des banques. Il fut, en effet dans sa jeunesse un disciple de Masaryk, et ces idées en apparence si radicales il les a trouvées dans le programme des national-socialistes tchèques du parti Benès; ce même programme ne gêne, aujourd'hui, aucunement Benès pour suivre la politique du capital français dans les Balkans et en Europe Centrale. Pribitchevitch désire rester en bons termes avec les capitalistes français. S'il se sert du défaitisme, s'il fait allusion qu'à l'époque de la dictature d'Obrenovitch, Pachitch émigré invita les Serbes à ne pas se soumettre à l'ordre de mobilisation pour la guerre de 1885, redoutant de la victoire du roi absolu, s'il ajoute que dans la guerre mondiale tous les Etats autocratiques et absolus ont été vaincus, il ne le fait que pour attirer l'attention de Paris espérant démontrer qu'un «Benès yougoslave» réaliserait mieux que la dictature, la politique du capital français et pourrait mieux préparer politiquement la Yougoslavie à la guerre. Ce n'est pas par hasard que Pribitchevitch qui, en 1928, était partisan de l'entrée en relations avec la Russie des Soviets et de la transformation de l'orientation de la politique extérieure yougoslave, ne peut maintenant dire un seul mot sur tout cela.

Pribitchevitch essaie de se lier aux tendances révolutionnaires agraires et à l'esprit de lutte des paysans serbes de l'ancienne Autriche, mais il pourra difficilement entraver les paysans dans leur marche vers le front unique révolutionnaire. La formation du front unique révolutionnaire des nations opprimées avec le mouvement ouvrier et paysan révolutionnaire mènera à la victoire la lutte révolutionnaire de masses pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour leur Union libre dans la Fédération Balkanique.

*

La voie de libération du peuple croate.

Sous ce titre, le «groupe national-révolutionnaire croate» formé d'anciens membres militants des partis croates, principalement du parti Raditch en Croatie et dans l'émigration, a publié le premier volume de la «bibliothèque pour la libération du peuple croate». La plate-forme politique du groupe, son programme et sa tactique dans la lutte pour la Croatie libre y sont exposés. Dans un aperçu historique, ils ont tiré les enseignements de la lutte millénaire des paysans croates contre la domination étrangère et indigène des seigneurs féodaux et plus tard des capitalistes; ils ont, dans le même aperçu, fait une approximation juste des national-réformistes, si souvent traîtres à la politique nationale de leurs partis. La lutte d'après-guerre contre l'oppression grand-serbe, la formation du large mouvement républicain des paysans croates et l'hésitation de ses leaders entre l'adhésion à l'Internationale des paysans et la participation au gouvernement de Belgrade, leur politique réconciliatrice et pacifiste envers les dirigeants de Belgrade aboutissant à l'assassinat de leurs leaders, au parlement, le 20 juin 1928, sont mis en lumière et clairement exposés, la dictature du roi — durement stigmatisée. La dictature s'est désignée, sous l'étiquette de «yougoslavisme» comme une alliance des impérialistes grands-serbes, avec, en tête, le roi, et la clique des généraux, les riches, les banquiers et les grands propriétaires.

Le «yougoslavisme» de la dictature de Karagheorghevitch est comparé à l'ancien «autrichisme» des Habsbourg et considéré comme une enseigne derrière laquelle la bourgeoisie croate tente de dissimuler ses services rendus à la dictature grand-serbe et sa trahison honteuse envers le peuple croate.

Le G. N. R. C. s'est donné pour but la lutte énergique de tout le peuple croate pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation complète, pour la Croatie libre. Il revendique le départ, hors du territoire croate, des armées d'occupation serbes, des autorités policières, fiscales et administratives. Le peuple travailleur croate, seul facteur de la lutte de libération composé des paysans, des ouvriers, des petits commerçants et des cercles intellectuels dévoués aux masses laborieuses croates, s'oppose à la bourgeoisie croate qui soutient la dictature et est favorisée par elle.

Le G. N. R. C. appelle le peuple croate à former des comités de lutte dans chaque village, dans chaque localité afin de mener à bien le combat révolutionnaire et pour organiser, avant tout, la résistance contre les exécutions fiscales et autres mesures tendant à récupérer les dettes . . . etc. . . . Il l'appelle également à former des organisations d'auto-défense contre les fascistes grands-serbes et yougoslaves. Il considère comme ses alliés les ouvriers croates ainsi que les ouvriers révolutionnaires des autres provinces de Yougoslavie, surtout les ouvriers et les paysans serbes ainsi que les autres nationalités de Yougoslavie, les peuples libérés unis dans l'Union Soviétique et enfin tous les mouvements anti-impérialistes pour la libération nationale, et l'émigration croate. (Vladimir Latchek et Krnjevitch et Kochoutitch.) Ces agents impérialistes prirent prétexte de ces constatations pour mener la campagne de calomnies qui sont réfutées dans ce numéro dans les «Déclarations de la Ligue contre l'impérialisme et le Comité des Balkans».

En ce qui concerne les successeurs de Stephan Raditch, le G. N. R. C. constate qu'après trois ans de dictature, ils ne se sont pas encore débarrassés des défauts les plus graves de la politique croate: le pacifisme envers les oppresseurs et l'attitude passive des événements. «C'est pourquoi ils n'ont pas de programme précis, ni de clarté sur les buts et méthodes de lutte. C'est pourquoi ils ne sont pas capables de montrer la voie, de mobiliser et d'organiser les forces populaires pour la lutte de libération. Au contraire, par les illusions de l'aide que pourraient apporter la Société des Nations et les grandes puissances capitalistes et par leurs appels à l'attente ils affaiblissent la résistance du peuple croate et permettent à la dictature d'enchaîner plus facilement le peuple croate.»

Tout en admirant l'esprit de sacrifice révolutionnaire de nombreux partisans du Parti d'Etat du droit souffrant dans les prisons yougoslaves, et dont quelques-uns sacrifièrent leur vie pour la libération de la Croatie, le G. N. R. C. condamne les tentatives de remplacer la lutte révolutionnaire des masses par des attentats terroristes. Pour ce qui est des représentants du parti d'Etat du droit dans l'émigration Pavelitch-Pertchets, le G. N. R. C. constate qu'ils se sont alliés avec les fascistes italiens qui oppriment les Croates en Istrie et aspirent à la conquête de la Dalmatie, avec les magnats hongrois et autrichiens qui veulent incorporer la Croatie dans une nouvelle monarchie habsbourgeoise et qu'ils se sont associés avec les fascistes macédoniens, agents de l'impérialisme bulgare, italien et hongrois.

Adresse de sympathie du Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans pour le mouvement croate révolutionnaire

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans adresse son salut fraternel au groupe national-révolutionnaire croate qui, avec sa brochure «*La voie pour la libération du peuple croate*», a commencé la lutte contre la dictature militaire fasciste en Yougoslavie. Le groupe national-révolutionnaire croate se met à l'avant-garde des masses croates avec son programme de lutte sans merci et intraitable pour la libération du peuple croate. Il dévoile toutes les tentatives des opportunistes et des national-fascistes de tromper les masses croates et de les retenir des luttes conséquentes, sous prétexte que la Société des Nations «libérera» la Croatie, que l'Italie de Mussolini, la Hongrie de Horthy et autres forces réactionnaires accorderont leur «aide» aux masses croates. Le groupe national-révolutionnaire croate appelle les masses croates à s'en rapporter à leurs propres forces, à ne pas se laisser abuser et à ne pas compter sur une force impérialiste quelle qu'elle soit, de ne pas chercher des alliés ni parmi les bandes fascistes de Mikhaïlov ni parmi les bourreaux des masses italiennes et hongroises. Le groupe national-révolutionnaire croate indique aux masses leurs véritables amis, leurs alliés désintéressés: qui comme elles sont opprimés, pillés, martyrisés par la dictature grand-serbe, les masses de Macédoine, d'Albanie, de Kossovo, de Slovénie, du Monténégro et des autres nations non-

serbes opprimées; les ouvriers serbes eux-mêmes, les nations opprimées de tous les Balkans, les peuples coloniaux, la classe ouvrière et la classe paysanne révolutionnaire du monde entier et leurs organisations ainsi que les masses de l'Union des Soviets, du seul pays où il n'y a pas d'oppression nationale, le rempart de la révolution et de tous les opprimés.

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans exprime sa profonde indignation devant l'attaque odieuse des Pavelitch-Pertchets, qui, dans leur journal «Gric» tentent de présenter la brochure «La voie pour la libération du peuple croate» comme l'oeuvre «des agents de Belgrade sous l'étiquette communiste». Les gens de Pavelitch, les agents conscients du fascisme italien et hongrois sont les mêmes qui ont «fraternisé» avec les bandes de Mikhaïlov, les bourreaux et persécuteurs des masses macédoniennes, les mêmes qui veulent livrer consciemment le peuple croate à la réaction la plus terrible et essaient d'affoler les masses croates pour créer une atmosphère de pogrome et les déchaîner contre les courageux champions croates de la liberté. Cette tentative ne réussira pas. Les masses croates savent suffisamment qui sont Mussolini, Horty, Mikhaïlov, Pavelitch et les autres «héros» fascistes.

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans appelle les vastes masses croates à s'assembler plus étroitement autour du groupe national-révolutionnaire croate, de déployer la lutte de masses avec le prolétariat et les autres peuples opprimés de Yougoslavie et des Balkans, et il proclame en même temps son entière solidarité dans leur lutte de libération.

Elevez l'étendard national-révolutionnaire croate de la lutte de libération!

A bas la dictature grand-serbe!

A bas les national-fascistes, les alliés des ennemis de la lutte de libération croate!

A bas les odieux calomniateurs!

Vive la Fédération Balkanique des Républiques libres des travailleurs!!

Le Comité des organisations national-révolutionnaires des Balkans.

Février 1932.

Contre les calomnies des créatures de Pavelitch.

Réponse du groupe national-révolutionnaire croate.

Le journal des créatures de Pavelitch «Gric» a, dans sa notice «Machinations de Belgrade sous l'étiquette communiste», déformé mensongèrement le sens de notre brochure en écrivant que «La voie de libération du peuple croate» lutte pour une «Fédération Balkanique sur des bases communistes» dans laquelle seraient ensemble «la Serbie, la Slovénie et la Bulgarie», que la brochure «est écrite en langue serbe» et que, «en base de ce fait et du contenu, il est visible que ce n'est pas une oeuvre communiste, mais que c'est l'oeuvre de certains agents de Belgrade qui, sous l'étiquette communiste, attaquent la cause nationale croate dans le but de faire du tort à la lutte nationale croate. Dans cette brochure, on ressert la vieille invention serbe que la Croatie est un pays incapable d'être indépendant et que les Croates ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes. En outre, ces agents serbes attaquent la direction nationale du pays et tous les leaders croates de l'étranger.»

Autant de prétentions, autant d'inventions et de calomnies!

La brochure n'est pas en langue serbe, mais en croate. Elle n'est pas écrite «sous l'étiquette communiste» mais «par le groupe national-révolutionnaire croate», qui l'a également signée.

Dans cette brochure, il n'est aucunement prétendu que la «Croatie est incapable d'être un Etat indépendant» ni «que les Croates ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes». Au contraire, elle pose clairement et distinctement comme but final, la Croatie libre où le peuple gouvernera lui-même. Mais elle attaque les chefs de droite du Parti d'Etat (Pavelitch et ses créatures) qui, avec les fascistes italiens, aspirent à la conquête de la Dalmatie, qui s'unissent avec les féodalistes hongrois et les agents des Habsbourg, qui ne font aucun mystère de vouloir rétablir à Zagreb le pouvoir du roi hongrois et faire de la Croatie une partie de l'empire de la monarchie de Habsbourg.

La plateforme du «Groupe national-révolutionnaire croate» pour la lutte contre l'impérialisme grand-serbe et l'indépendance de la Croatie se trouve, à l'échelle internationale, en accord complet avec la plateforme de la Ligue anti-impérialiste à laquelle appartiennent toutes les organisations national-révolutionnaires du monde entier. Dans les Balkans, notre plateforme est en accord complet avec les mouvements et organisations similaires des nations opprimées des Balkans, tels l'ORIM unifiée macédonienne, l'ORD

dobroudjanaise et CONARE (mouvement révolutionnaire des masses albanaises) etc. . . qui ont aussi un comité commun des organisations nationales-révolutionnaires des Balkans. Toutes ces organisations nationales-révolutionnaires publient leurs propres organes, et «La Fédération Balkanique» est leur organe commun. Toutes voient dans la formation du front unique révolutionnaire la seule voie pour la libération nationale dans les Balkans. Toutes voient — après la formation des nations indépendantes où chaque peuple se régirait lui-même — la meilleure garantie contre l'impérialisme étranger et l'oppression nationale dans l'association libre et volontaire, dans l'union des peuples balkaniques libérés et unis dans la Fédération des Républiques libres des travailleurs des Balkans, qui en dehors des Etats mentionnés par «Cric» comprendraient encore en outre, la Macédoine, la Thrace, le Monténégro, l'Albanie, la Grèce, la Dobroudja et la Roumanie et qui ne devra pas obligatoirement être édiflée sur une «base communiste».

Notre brochure a prouvé d'une manière objective que les créatures de Pavélitch sont des agents des impérialismes italiens et hongrois. A cela, les gens de «Cric» ne savent répondre que par des calomnies sur «les agents de Belgrade».

Il est connu depuis longtemps que les détenteurs du pouvoir envoient leurs agents provocateurs dans les mouvements révolutionnaires, et si «Cric» avait appelé à temps ses partisans à se méfier du provocateur *Pera Gruber* avec lequel *Pavélitch*, *Pertchets* et les bandes macédoniennes de *Mikhailov* ont longtemps collaboré, il n'y aurait rien à redire. Mais lorsqu'ils tentent de calomnier le groupe national-révolutionnaire croate «d'agents serbes», ils peuvent être certains que leurs calomnies seront condamnées à l'unanimité par tous les amis sincères de la lutte croate de libération nationale.

Groupe national-révolutionnaire croate.

Février 1932.

Les grandes démonstrations d'étudiants à Belgrade.

Par *Stephan Karachévitch.*

Dans les journées où la dictature fasciste en Yougoslavie tenta une manoeuvre démagogique pour maintenir sa domination — en proclamant une «constitution» absolue et en exécutant une grotesque comédie électorale — eurent lieu, au coeur de l'appareil du pouvoir dictatorial grand-serbe, à Belgrade, de grandioses démonstrations d'étudiants. Bien que les premières de ces nombreuses démonstrations aient encore été sous l'influence des chefs opportunistes des vieux partis en banqueroute, bien que celles qui suivirent ne fussent pas encore étroitement liées avec les luttes révolutionnaires des peuples opprimés et des ouvriers et paysans de Yougoslavie, exploités sans fin, les courageuses luttes des étudiants de Belgrade furent cependant un signal vibrant pour les peuples asservis de Yougoslavie, un exemple entraînant pour tous ceux qui sont prêts à lutter contre le régime de dictature fasciste dans la seule voie véritable, la voie de la lutte révolutionnaire des masses. Le fait que les étudiants pauvres arrachèrent des mains des leaders opportunistes la direction du mouvement et organisèrent les démonstrations ultérieures sous le signe de la fraternisation entre les étudiants serbes et croates pour la lutte commune contre l'ennemi commun, pas seulement contre la dictature grand-serbe, mais aussi contre la monarchie sanglante, est d'une importance historique.

Le régime tenta d'étouffer les luttes des étudiants à l'aide d'une violence brutale et sanglante. La gendarmerie marcha baïonnette au canon contre les manifestants. Il y eut des milliers d'arrestations. Plus de cinquante étudiants furent grièvement blessés, des centaines d'entr'eux furent expulsés de Belgrade et internés dans des petits villages de la Serbie du sud et de la Macédoine. Plusieurs étudiants, entr'autres *Lakeche* et *Setchevitch* furent torturés à mort dans les prisons ou assassinés pendant les manifestations. Mais cela n'empêcha pas les démonstrations de se multiplier et de prendre toujours davantage un caractère de mouvement de masses. Il fut interdit à la presse yougoslave de faire allusion aux démonstrations de Belgrade. Et bien que la dictature grand-serbe prit toutes les mesures pour localiser le mouvement à Belgrade, la nouvelle des événements de la capitale se propagea jusqu'au plus petit village de Yougoslavie. A Zagreb, Ljubliana, Split et autres villes eurent lieu également des démonstrations et des luttes sanglantes des étudiants et de la population opprimée contre la tyrannie grand-serbe.

Nous donnons ci-après les rapports sur les démonstrations les plus importantes des étudiants de Belgrade. Ces rapports montrent clairement les dimensions et l'importance que prirent ces luttes.

La première démonstration eut lieu le 27 octobre, le jour de la fête nationale tchécoslovaque. Les étudiants se réunirent dans la salle des fêtes de l'université. Lorsque le ministre de l'instruction publique, le fasciste grand-serbe Maximovitch fit son apparition, il fut accueilli aux cris de: «A la porte», «pfui!». L'entrée des autres ministres fut accueilli de la même façon. La police intervint et expulsa les étudiants de la salle, après quoi la «fête» put être célébrée!

La seconde démonstration eut lieu le 6 novembre, deux jours avant la comédie électorale de la dictature. Les ministres Maximovitch et Koumanoudi avaient convoqué une réunion publique au café «Chagubitsa». Une cinquantaine d'étudiants étaient présents. Les ministres arrivèrent avec une demi-heure de retard. Maximovitch prit la parole le premier et s'excusa d'avoir fait attendre les auditeurs. Il fut interrompu par un étudiant qui s'écria: «Nous avons attendu trois ans monsieur le ministre, et pendant trois ans le rouge de la honte nous est monté au front!» Des détectives se jetèrent sur l'interrompteur et lui mirent les menottes. Les autres étudiants protestèrent contre cette mesure brutale. Maximovitch essaya de continuer son discours malgré le tapage mais il dut s'arrêter et descendre de l'estrade. Le ministre Koumanoudi prit la parole à son tour. Il fut reçu aux cris de: «Est-ce là la liberté?» «Est-ce là de la démocratie?» Son discours fut également interrompu de protestations et rendu finalement impossible.

Après la réunion, les étudiants formèrent un cortège et parcoururent les rues aux cris de: «Vive la liberté», «A bas Pera Jivkovitch, le sanguinaire!» Dans la maison des étudiants, ils organisèrent une réunion. Un étudiant révolutionnaire tint un discours et appela les étudiants à manifester énergiquement et courageusement contre la dictature fasciste. Plusieurs autres parlèrent dans le même sens. Entre temps, la nouvelle de ces événements s'était répandue dans Belgrade et une foule nombreuse se réunit devant la maison des étudiants. Ceux-ci se mirent sur les terrasses de l'établissement et tinrent des discours contre le régime et la comédie électorale. Les masses rassemblées répondirent par de formidables applaudissements. Le recteur Mitrovitch et l'administrateur de la maison des étudiants voulurent finalement tenter de «calmer» les étudiants. Leurs efforts furent vains. Plusieurs étudiants leur déclarèrent que l'on avait attendu trois ans et que le temps était venu pour la jeunesse de prendre la parole. Les manifestations ne se terminèrent que très tard dans la nuit.

La troisième démonstration. Le 8 novembre, jour des «élections» tous les étudiants d'opposition étaient mobilisés. D'immenses transparents étaient placés sur les terrasses de la maison des étudiants, sur lesquels on pouvait lire: «Peuple, ne vote pas!» «Vive la liberté», «A bas Pera Jivkovitch». A 9 heures les étudiants se réunirent devant l'université populaire. Un étudiant révolutionnaire prit de nouveau la parole et appela les auditeurs à manifester dans la rue contre la cynique comédie électorale. Un cortège se forma. Dans la rue Karadchitch, les gendarmes marchèrent à la rencontre des manifestants. Des bagarres se produisirent, au cours desquelles plusieurs étudiants furent blessés. Sept étudiants furent arrêtés et les autres dispersés. Vers onze heures ils regagnèrent la maison des étudiants. Une foule s'était de nouveau rassemblée, mais les rassemblements furent interdits. Les policiers et les gendarmes essayèrent brutalement de faire circuler. Les étudiants montèrent de nouveau sur les terrasses et tinrent des discours. C'est en vain que le recteur tenta d'intervenir. Jusqu'à cinq heures du soir, les étudiants parlèrent au peuple. La circulation fut alors arrêtée dans la rue Alexandre où se trouve la maison des étudiants. Dans le parc de l'établissement se trouvaient environ 700 personnes et les terrasses étaient également pleines de monde. Les agents et les gendarmes n'osèrent pas approcher les étudiants leur jetant à la tête tout ce qu'ils avaient sous la main. En outre, ils étaient bombardés de pierres du côté de la rue. Ce n'est que vers 7 heures du soir que la manifestation fut terminée.

Durant toute la démonstration, les tramways ne s'arrêtèrent pas à la station devant la maison des étudiants, mais un kilomètre avant et un après. C'est pourquoi les voitures étaient pleines de monde qui passaient sans cesse devant l'établissement pour entendre les discours des étudiants.

Les étudiants furent saisis d'un grand enthousiasme lorsqu'ils apprirent que le même jour il y avait eu des démonstrations d'ouvriers à la Chambre du travail et au Kalimegdan. Au cours de ces démonstrations, il y eut également de grandes bagarres avec la gendarmerie et deux ouvriers furent tués.

A part de petites démonstrations le 1 décembre, il n'y eut pas de manifestation jusqu'à l'ouverture de la grande assemblée de l'association grand-serbe des étudiants, le «Club académique yougoslave» le 6 décembre. Entre temps, la police avait été des plus actives. Un grand nombre d'arrestations furent opérées et de nombreux étudiants furent expulsés de Belgrade et internés.

La quatrième démonstration fut fixée pour une séance du «Club académique yougoslave». Dès le matin, 200 étudiants environ se réunirent devant l'université. Mais la direction du C. A. Y. ayant appris que des démonstrations étaient préparées, décommandèrent la réunion au dernier moment. Cela n'empêcha pas les étudiants de commencer à manifester. La police qui était alertée barra toutes les rues conduisant vers l'intérieur

de la ville. Les étudiants se dirigèrent séparément vers la faculté technique. A environ 300 mètres des bâtiments de cette faculté, un cortège fut formé. Tandis qu'au cours des démonstrations précédentes on entendait encore parfois crier «Vive le roi! A bas Pera Jivkovitch», cette fois, le cri de «Vive le roi» ne fut plus prononcé une seule fois. Plusieurs discours furent tenus et lorsqu'un étudiant croate demanda la parole, il fut acclamé avec enthousiasme. Dispersés par la police, les étudiants regagnèrent finalement leur maison. Il y eut plusieurs blessés.

La cinquième démonstration, qui eut lieu le 7 décembre fut une des plus grandes. Dès 8 heures du matin, l'université était pleine d'étudiants. Des discours furent tenus contre le régime fasciste grand-serbe et contre l'apparence de parlement. Puis un drapeau noir fut hissé portant la devise: «Liberté, Unité, Souveraineté». Deux bougies de cire furent placées sous le drapeau qui se consuma lentement. Puis les étudiants se dirigèrent vers le «parlement». Un cordon de police baïonnette au canon les attendait dans la rue Vassina. Ils se précipitèrent sur les manifestants et il y eut un véritable massacre. Les étudiants se retirèrent dans leur maison qui fut cernée par la police, de sorte que personne n'en pouvait sortir. Jusqu'à 4 heures de l'après-midi des discours furent prononcés dans l'université contre le régime fasciste. Il y eut de nouvelles bagarres, les étudiants furent presque tous plus ou moins grièvement blessés. Après s'être réfugiés pour la seconde fois dans l'université, ils commencèrent à jeter des pierres et des bancs du haut des terrasses. Un gendarme fut tué. La lutte dura jusque tard dans la nuit.

La sixième démonstration eut lieu le 9 décembre au «Corso». Dans les cafés «Albania» et «Moskva» stationnaient deux troupes de gendarmes qui se précipitèrent immédiatement sur les manifestants. Le sang coula de nouveau, et en outre, une troupe à cheval chargea la foule. Deux étudiants furent tués. La police avait interdit aux chauffeurs de taxis de transporter qui que ce soit s'il se produisait quelque-chose, de sorte que les blessés restèrent sur la rue.

Malgré l'horrible brutalité avec laquelle les démonstrations sont combattues par la gendarmerie, il s'en produisit de nouvelles les jours suivants. Pendant le voyage du roi Alexandre à Paris, les paroles suivantes furent peintes sur le palais royal: «A louer, s'adresser à Alphonse XIII.»

Au début de janvier 1932, le ministre de l'instruction publia une ordonnance dirigée contre les étudiants d'opposition. Dans cette ordonnance, il est rappelé que la maison des étudiants à Belgrade est la «propriété du roi» et qu'elle ne pouvait être qu'à la disposition des étudiants «appliqués et dignes». Le général Morossitch a été nommé comme nouvel administrateur. Le 19 janvier, le ministre de l'instruction exigea que les 300 étudiants qui s'y trouvaient quittent la maison des étudiants et fassent une nouvelle demande d'admission. Les étudiants refusèrent. Du haut des terrasses, ils harangèrent de nouveau les masses assemblées, hissèrent des drapeaux noirs et mirent le nouvel administrateur à la porte. Sur ces entrefaites, la gendarmerie cerna l'établissement. On coupa toute communication avec le monde extérieur. Le téléphone, la lumière, l'eau, le chauffage, l'apport de nourriture, tout fut suspendu. Les étudiants qui n'habitent pas la maison des étudiants organisèrent alors des démonstrations de sympathie, malgré les interventions de la police qui chargea plusieurs fois et procéda à de nombreuses arrestations.

*

Les étudiants d'opposition de Belgrade sont entrés dans la voie de la lutte révolutionnaire contre la dictature militaire fasciste grand-serbe. Alliés avec les nations opprimées de Yougoslavie, alliés aux ouvriers et aux paysans révolutionnaires, ils renverseront la dictature sanglante et conquerront la liberté pour tous les opprimés de la Yougoslavie.

La Roumanie.

par L. Manulescu.

La Roumanie est un Etat moderne et comme tel, a aboli la peine de mort. La Roumanie ne tue pas brutalement, bestialement, elle tue lentement, avec raffinement. «Vous qui entrez ici, laissez toute espérance!» Ces paroles de Dante ne pourraient être mieux gravées que sur la porte de la prison pour les détenus politiques de *Doftana*. *Doftana*, lieu de déportation pour les criminels politiques, tombeau des vivants. Les cellules sont si petites qu'il est impossible de s'y étendre. L'horreur s'empare du visiteur. Le visiteur est un étranger, on ne laisse pas entrer les parents ni les amis.

Tandis que dans les casemates de *Doftana* des êtres s'étiolent dans le dernier stade de la tuberculose, et que le pays gémit sous le joug écrasant, les cloches carillonnent en l'honneur du mariage de la princesse *Hélène* avec *Antoine de Habsbourg*. Le ministre *Jorga* et sa digne escorte de cléricaux, de boyards et autres vampires offrent au couple

de riches présents au nom du peuple roumain «soumis et fidèle au roi». Des millions de leis passèrent dans les caisses des orfèvres et joailliers français. L'argent provenant souvent de la vente de la dernière vache d'un paysan se transforma en or, en brillants, pour parer une princesse. Ce n'est pas une légende qu'en automne de l'année dernière, un fonctionnaire fiscal retira du berceau l'enfant d'une femme d'un village de Bessarabie qui ne pouvait payer ses impôts et chez laquelle il n'y avait rien à saisir. Les impôts sont devenus insupportables. Au cours des derniers temps des soulèvements de paysans se produisirent dans de nombreux villages de Roumanie. Les doines roumains, les joueurs de flûte habituellement si patients, commencent à se révolter. Ils se jetèrent sur les sbires avec des bâtons pour se défendre contre leurs assaillants. Nouvellement, le salaire des receveurs d'impôts est saisi lorsqu'ils ne remplissent pas ponctuellement leurs obligations. C'est ainsi que l'on excite les hommes les uns contre les autres!

La liste des suicides s'accroît à l'infini. Il ne s'agit pas de chagrins d'amour ou de fatigués de vivre. Non: des petits bourgeois, des retraités, des petits commerçants mettent fin à leurs jours. Les journaux sont pleins de la «question des retraités». Ils font la queue devant les guichets jusqu'à ce qu'un chef sans scrupule leur annonce que l'argent n'est pas encore arrivé. Les fonctionnaires manifestent leur mécontentement par des démonstrations. Ils se rassemblent devant les locaux des autorités compétentes, ils prient, mendient, menacent, tout vainement. L'argent qui leur est dû n'est payé que des mois plus tard réduit des nombreuses retenues opérées. «Mesures d'économies» tel est le mot d'ordre de l'heure. Par contre, on n'estime pas déplacé de nommer Antoine de Habsbourg et son «auguste» père Lopold Salvator commandants d'honneur de régiments roumains, ce qui leur rapporte mensuellement la modeste somme de 80.000 leis! Ce revenu représente les appointements mensuels d'environ 30 fonctionnaires.

La Roumanie procède à des restrictions. Seule, la Siguranza, cet hydre qui dévore tous les ans des centaines de jeunes vies précieuses, le fléau du malheureux pays continue de prospérer. Provocateurs, mouchards et autres fripouilles grouillent dans les rues, espionnent, surprennent, triomphent. Des lycéens sont arrachés de l'école, des paysans de leur charrie, jetés en prison. Une des dernières inventions techniques de la Siguranza pour arracher «des aveux spontanés» consiste à écraser les doigts des prévenus dans les gonds des portes. On serre jusqu'à ce que la victime avoue ce que l'on exige d'elle. Un cas semblable se produisit par exemple en été 1931 dans la ville de Radauti en Boukovine.

La population de la *Nouvelle Roumanie* est exposée aux plus écoeurantes chicanes, surtout en *Bessarabie*. Qu'importe aux autorités le moujik loqueteux? D'autre part, les dirigeants de l'Etat pressentent le danger qui les menace de ce côté. Ils haïssent ce pays à cause de ses frontières, l'aiment pour ses richesses. Le vieux grenier de la Russie est un champ fertile. Tous les ans, des wagons de fruits, de légumes, de céréales sont expédiés de ce territoire dans le monde entier. Des millions rentrèrent dans le pays, enrichissant les caisses de l'Etat, pour le plus grand bien des ministres, des généraux, des directeurs et autres usurpateurs, car un jour les journaux annonçèrent un déficit de 60 millions dans l'administration des chemins de fer, des détournements dans l'administration des postes, la fuite des ministres X. Y. pour disparition de fonds de l'Etat. Ils s'étaient enrichis à temps, avaient fait à l'étranger l'acquisition de propriétés de villas et d'entreprises industrielles. Le pays déborde de pain et est cependant affamé! Le débit est descendu à un minimum. Des primes pour l'exportation furent promises aux producteurs de céréales (10.000 leis par wagon). Ce n'est certes pas l'Etat qui doit répondre pour ce don généreux, mais le citoyen: Le pain doit être marqué d'un timbre par le boulanger et son prix augmente en conséquence.

Le commerce et l'industrie sont paralysés. De nombreuses entreprises ont été fermées. Que l'on songe combien d'ouvriers et d'ouvrières sont de ce fait sans gagne-pain! L'arrêt dans l'industrie du bois en Boukovine (qui a été surnommée le pays des bouleaux pour sa richesse en forêts) a eu pour le peuple montagnard des *Houzoules* des suites désastreuses. Ces hommes travaillant comme floteurs se virent tout à coup livrés à la famine. Le même tableau rappelant la catastrophe de famine en Chine s'offre également ici. En outre, la syphilis y sévit d'une façon pour ainsi dire endémique. Elle contamine tout ce qui vit. La faim et la syphilis ont décimé en peu de temps la population. La mortalité atteint à l'horrible.

La misère générale et l'esclavage ont eu pour conséquence la naissance du banditisme. Des bandes de brigands bien organisées parcourent par troupes le pays. Ils allument des incendies, pillent, assassinent. Souvent, ils sèment la terreur dans des régions entières. Les cambriolages de magasins, les vols avec infraction dans les banques etc. . . sont à l'ordre du jour. La preuve de ce que ces actes sont des conséquences de la misère ressort du fait que souvent des meurtres furent commis pour un panier rempli de vivres ou des sommes ridiculement minimes. Il n'est pas rare que la «tournée» d'un ouvrier affamé chez le marchand de vins soit payée aux dépens d'une vie humaine.

Le désespoir est au dernier stade.

Il y a des années existait en Roumanie une institution «charitable». La taxe de luxe payée dans les cinémas était destinée aux blessés de la guerre. Cela a maintenant changé. Cette taxe est maintenant prélevée au profit du fonds pour l'Aviation-Aéronautique. Pour financer l'aviation, des timbres-postes spéciaux furent également mis en circulation. La famille royale roumaine a un faible pour l'aéronautique. Le prince Nicolas occupe lui-même le poste lucratif de chef suprême de la flotte aérienne. Il y a deux mois, il y eut une bagarre au parlement roumain, parce que les social-démocrates protestèrent contre une souscription destinée à financer la participation d'une parachutiste renommée, Smaranda Braescou, à un record au Brésil. Ce sont de tels soucis qui accablent les pères de l'Etat et leurs conseillers, en un temps où les trésors culturels les plus élémentaires sont menacés.

En automne 1931, de nombreux collèges et écoles furent fermés en Nouvelle Roumanie. On installa dans les bâtiments des séminaires dans lesquels des fascistes sont instruits. Le roi Carol est le protecteur des chemises noires roumaines, que l'on nomme les boy-scouts Cercetasi, qui imitent en tout, même dans leur aspect extérieur, le fascisme italien. Le but de la vie de ces jeunes «lions» c'est de chanter des chants guerriers et patriotiques, la haine des juifs, l'oppression des minorités. Des lycées de jeunes filles orthodoxes et très cléricaux abritent des Cercetasi féminines à la tête desquelles se trouvent la princesse Hélène. Il fut signifié aux parents désespérés qui demandèrent que les écoles ne soient pas fermées, qu'en ce cas, ils devaient payer eux-mêmes pour leur entretien. Des collégiens de l'Etat sont ainsi entretenus par des moyens privés. Comme il y a davantage de parents ne pouvant payer que de parents pouvant se le permettre, la majeure partie de la jeunesse dut quitter les écoles, et augmenter l'armée des sans travail.

Des jeunes gens à demi-formés, anémiques, tremblants de froid se groupent aux coins des rues des villes. On résista surtout à la réouverture du collège à Kotsman (Boukovine du Nord), parce que le député ukrainien Vladimir Zalozieki commit l'imprudence d'insister auprès du ministre Jorga que c'était l'unique école sur le territoire ukrainien. C'est ainsi que le «savant» Jorga a, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, prouvé qu'il est digne de son entourage et est un successeur assorti de celui qui l'a précédé.

L'Assistance publique (service de santé) est aussi tout à fait abattue. On n'a pas encore oublié le cas de ce ministre (Angelescu) qui acheta un wagon de vieux forceps et de seringues démodernisés et qui s'appropriä le reste des fonds importants destinés à l'acquisition de matériel sanitaire. L'état de choses de la léproserie de Bessarabie rappelle le moyen-âge. Les malheureux malades ne sont pas dans des hôpitaux mais dans des huttes de terre battue. Ils sont militairement gardés. Ils manquent du nécessaire, de l'indispensable! Des loques hideuses et sales couvrent leurs corps rongés, car il n'y a pas de pansements. Il n'est pas étonnant qu'une révolte éclata il y a deux ans. Les malades prirent la fuite et l'opinion publique eut alors connaissance de la vie épouvantable qu'ils menaient. Et cela n'est qu'un exemple parmi tant d'autres!

Soldat ou coolie se demande le passant?

On rencontre des soldats pieds nus en été, chaussés de paille en hiver, travaillant pour des civils. Dans les rues des villes, on voit des hommes revêtus d'uniformes douteux exécutant des travaux d'hommes de peine. Le soldat doit sa liberté reconquise à un sous-officier qui lui a accordé une permission de sa propre initiative pour pouvoir encaisser lui-même la solde du soldat.

Des cas sont connus où des soldats auxquels on supposait de l'argent — spécialement des juifs — furent transportés dans la clinique militaire d'ophtalmologie où, bien que leurs yeux soient intacts, on les soumit à de douloureux traitements jusqu'à ce qu'ils se libèrent de cette situation par un «Bakchiche» (don d'argent)!

Si telle est la situation pour les citoyens libres de Roumanie, que doit-il se passer dans les prisons? Je veux dire ici dans les prisons «pour délits et crimes de droit commun contre la Constitution». Le maximum pour l'entretien des prisonniers est de 7 leis par jour (1,20 frs.)! Et ce sont ces «créatures» qui mettent à jour le trésor le plus précieux de la terre de Roumanie, *le sel*, dans les mines de sel de Ocha, la plus grande colonie pénitentiaire de Roumanie.

Mais il est une catégorie sociale encore qui nage dans l'opulence et triomphe: le *clergé*. Un haut dignitaire de l'Eglise, l'archevêque de Czernovits reçoit 500 000 leis par mois.

Il y a quelques jours, un cri traversa la presse mondiale. Les soldats de poste frontière de Soroca (Bessarabie) ont massacré 6 jeunes gens après leur avoir offert de leur faire passer le Dniester pour se rendre en Ukraine Soviétique pour la somme de 4000 leis. Une prime leur était en outre assurée et c'est pourquoi il abattirent ces jeunes gens.

Bucarest, mi-février 1932.

L'effervescence et la radicalisation des masses macédoniennes en Bulgarie.

Le dixième Congrès des confréries de l'émigration macédonienne.

par Tcherneff.

La bourgeoisie bulgare s'est donné pour tâche d'utiliser le mouvement macédonien de Bulgarie comme instrument de sa politique extérieure de conquête et d'en faire un appareil terroriste revêtu d'un masque politique, dirigé contre les ouvriers et paysans révolutionnaires de Bulgarie. Il faut reconnaître qu'à cet égard, elle a eu de grands succès. Avant la guerre le verkhovisme macédonien, dont les représentants étaient le général Tsontchev et Boris Sarafov, puis plus tard Todor Alexandrov et le général Protogherov, fut le valet de la Cour de Sofia et un instrument aveugle entre les mains de la bourgeoisie bulgare. Le verkhovisme a été l'avant-garde de la politique bulgare conquérante. La guerre balkanique qui devait assurer la Macédoine à la Bulgarie fut préparée par ses actions terroristes provocatrices en Macédoine. Certes, les masses macédoniennes de Macédoine et de Bulgarie menèrent, sous le drapeau de l'autonomie macédonienne, une lutte opiniâtre et intrépide contre le verkhovisme, oeuvre des agents étrangers. Pourtant leur lutte quoiqu'imbue d'idéalisme et d'esprit de sacrifice échoua. Car ils avaient contre eux l'empire ottoman, le verkhovisme derrière lequel se dissimulaient la Bulgarie royale et en même temps la propagande de Belgrade et d'Athènes visant la conquête de la Macédoine.

Par suite des catastrophes et défaites de la politique pan-bulgare résultant de la guerre, le verkhovisme recula dans l'ombre. Les masses macédoniennes en Bulgarie stigmatisèrent son oeuvre traître et redressèrent l'ancien drapeau de la révolution macédonienne pour l'autonomie et plus tard pour l'indépendance de la Macédoine et la Fédération Balkanique. En tête de ce mouvement se trouvaient tous les militants de la gauche de l'ancien ORIM.

Mais bientôt les partis bulgares de réaction et de revanche commencèrent à se remettre. La clique militaire, en tête de la Cour, menacée dans son existence par le gouvernement de Stamboliiski, n'hésita pas, en accord avec ces partis, à chercher une issue pour se débarrasser du gouvernement agrarien bulgare. Les efforts de toute la bourgeoisie bulgare se concentrèrent sur ce but. En même temps la bourgeoisie appela à son secours ses dociles instruments, les chefs verkhovistes qui, encouragés et soutenus par elle, avaient repris courage et étaient devenus plus agressifs. Sous le masque d'autonomistes, car ils n'avaient plus l'audace de se déclarer pour l'annexion de la Macédoine, cette idée étant complètement compromise aux yeux des masses, ils rassemblèrent leurs anciennes bandes, les armèrent avec l'aide de la clique militaire et s'engagèrent dans une lutte ouverte dirigée contre deux fronts. D'une part contre leurs adversaires macédoniens dont le mot d'ordre était la Macédoine indépendante et la Fédération Balkanique et derrière lesquels se rangeaient les masses macédoniennes, d'autre part contre le gouvernement de Stamboliiski.

La politique de la grande bourgeoisie bulgare fut d'écraser la gauche du mouvement macédonien qui s'était déjà lancé dans la lutte et qui, dans un avenir plus ou moins prochain représentait pour elle un grand danger, et minait les positions du gouvernement agrarien pour pouvoir plus facilement exécuter le coup d'Etat projeté. Il faut reconnaître qu'alors seule, la bourgeoisie bulgare voyait clair dans les luttes intérieures macédoniennes en Bulgarie et suivait un cours bien précis pour soutenir et renforcer le verkhovisme et anéantir la gauche macédonienne. Le gouvernement agrarien qui était attaqué par les bandes verkhovistes ne prit aucune mesure décisive contre eux. Il faut ajouter ici que le Parti communiste bulgare se tenait à l'écart de ces luttes intérieures.

Le 9 juin 1923, le coup d'Etat en Bulgarie fut mis à exécution. Les bandes verkhovistes devinrent en Bulgarie le facteur irresponsable et tout-puissant. Soutenues ouvertement par le pouvoir du Parti du Sgovor, elles élevèrent en système l'assassinat des adversaires macédoniens et en même temps les massacres de paysans et ouvriers bulgares. C'est alors que commença l'activité fasciste du verkhovisme macédonien. Tandis que le fascisme macédonien agissait en front unique avec la bourgeoisie bulgare, la clique militaire, toutes les organisations patriotiques et la Cour, la gauche macédonienne fut surprise par le coup d'Etat et se trouva isolée sans avoir aucun allié parmi les forces publiques de Bulgarie.

La plus lourde responsabilité de cet isolement retombe sur les leaders de la gauche macédonienne qui préconisaient que les masses macédoniennes en Bulgarie n'avaient pas à s'intéresser aux luttes politiques intérieures bulgares. N'ayant aucun soutien et n'étant pas préparés pour une auto-défense, les militants macédoniens de gauche furent assassinés les uns après les autres, dans les rues et à leurs domiciles, par les bandes fascistes macédoniennes. Aux mois de juin et de septembre 1923 et en septembre 1924, des massacres de masses furent perpétrés parmi la gauche macédonienne. Le nombre des victimes en Bulgarie et dans le district de Pétritch, pendant la période de juin 1923 jusqu'à aujourd'hui, s'élève à plus de 2.000. Dans leur frénésie les assassins n'épargnaient ni les femmes ni les enfants de leurs adversaires. La presse de la réaction bulgare, ou bien encourageait les assassins, ou bien approuvait tacitement leur oeuvre sanguinaire. Pendant longtemps il ne s'éleva aucune voix de protestation ou de défense pour les victimes. Et si par hasard une voix osa se faire entendre, l'audacieux qui l'élevait disparaissait sans laisser de trace.

Les masses macédoniennes étaient paralysées d'épouvante. Le poids du joug turc pâlissait devant la marche sanglante de ces hordes de Houns. Les premiers rayons qui pénétrèrent ces ténèbres furent projetés par l'ORIM (unifiée) créée à la fin de 1925. Elle mit au pilori les crimes et la trahison des verkhovistes et fascistes macédoniens, dévoila leur alliance avec le fascisme bulgare, hissa le drapeau de l'indépendance macédonienne et de la Fédération Balkanique, et indiqua les voies pour leur réalisation: la lutte révolutionnaire des masses et le front unique de tous les peuples balkaniques nationalement et socialement opprimés.

Dès ce moment se dressa contre le front fasciste bulgare et macédonien, le front de la gauche macédonienne, la main dans la main avec les ouvriers et paysans bulgares. Sous ces mots d'ordre commencèrent l'éclaircissement et le réveil au sein de l'émigration macédonienne en Bulgarie et de la population du district de Pétritch, — la littérature illégale de l'ORIM (unifiée) fut répandue et prépara le terrain pour une lutte plus hardie contre le fascisme macédonien.

En été 1928 le membre du Comité central de l'ORIM fasciste, *Ivan Mikhailov*, assassina son collègue et camarade, général *Protogherov*. Ainsi survint une dissidence au sein des fascistes macédoniens. Dans cette lutte fratricide les deux ailes commencèrent à se reprocher mutuellement leurs crimes. Cela augmenta la répugnance des masses macédoniennes et les encouragea à une lutte plus ouverte contre le fascisme macédonien en décadence. Le gouvernement du Sgovor et toute la réaction bulgare prêtèrent leur appui à l'aile d'*Ivan Mikhailov* qui s'était offert comme instrument aveugle du fascisme bulgare. Certes, il sortit vainqueur de cette lutte, mais en même temps la haine et le mépris des masses macédoniennes contre lui s'intensifièrent. Une grande partie des adhérents de l'aile de *Protogherov* constitua un groupe sous l'étiquette de l'ORIM, avec des tendances de gauche quoique très modérées.

Le mécontentement des masses macédoniennes trouva une expression orageuse pendant les élections parlementaires au mois de juin 1931.

Dans le district de Pétritch, où n'était admise aucune autre liste que celle de l'ORIM d'*Ivan Mikhailov*, et où le vote secret n'existait pas, la majorité vota — malgré la terreur la plus atroce — avec des mots d'ordre contre les bourreaux macédoniens fascistes. En Bulgarie dans les communes de population macédonienne les électeurs accordèrent leurs voix au Parti ouvrier bulgare et au Bloc populaire dans lequel ils avaient mis leur confiance et ils espéraient qu'après son arrivée au pouvoir, il mettrait fin aux assassinats des Macédoniens. Mais ces illusions furent bientôt déçues, car le Bloc populaire en arrivant au pouvoir se démasqua comme un allié du fascisme macédonien.

Jusqu'ici le redressement des masses macédoniennes s'est manifesté sous une forme non-organisée et tant soit peu nébuleuse. Le secteur, où pourrait se livrer une lutte ouverte et organisée, ce sont les confréries. Les confréries sont des sociétés légales de l'émigration macédonienne dont le nombre en Bulgarie est de deux cents. Elles réunissent à peu près 20.000 membres. L'émigration macédonienne en Bulgarie compte 350.000 personnes et la population du district de Pétritch 180.000. Le but de ces confréries, d'après leurs statuts, consiste à aider leurs membres et à lutter pour l'indépendance de la Macédoine et la Fédération Balkanique. Elles sont organisées dans une Union, en tête de laquelle se trouve un Comité national élu chaque année au cours d'un Congrès.

Les confréries et leurs congrès servirent plusieurs fois de champs de bataille entre le facisme et la gauche macédonienne. Avant la guerre le Comité passa à plusieurs reprises des mains des uns dans celles des autres, mais finalement la prépondérance resta aux premiers. Après la guerre les luttes dans les confréries et leurs congrès devinrent plus acharnées avec une forte tendance vers la gauche. Il y eut des scissions et des unifications. A l'unification de janvier 1923 il fut imposé aux verkhovistes de mettre fin à leur annexionisme et d'accepter le mot d'ordre de l'indépendance macédonienne et de la Fédération Balkanique. Dès lors ces mots d'ordre devinrent des principes fondamentaux dans le mouvement entier de l'émigration macédonienne. La majorité de la direction des confréries, ainsi qu'un certain nombre de membres du Comité national étaient gauchistes.

Après le coup d'Etat cependant, les verkhovistes accaparèrent la direction de l'Union qui ne fut qu'une annexe déguisée et légale de l'ORIM fasciste. Au lieu des mots d'ordre de l'indépendance macédonienne et de la Fédération Balkanique ils établirent les principes du verkhovisme et du fascisme macédonien. Vu la terreur au sein des confréries et des congrès et l'extermination systématique des éléments de gauche, toute opposition fut paralysée pendant une longue période. Un grand nombre d'émigrés macédoniens quittèrent les confréries. C'est ainsi qu'à la longue un certain nombre de confréries ne se composèrent que de leur direction nommée par le Comité national. Mais cependant l'ORIM (unifiée) renforça son agitation et invita les masses à rentrer dans les confréries pour recommencer une lutte systématique contre le fascisme macédonien en dévoilant ses crimes et sa trahison et en indiquant les vrais buts et voies du mouvement national-révolutionnaire. Grâce à cette agitation et aux sentiments grandissants de répugnance et de mépris parmi les masses macédoniennes contre le fascisme au sein des confréries, des voix de plus en plus hautes de critique sévère contre le Comité national se firent entendre. La terreur exercée par ce dernier ne lui servit plus de rien. Les directions de plusieurs confréries passèrent aux mains des gauches et beaucoup d'entre elles refusèrent de verser au Comité national les sommes prévues dans les statuts.

La deuxième moitié de 1931 est marquée d'une série d'orageuses réunions au sein des confréries dans toute la Bulgarie. Des membres du Comité national assistèrent à plusieurs de ces réunions pour y exercer une terreur morale. Mais l'état d'esprit qui régnait au sein des masses était tel que plusieurs fois ils furent injuriés publiquement et forcés de sortir. L'opposition se manifesta également dans la presse. Pour la première fois depuis huit ans commença à paraître à Sofia un journal légal de gauche édité par des étudiants macédoniens, propageant les idées de l'ORIM unifiée et dirigé ouvertement contre le fascisme macédonien. En même temps parut à Varna un journal macédonien exprimant le profond mécontentement de l'émigration macédonienne et dirigé spécialement contre le Comité national et la lutte fratricide encouragée par lui.

L'époque du dixième Congrès des confréries qui devait avoir lieu le 23 janvier de cette année approchait. Menacé dans les fondements mêmes de son existence, le fascisme macédonien répondit au réveil des masses par un renforcement de terreur. Pendant les derniers mois les bandes fascistes macédoniennes commirent d'innombrables assassinats de ses adversaires, dans le but de créer une atmosphère de terreur avant le Congrès, et d'y faire échouer toute opposition. Au mois de septembre à Sofia deux macédoniens furent attaqués dont l'un fut tué sur place à coups de revolver; l'autre mourut quelques mois après. En octobre un macédonien fut assassiné dans les rues de Pétritch; en décembre et janvier dans le district de Pétritch, furent enlevés trois macédoniens dont l'un fut libéré après quelques semaines de tortures atroces; les deux autres sont disparus sans «laisser de trace». A la même époque on trouva pendu sur le pont de la Struma (district de Pétritch) un macédonien; le onze janvier de cette année trois bandits de l'ORIM fasciste attaquèrent à Sofia à coups de fusils automatiques, des adhérents de l'aile de Protogherov. Il s'ensuivit une véritable bataille; intimidés par la résistance des attaqués les bandits prirent la fuite. Le lendemain un autre macédonien fut assassiné à Sofia. En outre les fascistes macédoniens menacèrent d'assassinat des militants de gauche pour les empêcher de prendre part au Congrès. Le pouvoir du Bloc populaire vint seconder les fascistes macédoniens. A propos de l'attaque des fascistes bulgares contre la légation yougoslave à Sofia, en décembre, la police procéda à des arrestations et profita de l'occasion pour interner des militants macédoniens de gauche.

Au commencement du mois de janvier le parlement bulgare vota la loi d'amnistie en base de laquelle furent amnistiés tous les assassins, membres de l'ORIM fasciste, auteurs de plusieurs massacres de masses dont les victimes dépassent, comme nous l'avons déjà dit, 2000 Macédoniens. C'était là un encouragement tacite des assassins, les pouvoirs publics leur donnant ainsi carte blanche pour de nouveaux forfaits. La police assista aux réunions des confréries, où devaient être élus les délégués pour le Congrès.

350 délégués assistèrent au Congrès. Plus de la moitié était du district de Pétritch et nommée par l'ORIM fasciste, maître absolu dans ce district. Sûrs de cette majorité les fascistes macédoniens avaient une autre crainte. Ils tremblaient devant la possibilité qu'au Congrès, dont les portes étaient ouvertes au public, il put se former une forte opposition qui dénoncerait leur oeuvre odieuse et sanglante et appellerait publiquement les masses à la lutte contre le fascisme macédonien, pour l'indépendance macédonienne et la Fédération Balkanique, et pour le front unique avec les ouvriers et paysans bulgares! Une centaine de délégués d'opposition se présentèrent au Congrès. Cela seul mit un comble à la fureur des assassins. Pour la première fois, depuis neuf ans une opposition ouverte et d'une telle dimension se manifesta. La surprise fut encore plus grande lorsque les délégués d'opposition parurent à la tribune et démasquèrent, par des discours ardents, la politique fasciste du Comité national, exprimant leur indignation au sujet des assassinats accomplis par la bande d'*Ivan Mikhailov* et indiquant les nouvelles voies du mouve-

ment national macédonien. Les discours des orateurs d'opposition, quoique coupés d'interruptions par la majorité, furent entendus par tous le Congrès et par le public et furent reproduits dans la presse ouvrière bulgare. Les tâches essentielles qui furent exposées consistent à: changer la tactique et la politique du Comité national, dont la tendance est de mettre le mouvement macédonien au service de la politique de l'Etat bulgare, rompre l'alliance déguisée avec les différentes organisations bulgares fascistes; condamner les assassinats continuels; faire cesser la politique servile vis-à-vis de la Société des Nations qui n'est rien d'autre qu'un organe des impérialistes; protéger les intérêts des réfugiés macédoniens qui sont quotidiennement dépouillés; faire cesser les tendances chauvinistes bulgares dans le mouvement macédonien et lui donner un caractère vraiment macédonien puisqu'il renferme toutes les nationalités habitant la Macédoine; lancer clairement les mots d'ordre pour l'indépendance de la Macédoine, et suivre pour leur réalisation la voie de la lutte révolutionnaire de masses et du front unique avec les autres peuples balkaniques nationalement et socialement opprimés; envoyer une délégation en Russie Soviétique pour se renseigner sur la solution de la question nationale dans ce pays. Toutes ces revendications signifient:

1. — que le mouvement macédonien doit prendre un caractère populaire et révolutionnaire.

2. — que l'ORIM fasciste perd toute influence au sein de l'émigration.

3. — que le mouvement macédonien en Bulgarie se détache de l'influence de la bourgeoisie bulgare et entre en collaboration avec les ouvriers et les paysans bulgares révolutionnaires.

C'est cela justement qui provoquait les hurlements de la meute d'*Ivan Mikhailov* contre les orateurs d'opposition, qui dans le Congrès même, furent menacés d'assassinats et brutalisés par des agents fascistes. Et c'est cela aussi qui alarma toute la presse de la bourgeoisie bulgare laquelle — pendant et après le Congrès — excita l'ORIM fasciste contre les «communistes» macédoniens, en les accusant de menacer l'unité de l'organisation de l'émigration macédonienne, et en appelant les bandes fascistes à reprendre leurs «mesures préventives», c'est-à-dire à recommencer les massacres de masses.

Le Congrès se termina par un recul du fascisme macédonien: les résolutions adoptées par le Congrès renferment des mots d'ordre pour l'indépendance de la Macédoine et la Fédération Balkanique, mots d'ordre abandonnés depuis longtemps par les leaders fascistes. Sur les douzes membres qui composaient l'ancien Comité national, 8, dont le président et le secrétaire, les agents les plus intimes et les plus serviles d'*Ivan Mikhailov*, ne furent pas réélus. Ce fut une mesure stratégique des fascistes macédoniens pour donner un ventile à l'orage de mécontentement manifesté si clairement et puissamment au cours du Congrès. En réalité, l'esprit des résolutions adoptées par la majorité du Congrès n'est caractérisé que par les conceptions fascistes. Les nouveaux membres du Comité national, quoique des personnalités de second rang, sont des créatures du clan d'*Ivan Mikhailov*.

Néanmoins le dixième Congrès des confréries fut le premier coup organisé sur une échelle de masses contre le fascisme macédonien. La lutte s'accroît et devient de plus en plus acharnée. Des bandes macédoniennes fascistes, soutenues par les pouvoirs publics, parcourent les rues et menacent de rétablir l'époque des massacres de masse. La presse de la bourgeoisie bulgare de toutes nuances ne cesse d'exciter ces bandes aux assassinats des éléments de la gauche macédonienne.

Peut-être nous trouvons-nous à la veille de nouveaux massacres! Peut-être les excitations et les menaces ne sont-elles pas des phrases vaines! Mais les masses macédoniennes doivent-elles céder et se plier devant cette violence éhontée? Doivent-elles assister en spectateur aux crimes et aux trahisons des bandes fascistes macédoniennes?

L'opinion publique progressive d'Europe ne croit-elle pas qu'il est grand temps d'élever sa voix puissante de protestation et de demander au gouvernement bulgare responsable de mettre fin à la terreur sauvage et aux assassinats perpétrés par un groupe de bandits armés contre une population d'une demi-million de Macédoniens en Bulgarie et au district de Pétritch?

Le fascisme en Macédoine sous la domination grecque.

par Gordu.

La situation économique de la Grèce s'aggrave de plus en plus. C'est surtout en Macédoine que l'on peut sentir toutes les conséquences de la crise. Dans les campagnes, réfugiés et autoctones se débattent dans la misère. Ils ne peuvent pas se débarrasser de leur récolte et se trouvent continuellement en butte aux actions du fisc et des agents des banques d'Etat qui leur réclament le paiement des impôts et des dettes occasionnées par l'installation de près d'un million de réfugiés d'Asie-Mineure. Dans les villes, le chômage est complet. L'industrie du tabac, principale ressource de la région, est interrompue. Le travail dans les filatures est rendu impossible par suite des restrictions sur les importations de la laine et du coton. Le commerce est complètement paralysé. Le gouvernement a fait du contrôle des transactions en devises étrangères une arme pour donner le coup de grâce au commerce d'importation et de transit et fait canaliser toutes les transactions avec l'étranger par le canal de Volo et surtout du Pirée.

La situation des employés et des petits commerçants est la plus lamentable. Depuis l'arrivée en masse des réfugiés d'Asie-Mineure leur situation a empiré de jour en jour. Toute la population des villes d'Asie-Mineure a inondé Salonique et les quelques villes de la Macédoine sous la domination grecque. Leur champ d'action déjà très limité par le démembrement de la Macédoine qui arrachait au littoral la plus grande partie de son hinterland, était de plus en plus limité par les mesures d'exception que le gouvernement grec prend toujours pour développer les affaires du Pirée au détriment de Salonique. Les marchandises importées par voie de Salonique ont, par exemple, à payer des droits supplémentaires allant de 3 jusqu'à 7 pour cent de leur valeur. Au lieu de construire les nouvelles lignes du chemin de fer Cosani-Kalabaka et Cosani-Verria et Cosani-Sourovitch sur des voies standard de façon à permettre à tous les wagons d'emprunter ces nouvelles lignes, ce sont des prolongements des voies étroites de la ligne Volo-Kalabaka que l'on est en train de construire pour permettre ainsi aux marchandises de Volo de passer jusqu'à Sourovitch sans transbordement et détacher ainsi le commerce de toute la Macédoine occidentale de sa base naturelle.

Toutes ces mesures de restrictions ne peuvent qu'accentuer encore plus la crise là où les places sont déjà de beaucoup trop encombrées par l'arrivée de centaines de milles d'employés et artisans venus d'Asie Mineure. Aussi, la bourgeoisie d'Athènes tient-elle à diviser pour régner. Pour empêcher aux masses de réfugiés pauvres et moyens que la crise condamne à la misère de se rendre compte des véritables sources des maux dont elles souffrent, la bourgeoisie d'Athènes n'a trouvé rien de mieux que provoquer les excès fascistes contre tous les autoctones et contre les israélites en particulier. L'antisémitisme et le fascisme en Macédoine ont à leur tête le gouverneur même de la Macédoine, le général Gonatas, un homme de poigne.

Pendant plus de trois semaines, en juin dernier, le bureau de la presse du gouvernorat et le ministère de l'intérieur continuèrent à publier dans la presse grecque de Salonique des communiqués sur des prétendues collaborations entre les organisations sportives des israélites de Salonique avec les fascistes macédoniens de Sofia. Ces communiqués étaient dénués de tout fondement. Ils avaient trait à une réunion de comitadjis qui a eu lieu à Sofia l'avant dernière année et étaient fabriquées de toute pièce dans le seul but de dévier l'opinion publique. Pour donner plus d'ampleur à la vague d'antisémitisme, le gouvernement d'Athènes est allé jusqu'à fournir de la benzine des dépôts de l'aviation militaire de Mikra pour faire flamber le quartier israélite de Cambel. L'officier responsable de cette livraison a été même tué pendant les bagarres qui précédèrent cet incendie.

Pendant la discussion à la Chambre au sujet des vandalismes des organisations fascistes, M. Vénizelos s'est vu dans l'obligation de reconnaître qu'il lui est impossible de se passer en Macédoine de la collaboration des organisations fascistes. Les casques d'acier se trouvent sous le contrôle direct non seulement du gouverneur général de la Macédoine, mais aussi du commandement du troisième corps d'armée. C'est d'ailleurs les fonds secrets de ce corps d'armée qui couvrent tous les frais de cette organisation. Depuis 1927 la Grèce a gaspillé beaucoup d'argent dans le seul but de soulever les réfugiés contre les indigènes et d'organiser la petite bourgeoisie tout-à-fait paupérisée originaire d'Asie-Mineure pour mieux combattre les ouvriers, les paysans et les minorités nationales.

Les casques d'acier montrent, en effet, autant de zèle pour dévaster les locaux des organisations ouvrières que lorsqu'il s'agit de terroriser les petits commerçants et les employés israélites ou bien de brûler les abris de deux cents ouvriers juifs de Cambel. Ce sont les casques d'acier qui ont provoqué toutes les bagarres lors de la grève des ouvriers du

cuir à Salonique. Ce sont eux qui ont mis en miette tous les meubles du Club ouvrier. Leur excès dans la campagne sont telles qu'ils ont mis contre eux même les paysans aisés. Aussi, le Parti agraire et l'Union républicaine ont-ils été obligés de provoquer à la Vouli (Chambre des députés) des interpellations orageuses contre le gouvernement, seul soutien du fascisme et de la terreur en Macédoine.

Seul le Parti communiste peut cependant faire face aux hordes que le gouvernement d'Athènes lance contre les paysans, les ouvriers, les peuples opprimés et les minorités nationales. C'est lui d'ailleurs qui a organisé les premiers groupes d'ouvriers armés qui sont allés porter secours aux israélites lors des pogromes de l'été dernier. La vague de terreur blanche dirigée également contre les ouvriers et les peuples opprimés et minorités nationales a déjà démontré de la façon la plus éclatante comment ces peuples et minorités ont à faire face aux mêmes ennemis. Le front unique des ouvriers et paysans avec les peuples opprimés et minorités nationales de Macédoine peut seul faire face à la situation. Le fascisme ne peut être combattu autrement.

L'opinion publique révolutionnaire et progressive d'Europe contre le régime d'oppression en Macédoine sous la domination grecque.

Un nouveau crime de la dictature grecque en Macédoine.

Jamais la terreur que fait régner le gouvernement d'Athènes sur la Macédoine — aujourd'hui sous sa domination — n'a été aussi violente qu'au cours des derniers mois.

Elle vient de condamner à mort trois Macédoniens, à la suite d'un procès particulièrement odieux. Il y a près de deux ans, un agent du gouvernement d'Athènes était assassiné dans le district de Florina en Macédoine sous la domination grecque. La police grecque repéra et fit arrêter quatre Macédoniens, connus pour leur activité en faveur de l'émancipation nationale. Ils n'avaient, en aucune manière, participé au crime. Leur arrestation émut si profondément la population, qu'à deux reprises le procès des accusés fut ajourné. Il vient pourtant d'être bâclé à Salonique.

Comme il fallait s'y attendre, les bourreaux héloènes ont condamné à mort trois des prisonniers: Th. Manov, Georgi Petkov, Stojan Balakov. Théodor Svanov, quatrième inculpé, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Aucune preuve de leur culpabilité n'a pu être faite. Devant les bourreaux, l'un des accusés lança:

— *Si vous me condamnez pour mon action en faveur de la libération de mon peuple, je ne le regretterai pas!* —

Cette sentence représente un véritable crime judiciaire, dicté par la politique de dénationalisation du gouvernement grec. Il a provoqué une vive effervescence dans les masses et a soulevé en même temps dans les milieux révolutionnaires et progressifs d'Europe une vague de protestation. Nous publions quelques-unes de ces protestations:

Télégramme de protestation au président grec Venizelos

Des personnalités éminentes de France ont envoyé au Président grec un télégramme de protestation dont voici le texte:

Venizelos, Président du Conseil, Athènes.

Les signataires, membres de l'Université de Paris et écrivains, vivement émus par la condamnation sans preuves suffisantes des quatre Macédoniens: Théodor Manov, Georgi Petkov, Stojan Balakov et Théodor Svanov, — les trois premiers à mort, le dernier à perpétuité, font un pressant appel à l'esprit de justice du gouvernement grec et prient d'annuler les cruelles sentences.

Paul Langevin, professeur au Collège de France.

Etienne Rabaud, directeur du laboratoire de biologie à la Sorbonne.

M. Lahy, directeur du laboratoire de psychologie à l'école pratique des hautes études à l'Université de Paris.

Madame Lahy-Hollebecque, professeur de l'Université.

M. Georges Bohn, professeur à la Sorbonne.

Madame Georges Bohn, directeur des sciences.
Marcel Cohen, professeur à l'École des langues orientales.
Docteur Desmaret, professeur à la faculté de médecine de Paris.
Henri Mineur, attaché à l'observatoire de Paris.
Paul Alphandéry, professeur à l'École des hautes études de la Sorbonne.
Docteur Wallon, professeur de psychologie à l'École des hautes études à l'Université de Paris.
Luc Durtain, *Charles Vildrac*, *Augustin Hamon*, *Léon Werth*.
Comité des Professeurs de l'Académie de Paris de la Fédération unitaire de l'enseignement.

Démarche de la L. I. F. P. L.

La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté a constitué une délégation pour faire des démarches auprès du ministre de Grèce à Paris. N'ayant pu voir ce dernier la secrétaire générale de la L. I. F. P. L. lui a adressé une lettre que nous publions ici en extrait:

«La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté a appris avec une vive émotion les condamnations à mort qui ont frappé Theodor Manov, Georgi Petkov, Stojan Balakov et celle aux travaux forcés appliquée à Theodor Ivanov.

La Ligue estime, d'après les informations qui nous sont parvenues que la culpabilité des condamnés est loin d'être évidente.

Elle fait au nom de la Section française de la L. I. F. P. L. le plus pressant appel au gouvernement grec en faveur de l'annulation des peines prononcées, étant certaine que l'opinion démocratique française tout entière accueillerait avec soulagement une mesure de ce genre. . .»

signé: *G. Duchène*, secrétaire générale.

Lettre de protestation de Henri Barbusse.

Notre ami, le défenseur énergique et infatigable de tous les opprimés et exploités, le grand ami des peuples opprimés des Balkans, *Henri Barbusse*, a adressé une lettre au Président grec, *Venizelos*, par laquelle il demande que ces trois Macédoniens soient sauvés du supplice. Nous donnons très volontiers place à cette lettre:

Monsieur le Président.

24 janvier 1932.

Je suis l'interprète d'un grand nombre d'amis et des travailleurs qui m'entourent en appelant votre attention de la façon la plus émue et la plus instante sur la condamnation à mort de Théodor Manov, Georgi Petkov, Stojan Balakov, et celle de Théodor Ivanov (Johanides) aux travaux forcés à perpétuité, peines qui viennent d'être prononcées par la Cour d'Assises de Salonique.

Ce qui m'émeut et avec moi une partie de l'opinion française ce n'est pas seulement la terrible cruauté de ces condamnations, c'est aussi qu'il n'appert pas des débats que ces hommes malgré leur militantisme politique aient été convaincus du crime dont on les accuse: le meurtre d'un agent du gouvernement grec dans le district de Florina, il y a deux ans. Pour qui regarde les choses en dehors des passions politiques, l'inculpation qui pesait sur eux n'a pas été prouvée.

C'est pourquoi je me permets d'appeler tout particulièrement votre attention non seulement au nom des sentiments démocratiques et humanitaires dont vous avez souvent fait montre, mais aussi au point de vue de la justice, sur cette grave affaire en vous demandant de rassurer l'inquiétude et la conscience de bien des honnêtes gens, par une intervention de votre haute autorité qui sauverait ces hommes du supplice.

Veuillez considérer que la démarche que je fais auprès de vous, *Romain Rolland* la fait également avec moi et nous vous demandons de bien vouloir faire d'urgence le geste que nous espérons de vous.

Veuillez agréer l'assurance de mes sentiments de haute considération.

signé: *Henri Barbusse*.

Plusieurs milliers de travailleurs protestent contre le crime judiciaire.

Au meeting qui eut lieu à Paris, salle Bullier, 22 janvier se sont réunis plusieurs milliers d'ouvriers pour commémorer Lénine, Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Après les discours prononcés ils prirent une résolution dans laquelle il élèvent une protestation véhémement contre la terreur en Roumanie (lire *Chronique* dans ce numéro), et s'élèvent également contre les menaces de mort qui planent sur Théodor Manov, Georgi Petkov, Stojan Balakov, révolutionnaires macédoniens de la zone grecque condamnés arbitrairement par les juges de la bourgeoisie hellénique.

Ils exigent leur libération, et celle de Théodor Ivanov, condamné aux travaux forcés pour la même affaire.

Comment l'impérialisme italien colonise l'Albanie.

par Lito.

Nous publions ci-dessous une correspondance de notre ami Lito. Dans cette correspondance Lito montre comment l'impérialisme italien s'est emparé de l'administration civile et militaire du pays et comment il le transforme en une colonie italienne.

La Rédaction.

Il y a quelques semaines le directeur du *Journal de Genève*, M. William Martin, a visité l'Albanie où il fut reçu par des tamtams officiels et fêté comme un grand ami de l'Albanie. «Sa Majesté» a reçu M. William Martin et l'a entretenu longuement sur son oeuvre politique accomplie et sur ses projets à venir. Avant de rentrer en Suisse M. William Martin a publié dans son journal trois articles sur l'Albanie. Dans ses deux derniers articles tout en faisant l'éloge du roi Zogou il constate que l'Albanie n'est en fait qu'une espèce de colonie italienne, que son armée peut à tout moment passer sous la direction de l'état major général italien et que les Italiens sont détestés en Albanie. Plus loin M. William Martin fait connaître que le roi Zogou s'est refusé à renouveler le traité d'amitié (27 novembre 1926) par lequel l'Italie s'engage à garantir le *status quo* politique et juridique de l'Albanie. D'après M. William Martin le roi vassal d'Albanie a été poussé à cet acte de rébellion à l'égard de son suzerain de Rome à cause de la grande impopularité du susdit traité en Albanie. Plus loin M. William Martin affirme que les Italiens, pour contraindre Zogou à renouveler le traité, ont menacé d'exiger le paiement des intérêts du premier emprunt, qui sélevent annuellement à huit millions de francs or, et de refuser de verser la première annuité du deuxième emprunt, ce qui rendrait extrêmement difficile la situation financière du régime actuel d'Albanie. Nous sommes en état d'informer les lecteurs de la «Fédération Balkanique» que le conflit entre l'impérialisme italien et l'état semi-colonial d'Albanie existait bien avant la date du renouvellement du pacte d'amitié. Il y a déjà quelques mois, *Liria Combettare*, l'organe du Comité de l'émancipation nationale albanaise, avait publié une nouvelle d'après laquelle le gouvernement fasciste pendant la négociation de l'emprunt de cent millions de francs-or avait exigé et obtenu de Zogou l'engagement formel de céder à un groupe capitaliste italien une partie de la plaine de *Mouzaka* où ces derniers entreprendraient immédiatement les travaux nécessaires à l'installation graduelle de quelques dizaines de milliers de colons italiens. Cette nouvelle de *Liria Combettare* n'a jamais été démentie par le gouvernement de Tirana. Cependant en Albanie la nouvelle de l'installation prochaine des colons italiens s'était répandue parmi les masses et avait suscité une vague d'indignation. De l'autre côté la famine qui prend en Albanie des proportions de plus en plus considérables sape toujours davantage les bases du régime et met les révoltes populaires à l'ordre du jour. Encore récemment les préfets envoyèrent des rapports urgents à Tirana, dans lesquels ils relevaient la gravité de la situation et ils préconisaient des mesures exceptionnelles pour parer au danger des révoltes paysannes. Le gouvernement a immédiatement décidé d'importer de l'étranger et de distribuer gratuitement parmi la population affamée cent mille quintaux de maïs. En même temps le roi Zogou a lancé une série de décrets démagogiques dans lesquels il promet d'alléger les charges fiscales du peuple. Mais le mécontentement du peuple est précisément dirigé contre le roi et sa clique et contre la colonisation italienne. Il est donc facile de comprendre que Zogou réfléchira bien avant de se résoudre à laisser s'installer les colons italiens à *Mouzaka*. Voilà l'origine du conflit. Lorsque le jour est venu de renouveler le pacte d'amitié, le roi Zogou a essayé de faire comprendre aux Italiens qu'il lui était absolument impossible de renouveler le traité. Les raisons données aux Italiens pour justifier ce refus inattendu ne semblent pas avoir satisfait Mussolini.

Les conflits italo-albanais continuent. La presse albanaise a publié récemment un communiqué officiel du Bureau de la presse de Tirana qui, en termes vagues, démentissait les nouvelles sensationnelles données à *Liria Combettare* sur l'état actuel de la colonisation italienne en Albanie. Les informations que nous donnons plus loin montrent combien le communiqué du gouvernement albanaise est ridicule.

Nous présentons ici des faits et des chiffres bien contrôlés et nous défions le Bureau de presse albanais de nous démentir:

L'armée: 150 à 200 officiers italiens. Trois des commandants de groupes sont également italiens. Dans le bureau du commandement général de la Défense Nationale (qui remplace en Albanie le ministère de la guerre) il y a plus de dix officiers dont plusieurs majors et lieutenants-colonels. Le commandement du

Génie de l'artillerie et de tous les corps techniques se trouve entièrement entre les mains des officiers italiens. Les quelques officiers albanais qui s'y trouvent jouent un rôle tout-à-fait secondaire. D'ailleurs ce sont tous des officiers subalternes. Dans chaque bataillon il y a un «organisateur» italien qui porte le grade de capitaine et qui est en réalité le chef du bataillon. Dans la section du recrutement les officiers italiens ont également la prépondérance. Tous les spécialistes, ingénieurs, topographes, etc. sont des italiens. Bref, l'armée soit-disant albanaise n'est en réalité qu'une armée coloniale italienne destinée à lutter demain dans les Balkans pour l'intérêt de l'impérialisme italien. La main mise de l'impérialisme italien sur l'armée albanaise a, comme il fallait s'y attendre, eu comme résultat de créer parmi la masse des officiers subalternes et des sous-officiers albanais une animosité contre les Italiens et particulièrement contre les officiers italiens. Cette animosité prend maintenant la forme d'une opposition systématique contre le commandement italien de l'armée. Il y a même des signes qui montrent qu'il existe dans l'armée des tendances bien marquées pour une lutte organisée contre les Italiens. Cet esprit anti-italien de l'armée préoccupe sérieusement les dictateurs de Tirana et il n'est pas exagéré de dire qu'une des raisons pour lesquelles Zogou a refusé de renouveler le pacte d'amitié, c'est la peur de voir l'armée passer du côté de la révolution.

Le ministère de l'instruction publique: La section des écoles professionnelles ainsi que celle de l'éducation physique sont entre les mains des Italiens. Tout le mouvement sportif albanais, dont l'Etat a le monopole exclusif, également. Dans chaque préfecture il y a un «organisateur» de l'éducation physique italien. Tous ces organisateurs sont des officiers de l'armée italienne et des fascistes de marque.

Il y a quatre écoles professionnelles italiennes entretenues naturellement par l'Etat albanais. Presque tout le personnel enseignant de ces écoles professionnelles, est composé d'italiens fascistes. Les professeurs fascistes déploient une activité politique systématique aussi bien dans l'école qu'en dehors de l'école. Il faut marquer pour être exact que dans ces écoles professionnelles on enseigne aussi l'albanais. Ces quatre écoles se trouvent dans les villes suivantes: *Scutari, Bérat, Agyrocastro et Koritsa.*

Le ministère de l'économie nationale: Il y a un organisateur italien pour l'agriculture et un autre pour la zootechnie. Il y a en outre plusieurs vétérinaires et des spécialistes de toutes sortes. Ils sont tous fascistes.

Le ministère des travaux publics: les travaux publics en Albanie sont, ainsi que l'on sait, presque exclusivement entre les mains de la société italienne *Svea*. C'est elle qui avec l'argent du premier emprunt italien (50 millions de francs-or) est en train de construire les routes qui ont surtout une valeur stratégique pour l'impérialisme italien. C'est ainsi par exemple qu'on a fait construire une route de Elbasan à Debra, de Scutari à Poeka, etc., qui n'ont pas une grande importance économique, mais qui permettront aux Italiens de transporter leurs troupes de *Durazzo* à la frontière yougoslave en 4 à 5 heures. La construction du port de *Durazzo* qui servira d'escale pour le débarquement des troupes italiennes est faite naturellement par la société italienne *Svea*.

Dans le ministère des travaux publics de Tirana il existe une Section de contrôle dont la tâche consiste à contrôler les travaux publics exécutés. Presque tous les membres de cette section sont des Italiens que la société *Svea* a envoyés de l'Italie: les ingénieurs italiens de *Svea* sont chargés de contrôler les travaux exécutés par *Svea*, d'où: écroulements de ponts le lendemain de leur inauguration, état lamentable de toutes les nouvelles routes, abus scandaleux dans la construction des édifices ministériels de Tirana où l'on a constaté que les bâtiments modernes construits par les Italiens et richement payés par le gouvernement albanais, n'ont pas les emplacements nécessaires à l'installation électrique et au chauffage central. Les lecteurs albanais connaissent bien cette histoire qui pendant plusieurs semaines a défrayé la chronique de la presse albanaise et a donné l'occasion à maints journalistes albanais de faire de l'esprit à bon marché.

Il y a également dans ce ministère un groupe d'études; il est inutile de dire que les membres de ce groupe sont des Italiens.

L'électrification de l'Albanie se poursuit sous le contrôle de la société italienne *SESA*. La plupart des dirigeants actuels de l'Albanie sont directement ou indirectement payés par cette société. Le président d'honneur de cette entreprise capitaliste italienne était jusqu'à la fin de l'année dernière le fameux Abdurahman Krosi, l'aventurier analphabétique qu'on appelle ici «père spirituel de sa Majesté». Une dizaine de politiciens des plus influents du régime sont des membres honoraires de la *SESA*. Les abus scandaleux dont cette société s'est rendue coupable sont bien connus du lecteur albanais. Pour les lecteurs étrangers nous citerons ici un fait: la ville de *Vallona* avait refusé de céder à la *Svea* le monopole de l'éclairage électrique de la ville. Les techniciens italiens qui dirigeaient la centrale électrique de *Vallona* déclarèrent alors que l'installation était défectueuse et que sa réparation coûterait des sommes considérables. La municipalité de *Vallona* fit venir un spécialiste albanais qui constata que l'installation était parfaitement

en ordre et que les techniciens italiens avaient trompé sciemment la municipalité. A la suite de ce scandale Abdurahman Krosi et ses amis durent démissionner de leur poste «honoraire» de la SESA.

Le Militarisme: M. Vallitch, consul général honoraire d'Albanie, à Graz, dans son livre «*Neuland Albanien*» dont la «*Fédération Balkanique*» a fait une critique sévère et juste, remarque que le militarisme saute aux yeux en Albanie et que l'alliance italo-albanaise impose à l'État albanais des charges militaires trop lourdes. Pour une fois M. Vallitch dit dans son livre la vérité. Il n'est pourtant pas le seul à avoir constaté la militarisation à l'excès de l'Albanie. Tous les étrangers qui viennent en Albanie sont frappés de voir à côté de la misère indescriptible du peuple albanais, une armée relativement très nombreuse, bien habillée, équipée de la manière la plus moderne. Ce qui fait le plus d'impression aux étrangers c'est le grand nombre de casernes modernes qui sont construites chaque jour par les Italiens dans toutes les villes de l'Albanie. On peut dire, sans exagérer, que les plus beaux édifices de l'Albanie après les palais de «Sa Majesté» sont les casernes. On sait que sur un budget de 32 millions de francs-or et qui cette année a marqué un déficit de 12 millions de francs-or, 16 millions francs-or sont dépensés pour l'armée et la gendarmerie. Beaucoup de jeunes Albanais étudient dans les écoles militaires d'Italie. Il y a à Tirana deux écoles militaires où étudient quelques centaines de jeunes Albanais, tous fils de beys et de chefs féodaux. Une école militaire a été fondée à Durazzo pour donner une éducation militaire obligatoire à tous les intellectuels qui sortent des écoles supérieures et des universités de l'étranger. Naturellement ces trois écoles sont entièrement entre les mains des Italiens. Il y a encore mieux: Les organisateurs militaires italiens ont institué en Albanie la préparation militaire pour tous les jeunes Albanais à partir de l'âge de seize ans. C'est ce qu'on appelle chez nous «Djalëria para uchteriake» (jeunesse prémilitaire). Deux fois par semaine les jeunes Albanais doivent se rendre dans les casernes pour faire des exercices militaires. Des peines très sévères sont prévues pour les parents des enfants qui ne remplissent pas régulièrement ce devoir de préparation militaire. Il est inutile de dire que cette organisation est dirigée par les Italiens.

Chaque jour des bateaux italiens débarquent à Durazzo, à Vallona et à St. Jean de Médua des quantités énormes d'armes et de munitions. Des fortifications de très grande envergure sont effectuées tout le long de la frontière albanoyougoslave. Des lignes aériennes sont créées, qui unissent Durazzo, Tirana et Scutari avec les divers centres militaires de la frontière italo-yougoslave. Par exemple: un aéroport vient d'être construit dans la préfecture de Kossovo. Un autre dans celle de Dibra. Il est clair que ces lignes aériennes n'ont d'autre but que de servir dans une guerre entre l'Italie et la Yougoslavie.

Le pro-consul de Mussolini en Albanie.

Nous voulons parler du général italien *Pariani*, chef militaire du palais de Zogou et en réalité proconsul de Mussolini dans sa colonie des Balkans. *Pariani* est chargé de contrôler directement l'activité politique et administrative de l'État albanais. Sa toute-puissance est reconnue par tous les agents du régime. Tous les Italiens fascistes qui se trouvent en Albanie, soit en qualité d'organisateur militaires soit en qualité de techniciens, dépendent directement du général *Pariani*. Les organisateurs et les techniciens fascistes sont tenus de rendre régulièrement compte de leur activité au général *Pariani*. Aucune décision de quelque importance politique ne peut être prise sans que le général *Pariani* soit «consulté». Naturellement depuis le conflit italo-albanais les choses ont dû changer un peu et l'activité du général *Pariani* est maintenant concentrée sur l'organisation des éléments italo-philés de l'Albanie, que Mussolini veut utiliser pour obliger son vassal de Tirana à céder.

La famine des paysans en Grèce et en Macédoine.

par K. Gr.

Salonique, février 1932.

La crise agraire qui accable la population paysanne de Grèce depuis des années dégénère depuis quelques mois en une famine générale. Les charges fiscales, les catastrophes naturelles, les taux usuraires, les saisies par les usuriers et la banque agraire ont créé une situation intolérable. Malgré les mesures de terreur du dictateur parlementaire Venizelos, les masses paysannes en Grèce sont en pleine effervescence. Le mécontentement général a pris une forme concrète et une vague de démonstrations et de marches d'affamés

s'est étendue, au cours des derniers trois mois, sur la Thessalie et a gagné la Macédoine avec la même intensité. Dans presque tous les villages de Thessalie, les paysans se rassemblent spontanément et organisent des cortèges de la faim dans les villes et les centres voisins. Des milliers de paysans se sont rassemblés devant la banque agraire où ils passèrent même la nuit et aucune mesure de violence ne réussit à leur faire quitter la place. Les ouvriers, surtout ceux du tabac à Vato et à Karditsa participent activement à ces démonstrations et forment le front unique avec les paysans contre les organes de la police. Malgré les mesures de violence les plus brutales, les forces policières ne purent empêcher le pillage de boulangeries et de maisons d'alimentation à Kalambaka, Larissa et autres villes. En face de ce danger de révoltes toujours grandissantes, le gouvernement a décidé de vendre aux paysans, du maïs à bon marché, sans supplément des frais de douane. Mais c'est seulement jeter aux paysans affamés de la poudre aux yeux, car au cours des dernières années, ils sont criblés de dettes envers la banque agraire et n'ont pas un centime pour acheter du maïs.

En même temps que ce décret pour le maïs, le gouvernement a garanti aux paysans un moratoire pour leurs dettes aux usuriers privés. Il a naturellement omis d'étendre ce moratoire à leurs dettes envers la banque agraire, cet organe le plus vorace du capitalisme financier. L'hypocrisie de cette mesure est d'autant plus éhontée que les paysans sont surtout endettés envers cette banque qui les exploite systématiquement.

Le 24 janvier dernier eut lieu à Karditsa une grande assemblée de paysans, où retentirent des cris tels : « Nous avons faim ! », « nous voulons du pain ! », « du maïs ou la mort » etc. . . Si la police n'avait pas reculé devant les paysans exaspérés, des incidents sanglants se seraient certainement produits.

Une série de marches et de cortèges d'affamés suivirent cette manifestation. Les paysans passèrent la nuit dans les rues de Vato, Larissa, Karditsa, Trikala, tandis que la police montait la garde jour et nuit devant les boulangeries, les boucheries, les banques, et surtout devant la banque agraire. Ces marches et cortèges de famine loin d'avoir pris fin se multiplient au contraire de jour en jour, et prennent des dimensions de révoltes, et le mouvement s'étend et s'approfondit jusqu'en Macédoine et même jusqu'en Epire.

*

La majeure partie de la population agraire de Macédoine se compose principalement de cultivateurs de tabac. La chute catastrophale des prix du tabac sur les marchés internationaux a eu pour conséquence la disparition presque complète des cultivateurs de tabac. Une grande partie des plantations n'est plus cultivée et dans certains endroits, l'Etat lui-même a interdit absolument la plantation de tabac, sans donner aux paysans, qui depuis des années vivent de la récolte du tabac, une autre possibilité d'existence. Les récoltes des deux dernières années ont été vendues à des prix misérables et les paysans sont absolument endettés. Même les journaux bourgeois de Salonique conviennent qu'en Macédoine, il n'y a pas un paysan petit ou moyen qui n'ait des dettes à la banque agraire sans avoir l'espérance de pouvoir jamais les rembourser ! Comme il n'y avait pas de chance de pouvoir vendre la récolte de tabac de 1931, l'Etat se chargea lui-même, par deux décrets de loi, d'acheter, de vendre et de manufacturer le tabac et assura en outre le remboursement direct et obligatoire des dettes des paysans à la banque agraire. Depuis quelques mois, une « organisation autonome de tabac » a été fondée. Immédiatement après l'entrée en vigueur de cette organisation, la Macédoine retentit de cris de protestations, des démonstrations et résolutions de protestations se multiplient. Ces mesures qui furent proclamées de bienfaits aux paysans ne sont rien d'autre qu'une vulgaire exploitation. Les prix qui furent payés par l'organisation sont de beaucoup inférieurs aux prix du commerce libre, et de plus, une grande partie du tabac est jeté parce que, soi-disant, « inutilisable ».

Depuis le mois dernier, il y a un avenant à cette loi, *interdisant aux acheteurs éventuels et à l'organisation le paiement direct aux paysans, et ordonnant d'en faire le versement à la banque agraire, « au compte » des paysans. La banque retient les dettes et accorde « éventuellement » aux paysans de nouveaux prêts !*

En réalité, les paysans sont de cette manière, dépouillés de leurs terres, le seul bien dont ils disposent. C'est ainsi qu'avec l'aide de l'Etat et de la banque agraire, les paysans sont devenus les vassaux du capital financier grec.

Les paysans macédoniens qui, jusqu'à présent, n'avaient jamais connu une telle situation, ne réagissent pas seulement par des protestations platoniques, mais par de violentes démonstrations et de sanglantes bagarres. Des milliers de paysans prirent part à une grandiose démonstration à Rodoleivas. A Tsataltsa, à Siderokastro, à Serès, il y eut de graves incidents, des pillages de boulangeries etc. . . A Kilkis où le calme n'est jamais complètement revenu depuis les événements de 1930—31 se tinrent de nombreuses assemblées dans tous les villages et des mouvements de grève parmi les ouvriers du tabac. Et dernièrement les sanglants événements de Nigrita le 9 février dernier. La population paysanne et les ouvriers du tabac empêchèrent le transport de tabac non manufacturé qui représente la dernière possibilité de travail et d'existence des travailleurs affamés de Nigrita.

Une attaque policière d'une brutalité inouïe eut pour conséquence une bataille de plusieurs heures. Le paysan Hatjighorghiou fut tué et il y eut en outre, 7 personnes grièvement blessées. Dans toute la province de Nigrita sévit une barbare terreur. La feuille gouvernementale de Salonique elle-même considère la situation comme «des plus dangereuses».

A l'instant parviennent des nouvelles d'une réunion de chômeurs à Sannina en Epire, et de démonstrations et de marches d'affamés en Epire. La dictature cynique de Venizelos doit faire face à une situation extraordinaire, et les discours de ministres donnent des signes de panique qui se manifestent également dans les titres de journaux sérieux. Les paysans macédoniens qui ont déjà un passé traditionnel de luttes d'ouvriers du tabac et de paysans et qui ont mis le front unique en pratique sont dans la voie de la libération nationale et sociale.

La situation dans l'Ukraine des Carpathes de Tchécoslovaquie.

par G. Czaban.

L'Ukraine des Carpathes est la partie la plus orientale de la Tchécoslovaquie. Son éloignement de la frontière occidentale de l'Ukraine des Soviets est d'environ 150 km. Sa superficie est de 14.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire un dixième de toute la Tchécoslovaquie, le nombre des habitants est de 700.000 dont la plus grande partie se compose d'Ukrainiens. Les Tchèques n'y sont représentés que par 5%, 90% des habitants sont des campagnards. Il y a très peu d'entreprises industrielles.

Jusqu'à la fin de la guerre mondiale, cette région appartenait à la Hongrie.

Déjà sous le joug hongrois, le peuple ukrainien était durement opprimé, nationalement et socialement. Mais la bourgeoisie tchèque et les exploiters «indigènes» ont sévi à un tel point pendant plus de 13 années, que la population de l'Ukraine des Carpathes peut être considérée comme la plus pauvre, en tous cas comme une des plus pauvres de l'Europe!

La terre, surtout les immenses forêts appartiennent presque exclusivement à la société tchéco-franco-belge «Latorica», à l'Etat tchèque et aux exploiters juifs (La bourgeoisie ukrainienne ne représente qu'une couche très minime). La masse des petits et moyens paysans mènent une vie misérable, les artisans végètent.

Les conditions déjà misérables autrefois sont devenues épouvantables par suite de la crise. Dans les régions montagneuses, 80% de la population sont littéralement voués à la famine si on ne leur vient pas bientôt en aide.

Les grands propriétaires louent des terres aux paysans à des conditions exorbitantes. Les usuriers arrivent à des taux inouïs: 12,50 jusqu'à 100%. Les charges fiscales sont excessivement lourdes. Comme il est impossible aux paysans de les payer, des exécutions fiscales en masses sont exercées contre des villages entiers.

Le peuple est accablé de toutes sortes de maladies. Mais il n'y a pas d'argent pour les médecins et les remèdes. Les enfants surtout sont malades et dégénérés.

La majeure partie du peuple ukrainien ne sait lire ni écrire. La bureaucratie est complètement corrompue. Les hôpitaux sont transformés en prison. On «tchéchise» par tous les moyens. Même l'emploi de l'expression «Ukraine des Carpathes» est sévèrement réprimée. Dans la presse, ce mot est supprimé par la censure.

Mais les masses affamées et torturées se défendent. Les dettes ne sont pas payées et les exécuteurs du fisc ont déjà été souvent chassés des villages. Malgré la terreur, des démonstrations de masses sont organisées, auxquelles participe toute la population. Dans de nombreux villages existent des comités permanents de chômeurs et de petits paysans.

La bourgeoisie essaie de taire ces faits, mais la vérité transparait grâce au parti révolutionnaire du prolétariat. La fraction parlementaire du P.C. fit une intervention au parlement et parla de la situation en Ukraine des Carpathes. Une campagne intensive de presse et de meetings a été organisée. Les révélations communistes ont obligé plusieurs feuilles bourgeoises à donner l'alarme. Mais cependant, la presse révolutionnaire continue d'être censurée.

Le pouvoir d'Etat répond à la lutte des masses affamées par une cruelle terreur. Des arrestations sont journellement opérées. Les prisons débordent. La population se défend aussi contre ces expéditions pénitentiaires. Des sentinelles montent jour et nuit la garde à l'entrée des villages et annoncent l'arrivée des gendarmes au son de cloches et de cors. Par une telle mobilisation des villages, les arrestations et les attaques des gendarmes sont souvent empêchées.

Le prolétariat tchécoslovaque et les masses laborieuses des nations opprimées seront au premier rang dans la lutte du peuple de l'Ukraine des Carpathes pour l'amélioration de son sort, dans la lutte pour sa libération et pour son droit à disposer de lui-même.

BIBLIOGRAPHIE

«La Macédoine».

par V. Vassileff.

C'est le nom d'un hebdomadaire paraissant à Genève en langue française et dont le rédacteur est Siméon Eftimov. Ce journal porte en tête la carte de la Macédoine et prétend être un organe du «mouvement macédonien de libération». A en juger par le contenu de ce journal il paraît au premier abord que ce mouvement macédonien de libération dont elle défend la cause lutte pour l'autonomie macédonienne et même pour une Fédération Balkanique.

En vérité, la physionomie de la «Macédoine» est si vague et si «élastique» qu'il est difficile au lecteur de se former une opinion des tendances et des idées poursuivies par les rédacteurs. Dans le même numéro de cet hebdomadaire on peut trouver des articles imbus d'un chauvinisme le plus violent en même temps que d'autres articles prêchent la cause de la coopération fraternelle, de la Fédération Balkanique et de «Pan-Europe». En tant que «démocrates» et «révolutionnaires» ses rédacteurs stigmatisent, avec un «noble zèle», l'oppression nationale en Yougoslavie, en même temps qu'ils glorifient d'une manière un peu plus discrète le régime fasciste de Mussolini.

Souvent on rencontre dans les colonnes de ce journal des hymnes illustrant des propos de Masaryk concernant les minorités; des exemples de «libertés culturelles» des minorités en Tchécoslovaquie et en Pologne sont cités, tandis que des flèches empoisonnées sont dirigées contre l'Union Soviétique, où la question nationale a trouvé une solution idéale, et où plus de 100 nationalités opprimées ont obtenu leurs droits et leur liberté. En tant que «démocrates» et «parlementaristes» convaincus les rédacteurs de la «Macédoine» condamnent avec indignation la dictature en Yougoslavie et le régime de violence en Grèce, ce qui ne les empêche pas cependant de défendre les régimes fascistes et ennemis du peuple des bourreaux Tsankov, Liaptchev et Mouchanov. Ils stigmatisent, pour de bonnes raisons, le régime sanglant de dénationalisation en Macédoine sous la domination serbe et grecque, mais ils gardent le silence sur les atrocités perpétrées par la bande terroriste de leur patron, Ivan Mikhailov, vis-à-vis la population bulgare de 200 000 âmes en Macédoine, qu'elle dépouille de leurs droits et libertés politiques et culturels et dont elle dispose arbitrairement de la vie et des biens.

Le mot d'ordre politique de ce journal est la lutte pour l'autonomie de la Macédoine (une conception assez élastique en elle-même); mais en même temps elle propage avec un effort systématique, tout en usant de précaution, la cause des impérialistes et revanchards bulgares, la réalisation des idéaux de race «grand-bulgares», la nécessité d'un débouché bulgare sur la mer Egée, l'unification de la race bulgare morcelée — enfin des idéaux qui évidemment sont incompatibles avec l'autonomie de la Macédoine!

Beaucoup de lecteurs mal informés de ce journal penseront probablement que toutes ces contradictions ne sont qu'accidentelles, ou que les colonnes de ce journal ne sont qu'un plateau libre pour toutes sortes d'opinions et d'idées. C'est une erreur. Au contraire, les rédacteurs de «la Macédoine» poursuivent une ligne politique tout-à-fait déterminée. Ce sont des réactionnaires convaincus, des fascistes éprouvés. Toutes les apparentes contradictions, l'ambiguïté politique de cet hebdomadaire ne sont que des manoeuvres intentionnées pour tromper l'opinion publique internationale.

Les poses prises par ces jongleurs de la liberté, de la démocratie, du parlementarisme, de la fraternité des peuples et de la Fédération Balkanique ne servent qu'à séduire ces personnalités étrangères et cercles progressifs dont ils veulent utiliser l'influence pour leur cause, la cause des revanchards bulgares et de l'impérialisme italien dans les Balkans.

Et, en effet, par ces manoeuvres la «Macédoine» réussit à tromper un certain nombre de personnalités avancées, connues pour leurs sympathies envers les peuples opprimés et leurs luttes de libération.

Quel est, en vérité, ce «mouvement macédonien de libération» que la «Macédoine» prétend représenter. C'est ce mouvement macédonien officiel en Bulgarie, qui n'est qu'un instrument aveugle entre les mains du monarchisme et de l'impérialisme bulgare, pour mieux réaliser ses projets de conquête en Macédoine.

Ce mouvement, connu sous la désignation de «verkhoviste» n'a rien de commun avec les masses macédoniennes habitant les trois parties de la Macédoine morcelée. C'est le mouvement des macédoniens — des généraux et officiers de l'armée bulgare, le mouvement des bureaucrates, des gros marchands et des capitalistes, qui a depuis longtemps lié son sort à celui des réactionnaires monarchistes de Bulgarie et qui n'a rien de commun avec les masses opprimées du peuple macédonien.

C'est le mouvement soutenu par les gouvernements réactionnaires bulgares des bandes fascistes de T. Alexandrov, du général Protogherov et actuellement du tristement fameux Ivan Mikhaïlov, le mouvement qui, par des attentats perpétrés en Macédoine, a préparé systématiquement la guerre balkanique ainsi que la participation de la Bulgarie à la guerre mondiale, contribuant ainsi directement au morcellement et à l'esclavage de la Macédoine.

Après la guerre mondiale, la même bande macédonienne a participé au coup d'Etat du 3 juin 1923 pour établir le régime fasciste sanglant de Tsankov. C'est cette même bande qui assumait le rôle d'un bourreau et exécuteur, en assassinant le président des ministres Stamboliiski le ministre Raïko Daskalov et des douzaines et centaines de leaders de l'Union agrarienne. C'est elle qui assassina le ministre de l'Union agrarienne Dimitrov, l'ancien président des ministres Ghenadiev, et un grand nombre d'importants politiciens, députés, savants et journalistes, dont le seul crime consistait à être les adversaires du régime fasciste. La même bande s'est distinguée par des atrocités et cruautés indescriptibles en étouffant l'insurrection des ouvriers et paysans bulgares en septembre 1923. En récompense le régime fasciste fit de cette bande un «Etat dans l'Etat» en lui accordant le droit de disposer en maître absolu de la partie de la Macédoine se trouvant sous la domination bulgare. Pour maintenir sa domination arbitraire elle assassina au cours de huit années environ deux mille intellectuels, paysans et ouvriers. Aujourd'hui encore cette bande exerce sur ce district son règne arbitraire, imposant à la population des impôts spéciaux. C'est elle qui exerce la juridiction, qui installe les maires et les autres fonctionnaires d'administration, c'est elle qui «élit» des députés, en n'admettant aucune autre liste électorale.

De temps en temps cette bande fasciste et terroriste, qui est au service des revanchards grands-bulgares exécute — par ordre de ces derniers ainsi que des impérialistes italiens — des attentats à la frontière serbo-bulgare. En commettant ces actes provocateurs qui offrent aux occupants de Belgrade le prétexte désiré pour renforcer le régime de terreur contre la population macédonienne, cette bande poursuit deux fins:

1. — exprimer la gratitude pour les subventions généreuses reçues de la part des impérialistes italiens et des revanchards bulgares, et

2. — masquer par cette activité «libératrice» les massacres de masses de leurs macédoniens ce qui l'autorise à exterminer tous les éléments sincères et avancés macédoniens dans le district de Pétritch et dans les rues de Sofia.

De cette manière elle a obtenu en Bulgarie le «monopole d'Etat» pour le mouvement macédonien ce qui l'autorise à exterminer tous les éléments sincères et avancés macédoniens, tous ceux qui ne sont pas disposés à se faire l'instrument aveugle des revanchards bulgares et des aspirations impérialistes aux Balkans, mais qui donnent leurs services à la lutte pour la libération de la Macédoine et pour la Fédération des peuples libres balkaniques. Et puisque la plus grande majorité des masses macédoniennes déteste le rôle traître de mercenaire de cette bande, celle-ci ne peut s'imposer comme «leader» que par la terreur et les massacres de masses. Tel est le motif et le sens des assassinats que cette mafia perpète en plein jour dans les rues de Sofia et ailleurs, et qui au cours des dernières années ont alarmé l'opinion publique internationale.

Et cette bande fasciste est désignée par la «Macédoine» comme «organisation révolutionnaire macédonienne» qui prétend avoir sa base en Macédoine, et prétend lutter contre le gouvernement bulgare.

Tel est le «mouvement macédonien de libération» que les rédacteurs de la «Macédoine» proclament au monde entier. En réalité, comme nous l'avons déjà constaté, cette bande n'a rien de commun avec la lutte de libération que mènent les masses macédoniennes dans les trois parties de la Macédoine. Les masses macédoniennes sont contre toutes les aspirations impérialistes en Macédoine, contre les désirs revanchards des militaristes et impérialistes grands-bulgares; elles sont contre les attentats provocateurs et pour la lutte révolutionnaire des masses en front unique avec les ouvriers et paysans des Balkans.

Elles mènent cette lutte sous l'étendard de l'unique organisation national-révolutionnaire, de l'ORIM (unifiée), à laquelle elles accordent leurs sympathies politiques, et qui rassemble tous les éléments sincèrement progressifs et militants parmi les Macédoniens.

Cependant les rédacteurs de la «Macédoine» sont des acrobates assez adroits pour falsifier la vérité sur la situation en Macédoine. Il convient ici de dire quelques mots sur le rédacteur de la «Macédoine», Siméon Eftimov, pour lui arracher le masque «d'un démocrate» et «champion de libération des macédoniens opprimés». Nous citons ci-après un extrait d'une conférence qu'il a tenue en 1925 et publiée en 1926 sous forme de brochure sous le titre de «La Macédoine et les luttes politiques en Bulgarie».

Dans le chapitre sur «les guerres de libération et l'organisation» (il s'agit des guerres que la bourgeoisie bulgare a conduites pour conquérir la Macédoine — note de l'auteur). Eftimov écrit page 35: «La deuxième guerre (l'entrée de la Bulgarie dans la guerre mondiale et l'occupation de la Macédoine) fut considérée par l'organisation (il s'agit de

l'organisation dont l'organe est actuellement la «Macédoine» — *note de l'auteur*) comme la réalisation du rêve de libération de la Macédoine, et elle donna son appui énergique à l'armée qui dispersait les oppresseurs du peuple macédonien.» (Les oppresseurs de Belgrade pour mettre à leur place les oppresseurs de Sofia — *commentaire de l'auteur*).

« Par son annexion à la Bulgarie le peuple macédonien tout entier gagna la liberté politique (et quelle liberté! — *note de l'auteur*) pour laquelle elle avait lutté pendant des décades.»

De plus ce grand «militant pour l'indépendance macédonienne parle avec beaucoup d'aplomb de la «puissance manifeste des armées autrichienne et bulgare avançantes», qui «apportent la véritable libération à la Macédoine». Le désir ardent du directeur de la «Macédoine» n'est que trop évident: c'est l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie! Ce désir, en contraste avec ses gestes hypocrites d'aujourd'hui, est son vrai idéal de la «véritable libération» de la Macédoine.

Le caractère fasciste du mouvement, dont l'organe est la «Macédoine», son rôle de mercenaire au service de la réaction et des forces d'obscurantisme en Bulgarie, sont suffisamment caractérisés par les aveux que le «démocrate convaincu» Eftimov, fait dans la même brochure, page 54:

«La lutte ouverte» (il s'agit de la lutte conduite par cette même mafia fasciste macédonienne — *note de l'auteur*) «qu'elle avait déclanchée contre le gouvernement de Stamboliiski, donna un appui moral et un nouveau prestige à l'opposition». «Elle encouragea même l'armée . . . tout cela, joint à l'autorité d'un fort pouvoir que l'organisation avait gagnée, était une préparation psychologique de la chute de Stamboliiski et allait faciliter la tâche des auteurs du 9 juin!»

Cette «préparation psychologique» consistait dans l'assassinat du ministre de l'intérieur du cabinet de Stamboliiski, Alexandre Dimitrov, et dans l'invasion et l'occupation des villes de Kustendil et de Nevrokop.

En effet, la mafia fasciste macédonienne n'a pas seulement créé la «précondition psychologique» mais elle a aussi participé activement, les armes en main, à la chute de Stamboliiski lui-même, et plus tard à l'étouffement de l'insurrection du peuple en septembre 1923. Eftimov décrit ses propres exploits fascistes, page 55:

«Puisque je ne le considère pas comme un crime, je vais en parler franchement: J'ai pris part moi-même au coup d'État et j'ai combattu contre Stamboliiski à Slavovitsa» (le village où Stamboliiski fut d'abord arrêté pour être ensuite déchiqueté de la manière la plus bestiale par la bande à laquelle appartenait aussi Eftimov — *note de l'auteur*).

Pendant les événements au cours de la même année Eftimov participa également aux soi-disantes «expéditions spéciales punitives» où furent massacrés des centaines d'intellectuels, ouvriers et paysans bulgares. Page 76 de la même brochure Eftimov admet avoir fait «le tour des villages pendant les événements de septembre».

Nous avons cité ces extraits pour démasquer la vraie physionomie du rédacteur fasciste Siméon Eftimov, l'auteur d'une série d'actes sanglants, et le vrai caractère de la «cause de la liberté» au service de laquelle se trouvaient et se trouvent toujours la «Macédoine» et la mafia fasciste macédonienne.

Mais les masses macédoniennes ont reconnu depuis longtemps leur vrai caractère et ont horreur de ces mercenaires et agents impérialistes dans le mouvement macédonien de libération.

Seulement l'opinion publique internationale est trop peu informée, c'est pourquoi les rédacteurs de ce journal falsifient sans scrupule la véritable situation et le vrai caractère du mouvement macédonien de libération.



C H R O N I Q U E

Albanie

La débâcle économique.

Le ministère de l'économie nationale d'Albanie vient de publier les statistiques sur la balance commerciale de l'année écoulée. Ces statistiques marquent un recul catastrophique de l'exportation et de l'importation. Cidessous les chiffres globaux:

	1930	1931
Exportation	12.000.000 frs. or.	7—8.000.000 frs. or.
Importation	31.000.000 " "	24.000.000 " "

Cette situation grave a obligé le roi Zogou à envoyer un ordre catégorique au gouvernement en le sommant d'équilibrer la balance commerciale dans un bref délai. Naturellement, il ne dit pas comment.

Le déficit du budget.

Le déficit du budget de l'Etat pour l'année écoulée s'élève à 12.000.000. Le gouvernement a présenté au parlement un projet de loi qui prévoit des mesures draconiennes destinées à faire rentrer à tout prix les impôts. Pendant les débats qui se sont engagés au parlement au sujet de ce projet de loi, M. Abdurahman Krosi, un des hommes les plus influents du régime, a déclaré que des lois, si bonnes soient-elles, ne réussiraient jamais à faire rentrer les impôts, car le peuple albanais souffre de la famine et ne peut plus rien payer.

L'ordre public est sérieusement troublé.

Chaque jour les journaux albanais signalent des vols, des meurtres et même des cas graves de brigandage à main armée. Dernièrement des paysans armés de fusils ont arrêté des autos et dévalisé les passagers. Ces événements ont fait une grande impression dans tout le pays, car ils sont considérés comme les symptômes de désordres encore plus sérieux. Le gouvernement en fut tellement alarmé qu'il a dû organiser toute une expédition dans la région où ces cas de brigandage ont eu lieu. On a fait arrêter des centaines de paysans de la région de *Kruja* et on les a gardés pendant plusieurs jours dans les prisons de Durazzo et de Tirana. Beaucoup de ces paysans ont été soumis à des tortures atroces. Les coupables, deux émigrés kossoviotes, se sont constitués prisonniers. Ils furent traduits non pas devant le tribunal commun, mais devant le tribunal politique extraordinaire de Tirana. Les deux coupables ont fait des aveux complets et ont déclaré qu'ils ont été poussés à leurs actes uniquement par la faim. En même temps ils accusèrent la gendarmerie de les avoir cruellement torturés dans la prison, eux aussi bien qu'un grand nombre de paysans tout-à-fait innocents. Les dires de ces deux émigrés kossoviotes ont été confirmés par tous les témoins. Néanmoins ces deux pauvres paysans qui, pressés par la faim, ont volé quelques centaines de francs, furent condamnés à mort.

Dans la région de *Monzeka* il y eut une vraie bataille rangée entre une bande de brigands et la gendarmerie. Deux de ces brigands furent tués et quelques gendarmes furent blessés. A la suite de cet événement le gouvernement a fait arrêter un grand nombre de personnes, pour la plus grande part des intellectuels, qui naturellement n'ont rien de commun avec les brigands, mais qui dans cette région sont bien connus comme des adversaires intransigeants du régime. Trois de ces personnes, dont un médecin et un commerçant, seront prochainement traduites devant le tribunal politique extraordinaire.

Il n'est pas sans intérêt de marquer ici que les deux brigands qui ont été tués par la gendarmerie sont également des émigrés kossoviotes. Ceci s'explique par la misère terrible qui sévit parmi les émigrés kossoviotes.

Le régime et les ouvriers.

Depuis quelque temps la presse du régime mène une campagne en faveur de l'organisation des ouvriers albanais. Le 10 janvier sur l'initiative des autorités

de Tirana a eu lieu une «manifestation ouvrière». L'organisateur de cette manifestation, le député *Miéda*, agent connu de Zogou, a fait un discours dans lequel il a appelé les ouvriers à s'organiser; il les a assurés de l'appui du gouvernement. En même temps Zogou a envoyé une lettre officielle au gouvernement et il lui a donné l'ordre d'élaborer un projet de loi (pour la protection des ouvriers). Tout cela n'est qu'une manœuvre pour empêcher les ouvriers de s'organiser de leur propre initiative et sur une base de classe.

Les relations albanobulgares.

Le 11 janvier 1932, un traité albanobulgare sur les minorités bulgares et albanaises, sur le pacte balkanique et les relations économiques a été signé. En même temps, un plan de coopération a été établi. En outre il a été décidé de renforcer les relations commerciales entre les deux pays. Les pourparlers de ce traité eurent lieu sous le contrôle et avec la collaboration de l'Italie, ce qui fit très mauvaise impression sur les cercles gouvernementaux pour la plupart francophiles.

Les manœuvres françaises en Albanie.

Les représentants diplomatiques de la France à Tirana secondés par le ministre plénipotentiaire yougoslave déploient depuis quelque temps une activité fiévreuse dans le but d'attirer dans le camp de l'impérialisme français le roi d'Albanie Zogou et ses partisans. De l'autre côté le ministre italien s'efforce d'organiser tous les éléments italoalphes du pays pour exercer une pression sur Zogou et l'obliger de renouveler le traité.

La nouvelle donnée par le *Journal de Genève*, d'après laquelle Mussolini aurait menacé de refuser le premier versement de l'emprunt de cent millions si le «traité d'amitié» n'était pas renouvelé, est maintenant confirmée. De même, la nouvelle que Mussolini a exigé de Zogou le paiement des intérêts du premier emprunt (huit millions par an) est également confirmée. Zogou a riposté en déclarant qu'il réduirait immédiatement les effectifs de l'armée albanaise qui en somme n'est qu'une armée coloniale italienne. Déjà les journaux albanais parlent de réductions considérables dans le budget de l'armée pour cette année. Cette menace de Zogou ne paraît pas avoir beaucoup impressionné les Italiens.

Un conflit italo-albanais?

Le *Journal de Genève* du 29-30 décembre a publié deux articles signés par M. W. Martin sur le conflit italo-albanais au sujet du renouvellement du «traité d'amitié italo-albanais». Par ce traité qui a été signé le 27 novembre 1926 et par lequel l'Italie «s'engage à garantir le status quo juridique de l'Albanie» devait être régulièrement renouvelé en novembre de l'année dernière. Or, le gouvernement de Tirana s'est refusé de renouveler le traité déclarant que le traité est très impopulaire en Albanie et que son renouvellement pourrait avoir des conséquences dangereuses pour le régime. Néanmoins les Italiens ont persisté dans leur réclamation du renouvellement du traité. C'est ainsi qu'il est surgi un conflit entre l'Italie et l'Albanie. (Sur ce conflit qui continue jusqu'à l'heure actuelle voir la correspondance de ce numéro!).

La presse albanaise contre le traité commercial italo-albanais.

Depuis plus de deux mois la presse albanaise mène une campagne systématique et vigoureuse contre le traité de commerce italo-albanais. Les journaux albanais inspirés par le bureau de presse de Tirana, reprochent à «la grande alliée» c'est-à-dire l'Italie d'avoir abusé de la confiance de «la petite alliée», c'est-à-dire de l'Albanie, et de lui avoir fait signer un traité commercial ruineux pour l'économie nationale albanaise. Cette campagne de presse albanaise contre l'Italie a une grande répercussion parmi le

peuple albanais. On sait que le traité commercial italo-albanais de 1926 ouvre largement les portes aux produits agricoles et industriels italiens, tandis que quelques clauses insérées dans le traité par les Italiens, l'importation des produits albanais en Italie est rendue pratiquement impossible. Telle est la clause par exemple qui prévoit pour les chevaux qui doivent être importés en Italie une hauteur que les chevaux albanais n'atteignent jamais.

Bulgarie

Sur la situation financière en Bulgarie.

Les engagements intérieurs et extérieurs de la Bulgarie, sans les engagements privés, se montent — d'après les données du gouvernement bulgare dans le mémorandum financier destiné au Comité financier de la Société des Nations — à 45 milliards 817 millions de levas, c'est-à-dire 7.700 levas par habitant!

Les difficultés financières de la Bulgarie.

Le Journal de Genève traite de la situation de la Bulgarie et publie les données suivantes sur sa situation financière:

Pour ce qui est des dettes d'avant-guerre, 9,9 millions de francs or pour le budget 1931/32 et 17,2 millions pour le budget 1932/33 sont prévus. Les réparations englobent annuellement 10 millions de francs or. Le total des dettes y compris les dettes intérieures s'élève à 33,9 millions de francs or annuellement c'est-à-dire 32,5 % des revenus du budget 1931/32, resp., les recettes n'étant que de 87 % du projet, 44 %.

La réserve de devises étrangères a fortement baissé comme l'indique le tableau ci-après:

1928	104,3	millions de francs-or.
1929	43,3	" " "
1930	29,7	" " "
1931	10,0	" " "

La presse bulgare appelle l'« aide » étrangère.

Crise financière aigue. — Recherches d'emprunts.

La question principale dont est chargée la délégation bulgare à Lausanne, consiste à mettre tout en oeuvre pour obtenir un emprunt en vue de faire face à la banqueroute financière menaçante. « Jamais encore notre pays n'a eu si besoin d'aide extérieure qu'à l'heure actuelle », s'écrit la feuille gouvernementale « Znamé ».

Le président des ministres Mouchanov déclara: « La réserve de devises de la banque nationale a fortement diminué, et nous ne pourrions pas nous maintenir sans l'aide étrangère. Nous allons faire appel au conseil de la Société des Nations, et nous espérons qu'il pourra nous aider. Sinon, la Bulgarie sera dans l'impossibilité de faire face à ses engagements. « Znamé » complète le tableau avec les constatations suivantes: « Tout le mécanisme économique et financier du pays est désaxé... »

Les funérailles du chauffeur Pétrou.

En décembre 1931 et janvier 1932, plusieurs attentats furent commis à Sofia contre des juifs. Ils furent attirés hors de leur domicile dans des endroits déserts, sous un prétexte quelconque, attaqués, maltraités et volés.

L'auteur de ces attentats est l'ancien leader de l'organisation fasciste et antisémite « Rodna Zachtita » Kalpakchiev. Devant la police, il déclara qu'il avait agi par amour de la patrie!

Peu après l'arrestation de Kalpakchiev, on retrouva sous un pont dans les environs de Sofia, le cadavre du chauffeur Slavtcho Petrou qui était disparu depuis décembre dernier. L'enquête a démontré que Petrou fut assassiné par Kalpakchiev au cours d'une course en auto.

Plus de 300 chauffeurs assistèrent aux obsèques de Petrou avec leurs voitures. Quand le cortège passa devant le siège de « Rodna Zachtita », il s'arrêta, et les 300 autos firent sonner leurs klaxons. Cette action de protestation contre l'organisation fasciste dura dix minutes. Elle fut répétée devant le tribunal et la Préfecture de police. Tout le long du parcours, les chauffeurs distribuèrent des tracts dirigés contre « Rodna Zachtita ». On y réclamait la dissolution de « Rodna Zachtita » et de toutes les autres organisations fascistes.

Le mécontentement des masses paysannes.

Pour montrer l'état d'esprit des membres de l'Union agrarienne la lettre de l'organisation locale du village de Batak, district de Svistov publiée dans « Pladne », l'organe de l'aile « Obovo », est caractéristique. Cette lettre est adressée à la direction officielle actuelle de l'union, à la tête de laquelle se trouve le ministre de l'Agriculture Guitchev.

La lettre se rapporte aux sévices des recouvreurs d'impôts dans les villages et poursuit: « Vous nous excuserez de ne pas donner plus souvent signe de vie, car nous avons beaucoup à faire avec les exécuteurs fiscaux de votre collègue Stefanov (ministre des finances). Nous collectionnons les feuilles rouges (avertissements du percepteur) et nous nous en servons lorsque nous irons aux urnes en février, (pour les élections municipales.) La victoire du Bloc populaire est donc certaine... »

Et plus loin: « Nous allons oublier de vous envoyer les salutations des usuriers avec lesquels nous avons souvent des entretiens. Ils sont touchés de votre attention à leur égard. Et pour terminer: « Pour l'instant, nous n'avons plus rien d'autre à vous communiquer, mais nous remarquons beaucoup de choses dont nous parlerons quelques mots avec vous lorsque vous viendrez dans notre village. »

Le gouvernement du bloc populaire suspend l'autonomie des communes.

Au début de janvier 1932, le Parlement bulgare publia un « complément à la loi d'administration des communes » donnant au ministre de l'intérieur le droit de dissoudre les conseils municipaux et de les remplacer jusqu'aux élections municipales suivantes par un comité spécial. De sorte que maintenant, l'administration autonome des communes n'est plus qu'une fiction. Si les intérêts des partis gouvernementaux ou autres l'exigent, un simple trait de plume du ministre de l'intérieur suffit pour supprimer le conseil municipal « indigne de confiance ».

Lazar Stanev le leader du Comité bulgare des paysans arrêté et en danger de mort.

Le 19 janvier nous avons reçu la nouvelle télégraphique qu'un membre du Comité national bulgare, Lazar Stanev, le courageux champion du mouvement paysan révolutionnaire de Bulgarie a été arrêté et se trouve en danger de mort. Le EBK a envoyé le télégramme de protestation suivant au président du gouvernement bulgare:

« Au Président du gouvernement de Bulgarie, Sofia. Au nom des paysans laborieux de tous les pays d'Europe, nous protestons énergiquement contre l'arrestation de Lazar Stanev Stop Réclamons sa libération immédiate.

Comité européen des paysans. »

Les paysans laborieux du monde entier doivent manifester énergiquement leur indignation sur la répression brutale et sanglante de leur lutte et de leurs militants.

Une pseudo-amnistie.

Au commencement de janvier le parlement bulgare a validé la loi d'amnistie du gouvernement « populaire ». Il est bien connu que le mot d'ordre d'une amnistie complète et sans condition des prisonniers politiques et émigrants a été une des revendications principales du parti qui règne aujourd'hui en Bulgarie. A l'aide de cette revendication il a réussi à gagner la majorité des voix aux élections parlementaires en juin 21.

Comme beaucoup d'autres mots d'ordre que ce parti avait lancés dans l'opposition, la revendication d'une amnistie complète tomba dans l'oubli dès que ce parti prit le pouvoir.

Ce ne fut que fin janvier, c'est-à-dire six mois après que le soi-disant Bloc populaire se décida à présenter un projet de loi d'amistie, qui plus tard fut adopté.

Cette « amnistie » du gouvernement du Bloc « populaire » est, en réalité, une insulte aux larges masses en Bulgarie, qui, depuis des décades, conduisent une lutte acharnée et déterminée pour l'amnistie complète et sans condition. Ce n'est point une amnistie pour les milliers de victimes de la terreur blanche sous la domination sanglante du Sgovor, mais une amnistie pour les meurtriers eux-mêmes. Le journal du Sgovor, *Demokraticheski Sgovor* écrit à ce sujet: « Toute l'activité du régime du Sgovor démocratique pour la défense de l'Etat est sanctionnée par cette amnistie. »

L'amnistie s'étend également à tous les crimes des bandes meurtrières fascistes macédoniennes. Un nombre minime seulement de militants prolétariens a été mis en liberté. La plus grande partie des prisonniers politiques et des émigrants n'a aucunement profité de cette amnistie.

Manœuvres du gouvernement à la veille des élections municipales.

À la veille des élections municipales du 14 février la presse gouvernementale a annoncé deux projets gouvernementaux destinés à alléger la situation des personnes endettées. Les deux projets gouvernementaux renferment une soi-disant réduction de 20 % de toutes les dettes.

En même temps cependant la presse publia des déclarations du ministre de la justice qui tranquillise les usuriers inquiétés en les rassurant que ces projets n'endommageront nullement leurs intérêts. Quoique les principes des mesures annoncées soient toujours tenus secrets, on a appris que les débiteurs seront obligés de payer leurs dettes par termes de trois resp. six mois à un intérêt de dix pour cent. Dans le cas où le débiteur ne peut accomplir le paiement dû, il ne profite pas de la réduction de 20 %.

Les élections municipales du 14 février 1932.

Le 14 février 1932 eurent lieu les élections communales dans 67 villes de Bulgarie. Les résultats de ces élections confirment irréfutablement le fait que le Bloc populaire gouvernemental se trouve, huit mois après son ascension au pouvoir, dans une décomposition progressive, perdant de plus en plus d'influence. Ce processus trouve son expression dans le fait qu'en peu de cas seulement les quatre partis gouvernementaux ont présenté une liste commune. Dans la plupart des villes il y avait deux, trois et même plus de listes gouvernementales. Quoique celles-ci aient combattu l'une contre l'autre, la statistique officielle totalise leurs voix comme telles pour le Bloc populaire.

Les voix se distribuent comme suit:
Bloc gouvernemental — 74.000 (dont 43.000 seulement à la liste commune de la coalition quadruple): Parti ouvrier — 52.000; Demokratitcheski Sgovor — (qui a maintenu sa domination pendant huit années, jusqu'en juillet 31, par la terreur la plus atroce) — 25.000; Social-démocrates — 6.000; différentes fractions — total de 26.000.

Ce qui saute aux yeux en jugeant ces résultats d'élection, c'est — parallèlement à la décomposition du Bloc gouvernemental — le succès remarquable du Parti ouvrier, poursuivi par tous les moyens de la terreur policière. Dans près de vingt villes le Parti ouvrier constitue le plus fort pouvoir politique, et dans 3 villes, *Sliven, Trojan, et Suilengrad* il a gagné la majorité absolue.

Dans toutes les autres villes il prend la deuxième place après le Bloc gouvernemental se composant de quatre partis.

Tous les journaux bourgeois soulignent le succès du Parti ouvrier et font appel à une «poignée solide».

Nouveau succès électoral du Parti ouvrier.

Le 21 février eurent lieu les élections communales dans près de 1.250 villages. Nous publions ci-dessus le résultat officiel de ces élections:

Bloc gouvernemental (4 parties)	380.000 voix
Parti ouvrier	70.000 "
Demokratitcheski Sgovor	29.000 "
Social-démocrates	5.000 "
12 petits partis bourgeois (ensemble)	29.000 "

Dans un grand nombre de villages le Parti ouvrier a obtenu la majorité absolue des voix; dans certaines d'autres villages elle est le parti relativement le plus fort.

«La vague rouge»

Au cours des dernières semaines, des grèves éclatent toujours plus nombreuses dans les écoles, (à Sofia, *Orechovo, Tchirpan, Plevén* etc. . .) contre le traitement brutal infligé aux élèves ou contre les méthodes réactionnaires d'éducation de certains instituteurs fascistes.

L'organe du gouvernement «Znamé» écrit à ce sujet dans un article intitulé «La vague rouge»:

«L'influence bolcheviste dans les grèves d'école est hors de doute. La tâche la plus importante des agents de Moscou est la conquête des âmes enfantines pour devenir à coup sûr les maîtres de l'avenir. C'est là une

tactique magistrale. Si la bourgeoisie passe le stade transitoire que traverse l'humanité elle est condamnée à mort sans appel. Et le pouvoir d'Etat étant entre les mains de la bourgeoisie, cette oeuvre méphistophélique bolcheviste contre les institutions scolaires pourrait être facilement combattue si l'on réforme et corrige l'insuffisance de l'ordre actuel et si l'on donne à la fragile âme enfantine des idéaux capables de l'enflammer.»

«Znamé» continue ensuite contre «La vague rouge»: Le bolchevisme prend aussi l'offensive contre les organisations syndicales. Dans ce domaine, la lutte est menée sur d'autres bases et avec d'autres moyens. Il s'agit là non pas des générations à venir, mais de l'armée prolétarienne, de la classe ouvrière.

Depuis quelques temps, le mouvement macédonien de libération est également attaqué. Le Congrès des confédérations macédoniennes qui vient de se terminer le montre clairement. A ce congrès, la lutte ne fut pas entre deux fractions, mais entre deux idéologies.

Certes, les communistes furent vaincus et les résolutions adoptées à une grande majorité, de même la nomination de la nouvelle direction. Il serait cependant imprudent que l'émigration se repose sur ces lauriers. L'offensive des bolcheviques en est à son premier stade. Ce qui se produisit jusqu'à présent ne fut qu'un essai d'attaque. Munis de moyens, possédés fanatiquement de leur idée, courageux et adroits dans leur spéculation avec les souffrances de l'émigration, les bolcheviques représentent un danger qu'il ne faut sous-estimer en aucun cas . . .»

Une autre feuille gouvernementale «Radikal» (organe du Parti radical) dit: «. . . En cas de nécessité, quelques écoles devront être fermées pour «étouffer» complètement le «foyer insurrectionnel». Le «Znamé» approuve lui aussi ces mesures de menaces, et dit: L'Etat bulgare ne perdra rien, car, de toutes façons, il déborde d'aspirants fonctionnaires.»

Pour la reprise des relations avec l'Union Soviétique.

Un grand nombre d'organisations économiques bulgares ont pris une attitude positive au sujet de la question de la reprise des relations avec l'Union Soviétique.

L'Union des petits commerçants, par exemple, a adopté une résolution spéciale à ce sujet lors son dernier congrès qui eut lieu à la fin de l'année dernière. En janvier 32 eut lieu une séance du conseil supérieur de cette union, où un grand nombre de délégués revendiquèrent énergiquement la reprise des relations commerciales avec l'URSS. On adopta la résolution d'envoyer une délégation des commerçants bulgares en Russie Soviétique pour s'informer de la situation actuelle.

Le Président de la fraction parlementaire du Parti agrarien et rédacteur en chef de l'organe «Zemlo-delsko Znamé», *S. Džkalov* écrit dans un article sur la question de la reprise des relations commerciales avec la Russie des Soviets:

L'Union agrarienne est d'avis que l'on ne doit pas attendre plus longtemps avec la reprise de ces relations. L'Union des Soviets exporte des quantités de marchandises à des prix avantageux dont la Bulgarie a besoin tels pétrole, huiles, minérales, poissons etc. . . Par contre, de nombreux produits agricoles bulgares pourraient être exportés en Russie. Cette question doit donc être soumise à un examen sérieux.

Délégation de l'Union agrarienne en Russie des Soviets.

D'après une information de la presse bulgare, le président de la fraction parlementaire de l'Union agrarienne *Daskalov* a eu une conversation avec le président des ministres *Mouchanov* au sujet de l'envoi officiel d'une délégation en Russie Soviétique «pour examiner la situation des paysans russes et la possibilité de la reprise des relations commerciales entre la Russie et la Bulgarie». *Mouchanov* s'est déclaré d'accord, mais a demandé d'attendre son retour de Genève pour envoyer cette délégation.

La feuille ouvrière «ECHO» fait remarquer à ce sujet: «Une délégation officielle de la direction fasciste de l'Union agrarienne sera une délégation des koulaks bulgares et a surtout pour but de détourner les paysans laborieux de la lutte pour l'envoi d'une véritable délégation d'ouvriers et de paysans.»

Emigration en masses d'Arméniens en Russie Soviétique.

L'organe ouvrier «ECHO» communique: «L'émigration en masses des Arméniens de Bulgarie en Russie Soviétique continue. Les premiers groupes qui partirent de *Bourgas* sont entre temps, arrivés à *Batum* où ils furent chaleureusement reçus par la population et les autorités soviétiques.»

Avec la Roumanie - contre la Russie des Soviets.

Après l'échec des négociations roumano-soviétiques visant à la conclusion d'un pacte de «non-agression» le journal capitaliste bulgare «*Slovo*» publie un article du national-fasciste dobroudjanais *Penakov*:

L'idée dominante de cet article est que la Roumanie après avoir échoué à conclure un pacte de non-agression avec la Russie Soviétique, ne peut se défendre contre le danger menaçant du nord que par une alliance avec la Bulgarie.

Le journal cite un article du député roumain *Samfirolu* à *Adeveroul* où l'auteur dit entr'autres: «La construction d'un pont sur le Danube unissant directement la Bulgarie à la Roumanie, ainsi qu'un débouché de la Bulgarie à la mer Egée près de *Cavalla* ou *Dédé-Agatch*, assurerait à la Pologne et à la Roumanie la communication avec le sud et l'ouest. Cette communication qui serait très utile en temps de paix serait encore beaucoup plus précieuse dans le cas d'un conflit avec la Russie...»

Pour cette raison la Pologne et la Roumanie sont intéressées à attirer vers elles la Bulgarie.» Le journal capitaliste bulgare ajoute à cette citation: «L'auteur de ces propos extrêmement intéressants fait remarquer à juste titre qu'en Bulgarie aussi un grand nombre de cercles très sérieux partagent ce point de vue vis-à-vis des relations roumano-bulgares.»

Un deuxième article de *Penakov* dans le même journal répète ces idées: «Puisque la Bessarabie est menacée, après comme avant, par l'Union Soviétique qui refuse de reconnaître son annexion à la Roumanie, la Roumanie est obligée de prendre une attitude positive vis-à-vis de la question d'un rapprochement avec la Bulgarie, et de prendre en considération les demandes de la bourgeoisie bulgare au sujet du traitement des minorités bulgares en Dobroudja.»...

La fin d'un «espionnage soviétique» en Bulgarie.

Il y a environ un mois, la police bulgare annonça qu'elle avait réussi à découvrir une grande affaire d'«espionnage soviétique». Deux fonctionnaires des radiotélégrammes du «*Tsar Ferdinand*» ont soi-disant, avec l'aide de deux ouvriers communistes, utilisé le poste émetteur de ce bateau pour envoyer des renseignements d'espionnage à Moscou et à Odessa sur l'ordre de l'ambassadeur des Soviets à Stamboul. Cependant, l'enquête policière fut obligée de constater que le poste émetteur en question ne peut pas dépasser un rayon de 390 km. et ne peut ainsi atteindre aucune station soviétique. En outre, le juge d'instruction constata également qu'il n'existait même pas une «tentative d'espionnage.» Les prévenus *Nedelko Popov*, *Petko Popov*, *Totu Saraliev* et *Dimitri Milev* furent relâchés après trente jours d'emprisonnement et d'interrogation.

Dobroudja

Le régime fasciste outrage le tombeau de Dontchev.

Dans notre mémoire vit toujours le souvenir de l'assassinat lâche et ignoble du leader du mouvement national-révolutionnaire dobroudjanais et membre du C. C. de l'ORD, *Dimitri Dontchev*, perpétré, en septembre 1931, par les agents du fascisme roumain, après des semaines de tortures atroces. *Dontchev* est mort, mais il paraît que le grand révolutionnaire menace, encore dans son tombeau, la bourgeoisie fasciste roumaine. Aux environs du village de *Koshular*, à l'endroit où *Dontchev* fut assassiné de dos, son père a fait dresser un monument modeste. Ce monument signifie pour les autorités roumaines le souvenir personifié de leurs crimes et le signe palpable de leur infamie; elles invitèrent le père à

l'enlever. Le père refusant d'obéir à cette demande, des colons koutsovalaques furent envoyés pour détruire le monument.

Aujourd'hui seulement une planche pourrie s'élève au-dessus du tombeau de *Dontchev*. Les autorités policières ont défendu aux paysans des villages des alentours de visiter la tombe de *Dontchev*.

Sentences de travaux forcés et démonstrations de masses.

Nous avons déjà rapporté sur les arrestations en masses exécutées mi-novembre de l'année dernière dans la ville de *Kavarna* ainsi que dans plusieurs villages en Dobroudja. Des centaines de paysans et d'intellectuels progressifs furent jetés en prison et soumis à des mauvais traitements. On prit pour prétexte que dans plusieurs villages des tracts illégaux avaient été distribués et des drapeaux rouges hissés le 7 septembre 31, portant le mot d'ordre «Pour une Dobroudja libre et indépendante». La plus grande partie des arrêtés fut acquittée après des chicanes qui durèrent plusieurs semaines, tandis que 28 des arrêtés furent traduits, le 14 janvier 32, devant le tribunal dans la ville de *Dobritch*.

Ils étaient inculpés, en base de la loi de défense de l'Etat, et en tant que membres actifs de l'ORD. L'accusé principal *Michael Ghetsov* fut condamné à trois ans de travaux forcés, 24 autres accusés à des peines de travaux forcés de 8 mois à 2 ans et à des amendes élevées. Trois des accusés seulement furent acquittés.

Le 15 janvier, le jour des débats, la population laborieuse de la ville de *Dobritch* se rassembla dans la rue et forma des démonstrations de masses devant le palais de justice, portant des drapeaux rouges et des transparents. Les démonstrants revendiquaient la levée du procès et l'acquiescement des accusés. Des bagarres violentes avec la police s'ensuivirent. Un grand nombre de manifestants, dont beaucoup de femmes et de jeunes gens, furent arrêtés. Trois jours après, le 18 janvier, dix des personnes arrêtées furent condamnées, en base de la loi de défense de l'Etat, à des peines de prison de un à six mois.

Grèce

La Grèce dans la crise économique.

La récolte du tabac a fortement diminué ces dernières années, comme le prouvent les chiffres suivants: En 1929, la récolte du tabac en Grèce était de 79 millions de kilos. En 1930 de 64 millions de kilos et en 1931 de 42 millions de kilos seulement. La chute des prix est encore plus catastrophale. L'Institut du «tabac» de *Cavalla* cite pour le district les prix suivants:

Année	Prix en drachmes par ocque (1.280 grammes)
1926	68,5
1927	57,0
1928	59,5
1929	40,0
1930	32,0

Comparativement à 1928, les prix sont inférieurs de 40 %.

Les effets de la crise sur les vastes masses populaires sont épouvantables. Dans de nombreux districts, la famine sévit parmi les paysans. On communique officiellement que 35 % des employés d'Etat sont tuberculeux. Cette maladie sévit surtout parmi les postiers et les petits fonctionnaires et les employés de la Macédoine et de la Thrace, c'est-à-dire les provinces ravies par la Grèce.

En 1931 la Grèce importa pour 8.825,4 millions contre 10.985,6 millions de drachmes en 1930.

Elle a exporté en 1931 pour 4.200 millions contre 5.985,6 millions de drachmes en 1930.

Malgré les obstacles mis à l'importation, le bilan du commerce extérieur de la Grèce accuse cependant un passif de 4.525 millions de drachmes. L'exportation fut en 1931 inférieure à 1930 et ce de: 1.785,6 millions de drachmes.

Sous le signe de la crise économique.

A *Trikala* eut lieu dernièrement une conférence des représentants des commerçants de Thessalie. Cette conférence décida de demander au gouvernement de se charger de la réglementation des dettes des paysans et d'engager les banques à accorder au commerce des crédits dans les mêmes mesures qu'auparavant, à réduire le taux de l'intérêt etc. . . Une délégation devra présenter un mémorandum au gouvernement. Les commerçants menacent de fermer leurs magasins pendant trois jours en signe de protestation si leurs revendications ne sont pas acceptées.

Les fluctuations du tabac.

Les données officielles qui viennent d'être publiées sur les fluctuations du tabac sont contredit sous le signe de la crise économique.

En 1931, le port de *Xanthie* exporta 11.425.780 kg de tabac contre 15.748.136 kg en 1930.

Le 1 novembre 1931, les réserves de tabac dans le district de *Cavalla* se montaient à 29 millions d'Oka.

Comparativement à l'année 1930, beaucoup moins d'ouvriers furent occupés dans l'industrie du tabac.

Les crachs bancaires en Grèce.

Il est communiqué qu'après la fermeture des guichets de la banque *Kosmadapoulos*, deux autres banques ont été déclarées en faillite. Une banque de seconde importance s'est adressée au gouvernement en lui demandant d'exécuter sa liquidation de la même manière que la banque *Kosmadapoulos*.

L'emprunt anglais pour la Grèce.

Dans les cercles économiques grecs, le bruit court que *Vénizelos* a réussi, pendant son séjour à Londres, à conclure un emprunt de 10 millions de livres sterling. D'après une déclaration de *Vénizelos*, ces bruits seraient un peu prématurés. La remise d'un emprunt étranger dépendrait du rapport de la Société des Nations et de son représentant qui sera chargé d'examiner les finances grecques.

Misère et famine parmi les vastes masses.

La nouvelle année n'a non seulement pas apporté une amélioration à la crise, mais celle-ci s'est même aggravée. De tous côtés parviennent des nouvelles décrivant la profonde misère des masses.

A *Aicatherin*, le 4 janvier 1932, un groupe de femmes et d'enfants s'est assemblé devant la mairie pour réclamer des secours. Le maire, — comme l'affirme cyniquement la nouvelle — «qui était dans l'impossibilité de donner une aide quelconque», fit appel à la police pour disperser les affamés. Pas de secours, pas de pain pour les enfants affamés, mais des policiers pour secourir la bourgeoisie!

Une délégation de *Sevasfi* réclama l'aide du maire, la population «mourant littéralement de faim».

Le 4 janvier, à *Salonique*, après une réunion, d'ouvriers se produisirent de violentes démonstrations, auxquelles participèrent de nombreux chômeurs de l'industrie du tabac. Les chômeurs réclamaient des allocations de chômage. La police intervint et dispersa brutalement les manifestants. Il y eut plusieurs blessés et quelques arrestations.

Une grande effervescence règne parmi les chômeurs de l'industrie du tabac à *Xanthie*. Ils réclament vivement une allocation de chômage.

Dans les quartiers pauvres de *Salonique*, des quantités d'enfants sont malades. Beaucoup souffrent de *rheumatismes*.

Dans la Grèce du «grand» fléau *Vénizelos*, règne la misère, le chômage, la tuberculose, la famine!

Misère paysanne, luttes paysannes.

Nous publions ci-après des extraits de lettres de paysans grecs, donnant un tableau de la crise et montrant l'esprit de lutte toujours croissant des paysans:

Un paysan de *Kriehuki*, près de *Thèbes* écrit: «La banque agraire a saisi nos céréales. Nous ne voulons plus ensemençer nos terres. Les exécuteurs fiscaux viennent régulièrement tous les 15 jours accompagnés de gendarmes. Les usuriers font saisir tout ce que nous possédons encore. Mais nous commençons à nous révolter. Les paysans riches auxquels cela ne convient pas nous terrorisent avec la police. Lorsque cela ne suffit pas, on fit intervenir les prêtres. Mais cela ne

suffit pas non plus. Pendant le sermon un paysan pauvre a demandé à un curé qui parlait sur l'égalité des hommes où était l'égalité lorsque le riche exige des pauvres 25 % d'intérêt.»

Un autre paysan de la *Macédoine* sous la domination grecque décrit comment les gendarmes attaquèrent de nuit un paysan. Ce paysan s'enfuit demi-nu. L'auteur de la lettre ajoute: «Il n'y pas d'autre issue, nous devons prendre nos fusils et gagner la montagne et dresser l'étendard de la révolution comme en 1821. Quiconque est pour nous nous suivra!»

On nous écrit que dans le village *Neos Skopos* près de *Serrès*, un paysan a été arrêté et maltraité pour une dette de 175 drachmes.

Dans le village de *Zarchanadès* près de *Karditsa* les gendarmes ont tenté à deux reprises d'arrêter un paysan pour retard dans le paiement de ses impôts. Sa maison fut cernée de nuit, mais les filles du paysans et des voisins attaquèrent les gendarmes et ceux-ci durent prendre la fuite.

La famine sévit parmi les masses.

Le 6 janvier 1932, les paysans du village de *Buhmitsa* envahirent une boulangerie dans la localité de *Turala* et prirent 20 pains. Les paysans meurent littéralement de faim.

Les paysans du village de *Castano* organisèrent une marche de la faim à *Carditsa*. Ils réclamaient du maïs et des secours pour ne pas mourir de faim!

Démonstrations d'enfants à Athènes.

La «Société Patriotique» a organisé ces derniers temps une «action enfantine» et a promis de distribuer aux enfants nécessiteux du faubourg d'Athènes *Kallithes*, des vêtements etc. . . Lorsqu'en janvier dernier les enfants se présentèrent, il fut constaté que certains seulement étaient privilégiés. Les enfants protestèrent, les «philantropes patriotes» frappèrent les enfants et firent appeler la police. Un enfant fut arrêté, mais les autres le délivrèrent. Puis une cinquantaine d'enfants allèrent manifester devant la mairie aux cris de «A bas les brigands», «Nous avons faim», «Nous voulons du pain».

Le jour suivant, 300 enfants se rassemblèrent de nouveau et lorsqu'il ne leur fut rien donné, ils retournèrent devant la mairie en criant: «Nous voulons des vêtements», «Donnez-nous du pain et du travail à nos parents!». Une jeune communiste qui fit un discours fut arrêté par la police, mais les enfants le délivrèrent. Toutes les tentatives de la police de disperser les enfants échouèrent.

La réduction des salaires des ouvriers en Grèce depuis 1928.

L'offensive de la bourgeoisie grecque contre le standard de vie de la classe ouvrière, a pris, dans la période 1928/31, des dimensions considérables. L'organe central du P.C. de Grèce constate que durant ces trois années, les salaires ont été réduits de 30 % en moyenne.

La réduction des salaires, selon les diverses catégories se répartit comme suit:

Ouvriers du tabac 40 % de réduction.

Ouvriers des Tramways 15—25 %.

Inscrits maritimes 40 %.

Mineurs 30 %.

Ouvriers de la chaussure 40 %.

Cheminois 15—25 %.

Ouvriers du textile 30 %.

Le mouvement des chômeurs en Grèce.

En Grèce, il n'existe pas de statistique sur le chômage, de sorte qu'on ignore le chiffre exact des sans-travail. Dernièrement la CGT. social-démocrate de Grèce a communiqué qu'il y avait dans le pays 218.000 chômeurs dont 14,4 % de femmes. Selon les données officielles, il y a en Grèce 660.000 ouvriers industriels, ce qui signifie qu'un tiers environ est en chômage. La communication du nombre des chômeurs par la CGT a été démentie par le gouvernement qui la prétend exagérée et affirme par la voie de la presse qu'il y a «seulement» 100.000—120.000 chômeurs en Grèce.

La situation des chômeurs est vraiment épouvantable. Ils ne reçoivent aucun secours et sont voués à mourir de faim. Les suicides sont à l'ordre du jour. Les chiffres ci-après donneront une idée de la mesure dans laquelle la classe ouvrière de Grèce est frappée par le chômage:

En 1928, le salaire global des ouvriers du tabac était de 586 millions de drachmes, alors qu'en 1931 il ne fut que de 286 millions, c'est-à-dire 50 % de moins. Dans les autres branches d'industrie, la proportion est à peu près semblable.

Les chômeurs commencent à se grouper en Comités de chômeurs sous la conduite du P. C. de Grèce. Ces comités appellent les chômeurs à entreprendre des actions et des démonstrations pour obtenir des secours. A *Drama* des centaines de chômeurs manifestèrent devant l'Hôtel de Ville et réclamèrent des vivres et des secours. A *Serrès, Salonique, Volos*, les sans-travail sont en ébullition. A Salonique des boulangeries sont prises d'assaut presque journellement. La préfecture de police d'Athènes communique que les chômeurs des environs de la ville préparent une marche sur Athènes.

Il est superflu de dire que la bourgeoisie et les autorités prennent toutes les «mesures» nécessaires contre les chômeurs affamés. Les tracts des comités de sans-travail sont confisqués, les réunions interdites et les militants actifs sont arrêtés.

La bourgeoisie et les leaders syndicaux réformistes préparent des manoeuvres démagogiques pour «calmer» les chômeurs et les détourner de l'action directe. Sur l'initiative de la CGT., une conférence eut lieu le 20 décembre au *Pirée* sur la question du chômage, à laquelle assistèrent le chef des monarchistes, l'ancien ministre *Tsaldaris*, le ministre de la marine, ainsi que de nombreux hauts fonctionnaires et la bureaucratie de la CGT. La conférence chargea la CGT de former une commission dont la tâche sera d'étudier la question du chômage et qui devra communiquer ses «conclusions» à la commission gouvernementale. Le maire de Salonique convoqua également une conférence analogue qui forma également une commission.

Le P. C. et les syndicats révolutionnaires de Grèce démasquèrent cette manoeuvre et mobilisèrent les sans-travail et les ouvriers pour la lutte de défense de leurs intérêts quotidiens et pour la libération du joug capitaliste de famine.

Sur le mouvement ouvrier et paysan de Grèce.

A *Cavalla, Edessa, au Pirée, à Karditsa, Tsaritseni Epanomi (près de Salonique), dans le village de Mochochori*, district de Lamia, etc. . . eurent lieu de nombreuses démonstrations, des réunions et meetings de protestation organisés en grande partie par le P. C. de Grèce et auxquelles participèrent des ouvriers et des paysans. La force armée provoqua de nombreuses bagarres au cours desquelles des manifestants furent blessés et où il y eut même plusieurs tués. De nombreuses arrestations furent également opérées. A *Cavalla* par exemple, 10 ouvriers furent arrêtés et furent condamnés par le tribunal des flagrants délits à un total de 17 années d'emprisonnement.

Mouvements de grève.

Bilan de la grève des cordonniers: Le 3 décembre dernier prit fin la grève des cordonniers d'Athènes. Cette grève, à laquelle participèrent plus de 4.000 ouvriers dura plus de six semaines. Il s'agissait de la revendication d'une augmentation de salaire. Les ouvriers de 105 entreprises prirent part au mouvement. La grève se termina par un succès complet dans 90 entreprises et un succès partiel dans 15.

Maintenant, un mouvement est entrepris pour la libération des ouvriers qui furent arrêtés durant la grève.

Par contre, la grève des ouvriers de la chaussure à Salonique se termina par une défaite.

Excitations de la Chambre de commerce d'Athènes contre l'Union des Soviets.

La chambre de commerce d'Athènes vient de publier son rapport sur le commerce gréco-russe et profite de cette occasion pour mener une excitation cachée contre la Russie des Soviets.

Selon ce rapport, la Grèce a importé de Russie en 1930 341.682 tonnes d'une valeur de 488,5 millions de drachmes. Pour les 9 premiers mois de 1931, l'importation de Russie en Grèce fut de 360.319 tonnes d'une valeur de 454 millions de drachmes.

En 1930, la Grèce a importé de Russie, 31.000 tonnes de céréales et dans les 9 premiers mois de 1931, 96.295 tonnes. Elle importa en outre, du charbon, du pétrole, naphthé, benzine. La Chambre de commerce convient que les prix des céréales étaient très avantageux pour la Grèce. Il faut encore faire remarquer que la Grèce est obligée d'importer plus de 50% de céréales pour

couvrir ses besoins. Et pourtant, la Chambre de commerce a encore l'audace de parler d'un «dumping» soviétique. La Chambre de commerce sacrifie les intérêts des masses populaires grecques qui meurent de faim, et pour lesquelles les céréales russes signifient une aide efficace et effective, aux intérêts de la grande bourgeoisie et des impérialistes.

Macédoine

La famine des masses en Macédoine occidentale sous la domination grecque.

Le 22 décembre 1931 des centaines de sans-travail firent des démonstrations devant l'hôtel de ville de *Drama* revendiquant du pain et des allocutions.

A Salonique le chômage s'accroît de jour en jour. Tout le district de *Serès* est saisi de l'effervescence de la faim. Le chef monarchiste, *Tsaldaris*, déclara après avoir fait le tour de ce district:

«J'ai constaté avec regret que le district de *Serès* où toutes les préconditions naturelles pour la prospérité sont données, se trouve dans une situation critique. Il y a des familles qui ne possèdent même pas un morceau de pain sec et qui ne peuvent pas profiter du maïs à bon marché n'ayant pas d'argent pour le payer et ne recevant aucun secours de la banque agricole.»

Les autorités officielles admettent elles-mêmes qu'on doit s'attendre à des troubles sérieux si la misère continue à régner en Macédoine occidentale.

Le préfet du district de *Cozani* a déclaré à un correspondant: C'est un fait incontestable que les gens sont affamés. Leurs plaintes ne sont pas exagérées. Les deux tiers de la récolte en Macédoine occidentale sont détruits. La production indique un déficit de 4.000.000 ocques. J'ai essayé de régler cette question à l'aide de la banque agricole, mais l'argent manque. En outre les paysans sont surchargés de dettes. La faim les pousse à conduire leurs moutons et leurs boeufs de labour au marché de *Cozani* où ils les offrent à 500 drachmes le couple. Mais qui pourrait les acheter? Et que serait-ce si les paysans devaient se passer de leurs bêtes de labour? Aujourd'hui déjà les deux tiers de la population sont affamés; dans quinze jours ce sera toute la population. Le correspondant du journal ajoute: «Si les masses affamées de la Macédoine occidentale marchent vers Salonique, si le signal de piller les maisons et les villas à *Selhidje, Grébena, Cozani* et *Kailari* est donné, le chaos et les troubles qui en résulteront seront inexprimables.»

Les réfugiés que Venizelos a transplantés d'Asie-Mineure en Macédoine, pour la «grecquiser», ne souffrent pas moins que la population indigène. Des lettres originales de réfugiés grecs en Macédoine datées de la fin de l'année dernière, en font preuve. Nous citons un passage caractéristique d'une lettre du village de *Fustani*: «La faim et la misère sont devenues insupportables. Nous travaillons jour et nuit comme les chiens, mais nous ne pouvons guère gagner un morceau de pain de maïs. L'Etat qui nous a arrachés de notre terre natale pour nous transplanter ici, nous donne 12 dekares de sol pour une famille de quatre personnes. Le sol est stérile; la production annuelle se monte tout au plus à 1000 ocques de maïs (une ocque coûte 2 drachmes), 100 ocques de coton (une ocque coûte 6 drachmes), 100 ocques de piment (une ocque coûte 7 drachmes) et 50 ocques de soie (une ocque coûte 20 drachmes) . . . tout cela représente 43.000 drachmes, dont nous devons payer d'impôts 1.000 drachmes à l'Etat et 500 drachmes à la municipalité. C'est ainsi qu'une famille de quatre personnes doit vivre avec 28.000 drachmes pendant toute une année. Des paysans qui possèdent encore une vache, se hâtent de la vendre, afin que le percepteur ne la vende pas aux enchères! De nombreux paysans sont obligés de travailler les terres des grands propriétaires fonciers pour 30 drachmes le jour, lesquels cependant ne leur sont pas payés mais retenus pour leurs dettes. Un fort mouvement de protestation se fait remarquer parmi les paysans de notre village. Les grands propriétaires fonciers excitent la gendarmerie contre nous, mais le mouvement progresse continuellement.» . . .

Une autre lettre écrite du village de *Vistatu* contient le passage suivant: «Les trente familles de notre village sont affamées. Maintenant, au milieu de l'hiver, nous n'avons même pas une chemise; car, en plus des

autres misères, nous sommes déchirés entre le percepteur et l'usurier.»

La population laborieuse grecque également, dans la province de Thessalie surtout, est menacée de la famine. En janvier de cette année un député donna à la presse le câble suivant: «La population entière du district de *Karditsa* — des montagnes et des plaines — est en marche vers la ville de *Karditsa*, sans se laisser arrêter par les masses de neige, réclamant du pain. L'ordre et la sécurité publics sont en danger!!!»...

La misère sévit à Salonique.

Un journal de Salonique publie une série d'articles sur la misère à Salonique, et dont nous extrayons ce qui suit:

«Lorsque les fuyitifs d'Asie-Mineure inondèrent la Grèce, le quart de Salonique leur fut réservé. Le gouvernement fit construire 2.500 petites maisons qui furent remises au réfugiés pour la somme de 19.000 drachmes payables en 15 ans. Maintenant, la majorité des familles n'est pas dans la possibilité de payer le 1.200 drachmes annuelles et sont en danger d'être expulsées.

Les petits commerçants qui se sont fixés dans la ville sont presque tous ruinés. Le chômage a frappé les ouvriers de ces quartiers. La tuberculose a dépassé tous les records!

La même misère règne dans les quartiers juifs. Sur 300 familles juives, 180 sont sans travail. Ceux qui ont encore du travail reçoivent des salaires de famine. Les salaires sont de beaucoup inférieurs au minimum d'existence.

La communauté juive de Cavalla en détresse.

L'assemblée communale des israélites de Cavalla publie dans toute la presse un appel invitant leurs corréligionnaires à venir en aide à une population qui ne possède plus aucun moyen de subsistance. De l'avis même des autorités helléniques plus de quatre vingt pour cent des israélites de Cavalla se trouvent sans emploi. Ce sont pour la plus part des petits commerçants et artisans que la crise et l'antisémitisme officiel ont obligés à fermer boutique. On parle d'une émigration en masse, mais le Bloc populaire juif se fait un devoir d'indiquer aux indigènes de Cavalla comment leur salut réside dans l'unification de la Macédoine au sein d'une Fédération Balkanique.

La crainte de la révolte des masses en Macédoine sous la domination grecque.

Le 31 décembre des débats intéressants se développent au parlement grec à propos d'une interpellation au sujet de l'organisation fasciste grecque «Casque d'acier» qui avait organisé des démonstrations armées dans la ville de Lérin et aux villages environnants.

Le journal nationaliste «Makedonia» qui paraît à Salonique prend la défense des «Casque d'acier» et de ses coups de force.

Ce journal constate qu'encore aujourd'hui, «il existe une différence entre la Grèce ancienne et la Macédoine». Il continue: «Les résultats des diverses élections montrent qu'il y a peu de communistes dans l'ancienne Grèce, tandis que la Macédoine et la Thrace sont des citadelles des agents de Moscou... Nous ne pouvons pas tolérer les troubles que les communistes provoquent parmi la population indigène... Sous ce point de vue, il est nécessaire que l'Etat même encourage des organisations de la sorte, des organisations patriotes existantes en Macédoine (il a en vue les «Casque d'acier») — note de la rédaction.). Le journal «Makedonia Nea» écrit au même sujet: «On peut condamner ces excès, sans cependant nier l'utilité de cette organisation créée par une partie du peuple même, pour lutter contre la propagande étrangère. Il est vrai que l'Etat a à sa disposition des forces armées pour pouvoir étouffer chaque tentative dirigée contre l'Etat. Pourtant il a toujours besoin du secours de la population. A la propagande des communistes il faut opposer la propagande des nationalistes. A l'action des ouvriers nous devons répondre par la marche en avant des nationalistes!»...

Verdicts de terreur.

Le 26 janvier, à Belgrade, le macédonien Zaharija Janakiev de Donja Lissina, district de Bossilgrade qui avait été condamné à mort pour un soi-disant attentat sur la voie ferrée sur l'ordre de l'ORIM fasciste a été pendu!

Le 3 février, le tribunal de Zagreb condamna le mineur *Majecenas Trboulje* à 14 mois de travaux forcés pour propagande communiste.

Le 5 février, le tribunal spécial de Belgrade condamna un groupe de travailleurs de la Voïvodine pour propagande communiste. Ce sont: *Voja Semlekan* 6 ans, *Ivan Fuchs* 2 ans, *Charko Atchimov* un an, *Joseph Stern* à 7 mois, *Ljubomir Petrovitch* et *Andrija Kosomarov* chacun à 6 mois de travaux forcés.

La Macédoine sous la domination bulgare.

Nouveaux forfaits des fascistes macédoniens.

La presse rapporte de nouveaux crimes des bandes fascistes macédoniennes d'*Ivan Mikhailov*, connues sous le nom d'ORIM.

Au commencement de janvier le paysan *Ivan Saev*, du village de *Bélitsa* (district de Raslog — Macédoine sous la domination bulgare), fut attaqué dans sa maison par des bandits armés et traîné on ne sait où. Les bandits agissaient par ordre du Voïvode du district, *Djoré Nastev*, ami intime d'*Ivan Mikhailov*. Cette attaque est le couronnement des excitations que les fascistes macédoniens conduisirent durant des mois contre leur adversaire, *Saev*.

Le soir du 11 janvier les rues de Sofia furent le théâtre d'une de ces scènes qui font partie du programme de lutte bien connu des bandes d'*Ivan Mikhailov*: Ses agents armés commencèrent un feu nourri de révolvers contre *Christan Popodorov*, un des leaders de l'aile *protogheroviste* dans le camp macédonien. Un de ses «gardes du corps» fut blessé.

Le jour suivant le *protogheroviste Bolis Potkov* fut également attaqué dans un guet-apens et tué à coups de révolvers. Un de ses assassins fut arrêté et avoua avoir agi par ordre de l'organisation d'*Ivan Mikhailov*. Il ressort de l'interrogatoire qu'il a aussi participé à l'assassinat du voïvode macédonien, *Anton Stérev*, qui fut tué lâchement le 5 janvier à *Staninaka*.

De l'empire d'*Ivan Mikhailov* (district de Pétritch) on rapporte encore sur l'enlèvement de *Gheorgui Andrianov* et *Atanas Toumbev*, «disparus sans laisser de trace» dès le commencement de janvier.

Succès de l'Union populaire macédonienne en Amérique.

L'organe de la «Macedonian People's League» en Amérique, «Balkan Unification» a publié, dans son dernier numéro, de nombreux rapports et correspondances, qui donnent un tableau de la vie active d'organisation et politique de l'émigration macédonienne progressive.

Des réunions de masses enthousiastes, la fondation de nouveaux groupes et sections locales, etc. font preuve de l'essor admirable parmi l'émigration macédonienne. Par contre les organisations fascistes macédoniennes en Amérique sont vouées à une décomposition idéologique et d'organisation inéluctable. L'Union populaire macédonienne gagne une influence toujours croissante parmi les masses des émigrants macédoniens en Amérique.

Roumanie

La récolte de céréales en Roumanie pour 1931.

Sortes	1931	1930
Blé	368.000 wagons	360.000 wagons
Maïs	636.000 "	452.000 "
Orge	141.000 "	237.000 "
Seigle	36.000 "	46.000 "

La récolte fut donc supérieure à 1930. Cependant la valeur totale est inférieure à l'année passée.

Sortes de céréales	Valeur en millions	
	1931	1932
Blé	8.911 l.	11.033 l.
Maïs	10.049 l.	10.622 l.
Orge	2.913 l.	4.031 l.
Seigle	709 l.	1.022 l.

Bien que la récolte de 1931 ait été supérieure de 8.000 wagons, sa valeur totale a baissé de 2 milliards de lei.

Sur la crise économique en Roumanie.

Un article de l'organe du parti libéral «Indépendance Roumaine» écrit au début de l'année, caractérise le mieux «l'état d'esprit pessimiste» qui s'est emparé de la classe dominante en Roumanie. Dans cet article il est dit entr'autres:

«... L'année se termine dans le pessimisme le plus sombre... La situation est telle que l'optimisme le plus timide est impossible. L'héritage de 1931 est épouvantable...»

Dans un autre article du même journal il est dit encore: «... Les perspectives pour 1932 ne sont pas roses... La récolte fut bonne, ... mais les prix ont baissé de plus de 50%. Les paysans ne peuvent arriver à payer leurs dettes... La situation de l'industrie devient de plus en plus mauvaise... etc...»

Les dettes intérieures en Roumanie.

D'après une statistique de la direction générale roumaine pour les dettes publiques de l'Etat, les dettes intérieures de la Roumanie s'élèvent à environ 13 milliards de leis. L'Etat roumain doit encore à ses fonctionnaires et pensionnés plus de deux milliards de leis pour l'année 1931. Les instituteurs ont encore 447 millions à recevoir et les professeurs d'université etc... plus de 222 millions. Les magistrats 93 millions, etc... En outre, l'Etat doit encore 6,014 millions à divers fournisseurs. Plusieurs entreprises ne sont pas à même de pouvoir payer leurs ouvriers!

Les dettes paysannes en Bessarabie.

Les régions que la Roumanie *annexa après la guerre mondiale* accuse le plus grand pourcentage dans l'endettement des paysans. Pour toute la Roumanie, l'endettement est en moyenne de 5,194 leis par hectare, mais en Boukovine, il atteint 10,491 leis et en Transylvanie 9,157 leis.

En Bessarabie, on fit dernièrement une enquête qui pour 8 districts s'étendit à 1,128 entreprises paysannes comprenant 8,675 hectares de terres. Les dettes totales de ces 1,128 entreprises paysannes se montent à 17,869,000 de leis et les intérêts de ces dettes à 5,092,000, c'est-à-dire une moyenne de 29%. Le taux d'intérêts est donc en Bessarabie plus élevé que partout ailleurs (en Boukovine il est d'environ 26%, en Dobroudja de 25%, Moldavie 24%, Transylvanie 20%.)

Cruelles tortures de paysans au pays de la Siguranza.

Dans la Banovine du nord, plus de 50 paysans viennent d'être arrêtés parce qu'on a trouvé chez eux des journaux venant soi-disant de Pologne. Les paysans furent cruellement martyrisés. L'un d'eux fut frappé sur la plante des pieds jusqu'à ce que la canne avec laquelle on le frappait se fût brisée. Un autre paysan eut la mâchoire défoncée. Lorsqu'il fut traduit devant le juge, il ne put prononcer une parole. Un autre fut si bestialement frappé qu'il n'était plus transportable. Tous les paysans qui passèrent en jugement portaient les traces de mauvais traitements.

Des assassins sont remis en liberté.

Le fasciste roumain *Jean Patoni* assassina à la fin de 1931 l'ancien sénateur dobroudjanais *Christo Stefanov*, tandis que le fasciste *Ch. Traien* assassina le paysan *Mehmet Alich*. Pour calmer l'indignation de la population, les deux assassins furent emprisonnés. Mais maintenant le tribunal de Constanza a libéré sous caution de 20,000 leis l'assassin de *Stefanov* et de 3,000 leis celui du paysan.

La population de Bessarabie hors la loi

Le député roumain *Leanca* du groupe Stéré a pris la parole au parlement au sujet de l'affaire de Soroka et décrit l'état de choses en Bessarabie de la manière suivante:

«Si terrible que puisse être la mort des 6 jeunes gens assassinés, la vie d'une population de 3 millions d'êtres est plus épouvantable encore... Effectivement, la Bessarabie est placée hors des effets de la loi. Le bessarabien le plus pacifique n'a aucune possibilité de défense devant la loi. Il est livré pieds et poings liés à n'importe quel agent subalterne et n'est jamais sûr, ni de sa propriété, ni de son honneur, ni de sa vie...»

On ne peut espérer voir la situation s'améliorer sous le gouvernement actuel... Il fait cette déclaration uniquement en signe de protestation contre le traitement de la population de Bessarabie sans s'illusionner d'aucune espérance...»

Telle est la façon de parler d'un député foncièrement bourgeois. On peut donc se faire une idée de ce que doit être la situation des masses travailleuses de la Bessarabie occupée par l'impérialisme roumain!

Le massacre de Soroca.

Le régime du pays d'intervention qu'est la Roumanie a de nouveau commis un massacre dans une localité de Bessarabie. Dans la nuit du 8 au 9 janvier 1932, les soldats roumains ont tués 6 personnes aux environs de Soroca, soi-disant parce qu'elles voulaient passer la frontière de l'Union des Soviets.

La presse roumaine fait remarquer que la nouvelle donnée sous cette forme est fautive. Il est impossible que les assassinés aient tenté de traverser le Dnieper à l'endroit indiqué, car à cet endroit, *les deux rives du fleuve sont éclairées*.

A cet endroit également, le Dnieper n'est pas complètement gelé et il est absolument impossible que 6 personnes aient voulu passer ensemble la frontière. Il ressort de l'examen médical des victimes qu'elles furent frappées de 5-15 mètres de distance, ce qui fait la preuve qu'elles furent frappées sur territoire roumain. Chacune des victimes a été frappée de 4-6 projectiles. Il est clair que les jeunes gens furent traitreusement attirés dans un guet-apens. Le gouvernement roumain a besoin d'arguments pour ses préparatifs d'intervention contre la Russie des Soviets.

Ces assassinats ont provoqué une profonde indignation parmi la population de Bessarabie. Des milliers de personnes assistèrent aux funérailles des victimes.

La chasse aux communistes en Roumanie.

D'après une communication de la Siguranza, la police politique roumaine, de nombreuses organisations communistes ont été découvertes à Galats, Braila, Vaslui et Jassy. De nombreuses arrestations furent opérées et la police prétend même que plusieurs presses d'imprimerie furent saisies, à l'aide desquelles les tracts publiés ces derniers temps furent publiés. Parmi les arrêtés se trouvent paraît-il, de nombreux membres des jeunesses communistes.

Contre la terreur en Roumanie.

La terreur épouvantable qui sévit en Roumanie surtout le massacre de Soroca, a soulevé l'indignation des masses travailleuses de Roumanie. Une vaste campagne de défensive et de protestation s'est déployée. Le prolétariat international a aussi élevé la voix pour protester contre ce système d'assassinats de la bourgeoisie d'intervention. Toute la presse communiste mondiale a commenté les événements de Soroca et assuré le prolétariat roumain de la solidarité du prolétariat international sous la conduite du Parti communiste mondial.

Le meeting qui eut lieu à Paris le 22 janvier 1932 adopta la résolution suivante:

«L'assemblée réunie salle Bullier à l'occasion d'une fête commémorative à la mémoire de Lénine, Liebknecht et Rosa Luxembourg élève une protestation véhémement contre le gouvernement roumain qui vient de faire massacrer 6 jeunes travailleurs. Les travailleurs de France, en accord avec les travailleurs émigrants de Roumanie et de Bessarabie dénonceront et feront savoir à tous les prolétaires à quoi servent les emprunts faits en France par le gouvernement terroriste du roi Carol.»

Les paysans grecs continuent de faire des démonstrations de la faim.

Dernièrement, les habitants du village *Moshopotamos* se rendirent à *Aicatherini* et réclamèrent du maïs. De même ceux du village de *Cotos*.

Les paysans du village *Paleolini* se rendirent également en groupe à *Aicatherini* pour réclamer du maïs.

Les paysans du village de *Keramidiou* marchèrent jusqu'à *Aicatherini* et tentèrent d'y organiser un meeting.

Démonstrations de chômeurs en Roumanie.

Les 13 et 14 janvier eurent lieu en Roumanie des démonstrations de chômeurs dans diverses parties du pays, sous la conduite du P. C. Les chômeurs organisèrent d'importantes démonstrations à *Jassy*, *Bazargie* (*Dobroudja*) et *Kichinev* en Bessarabie.

Le 13 janvier eut lieu à Bucarest, dans les locaux du ministère du travail, une réunion de chômeurs, à laquelle participèrent plus de 500 personnes. Le même jour eut lieu également un grand meeting des imprimeurs en chômage et des ouvriers de l'imprimerie «*Cartea Romanaescu*».

Le 14 janvier, il y eut un meeting des chômeurs du quartier «*Grant*» en commun avec les ouvriers des ateliers des chemins de fer et auquel assistèrent 3-4.000 personnes. A l'issue du meeting, une démonstration se forma et se dirigea vers le centre de la ville. Les chômeurs littéralement affamés brisèrent les vitres de magasins d'alimentation. Il y eut des bagarres avec la police qui dispersa brutalement les manifestants.

Une autre réunion fut dispersée par la police, mais les participants se rendirent ailleurs, une imposante tribune fut érigée du haut de laquelle les revendications des chômeurs affamés furent acclamées.

Des arrestations en masses ont été opérées dans tout le pays, surtout dans le nord de la Boukovie où de nombreux paysans ont été arrêtés.

Révolte dans une prison.

Le régime pénitentiaire dans le pays que gouverne Jorga est suffisamment connu. Mais de même que la bourgeoisie ne put réussir à briser l'esprit de lutte des masses, de même l'esprit de lutte des emprisonnés révolutionnaires ne peut être brisé.

Le 12 janvier 1932, les révolutionnaires emprisonnés qui se trouvent dans la prison de Tighina (Bessarabie) refusèrent de regagner leurs cellules après une promenade. Il survint une bagarre entre les gardiens et les prisonniers. La direction de la prison fit venir du renfort, les prisonniers furent brutalement «*maîtrisés*» et renfermés dans les cellules.

«La Roumanie n'est pas assez armée» déclare le ministre des affaires étrangères.

Le ministre des affaires étrangères de Roumanie vient de donner dans la presse une longue déclaration où il exposa l'attitude de la Roumanie à la Conférence du désarmement. Il dit pour terminer: «*Si l'on considère la situation géographique de la Roumanie, on arrive à estimer que la Roumanie n'est pas suffisamment armée pour assurer sa sécurité. Ghica réclame que l'accord sur le désarmement renferme une clause spéciale, que l'accord entre un Etat membre de la Société des Nations et un qui ne l'est pas ne doit entrer en vigueur que lorsque ce dernier a ratifié cet accord sous les mêmes conditions que les membres de la Société des Nations.*»

Il est clair que Ghica veut défendre à tout prix les armements et préparatifs de guerre contre la Russie des Soviets.

L'organe du Parti libéral, qui est en «*opposition*» avec le gouvernement déclare expressément que ces déclarations du ministre des affaires étrangères «*sont absolument dans la ligne de notre politique traditionnelle*» et que tous les gouvernements roumains agiront de même.

Préparatifs de guerre en Roumanie.

Toutes les phrases sur le «*désarmement*» et «*prêts à la paix*» et autres expressions emphatiques ne poursuivent qu'un but, c'est de régler sous ce masque, et d'autant plus systématiquement, les préparatifs de guerre.

On vient de publier de Bucarest le communiqué officiel suivant:

«*La commission qui avait été chargée par le ministère de la guerre d'examiner les masques à gaz (souligné dans l'original) pour choisir les meilleurs, a terminé ses travaux après deux mois d'études intensives. La commission présentera un bref rapport en base duquel le ministère prendra définitivement une décision.*»

Fidèles à leur mission, les social-démocrates roumains simulent à cette occasion une «*opposition*». Cette «*opposition*» s'appuie sur... l'autorité du maréchal *Foch* qui a prétendu et affirmé que «*les gaz pénètrent n'importe quel masque*». Les social-démocrates en concluent que les militaristes répandent des «*illusions*» au sujet de la valeur des masques à gaz!

Armements roumains.

Selon les données de la Société des Nations, l'armée roumaine en temps de paix se monte à 315.000 hommes. En 1930, — selon le «*Washington Post*» — la Roumanie dépensa 67 millions de dollars pour les armements.

Pour la prochaine session parlementaire, une série de lois militaires sont élaborées dont une concernant la création de troupes du génie, ainsi que sur les obligations des villes et des communes pour l'exécution de constructions militaires, en outre une loi sur l'aéronautique.

Ordres d'armée de Carol et du ministre de la guerre.

A l'occasion de la nouvelle année, Carol donna un commandement à l'armée où il est dit entr'autres:

«... Comme toujours, je tourne mes regards vers vous avec la plus grande confiance, car je suis convaincu que ceux qui *seront appelés demain à défendre la patrie*, seront toujours à la hauteur de leur tâche. Plus les temps sont difficiles, plus les soldats doivent donner l'exemple de la discipline et de la confiance...»

Le général *Stefanescu-Amza* écrivit ce qui suit:

«*L'année qui vient de prendre fin a été très dure pour l'armée. Mais grâce aux officiers, grâce à la discipline et à l'esprit militaire, les difficultés furent surmontées. On reconnaît la valeur d'une armée dans les temps difficiles et je suis convaincu que votre patriotisme et votre esprit militaire sortiront victorieux de cette période de misère...*»

Excitation contre la Russie des Soviets.

Après le massacre de *Soroca*, le gouvernement Jorga déclara que les auteurs «*avaient accompli leur devoir*» et en même temps s'élève une nouvelle vague d'excitations contre l'Union Soviétique. Les plus grandes inanités sont répandues: «*transports d'armes, «enlèvements» d'agents anti-soviétiques, affaires d'espionnage*» sont des sensations que l'on trouve journellement dans la presse!

La sympathie des masses pour l'Union Soviétique doit être étouffée à tout prix. Le journal du Parti libéral, l'organe du capital financier de Roumanie, «*L'Indépendance Roumaine*» écrit ouvertement dans son numéro du 22 janvier 1933:

«... Ces messieurs de Russie commettent une grave erreur psychologique, lorsqu'ils, s'imaginent *pouvoir désarmer «la répression du bolchevisme* en Roumanie. *Cette répression doit être et sera plus sévère encore, sans merci.*»

Ainsi donc, l'organe compétent du capital financier annonce de nouveaux assassinats, des tortures et massacres contre les militants révolutionnaires. Les masses doivent être décapitées, afin que la bourgeoisie puisse préparer l'agression contre la Russie sans rencontrer de résistance.

Une révélation intéressante du général Averescu.

Le général *Averescu*, le président du «*Parti populaire*» roumain a exposé à un représentant du journal «*Curentul*» son avis sur diverses questions. Il déclara textuellement entr'autres, au sujet des pourparlers entre la Russie des Soviets et la Roumanie sur la conclusion d'un pacte de non-agression:

«*En principe, je crois que tout rapprochement entre nous (Roumanie) et la Russie ne pourrait qu'être avantageux pour les deux parties. C'est pourquoi je me suis empressé, déjà sous mon premier gouvernement, de participer en 1921 à Varsovie, aux pourparlers avec l'Etat voisin. Si alors on ne parvint pas à un accord, cela est dû à l'animosité du roi Ferdinand qui fut conseillé par Ionel Bratianu et Take Jonescu...*»

... Ainsi donc, *Averescu* avoue que Ferdinand, poussé par les capitalistes de la finance et instruments de la France, fit échouer en 1921, les pourparlers d'accord entre la Roumanie et la Russie des Soviets.

Sur le voyage du ministre des affaires étrangères à Prague.

A son retour de Varsovie, le ministre des affaires étrangères de Roumanie, *Ghica*, a visité Prague. Le journal de Prague «*Cesko Slovo*» fait ressortir qu'à l'occasion de cette visite, la Roumanie désire manifester officiellement et publiquement «*la solidarité*» de la petite Entente.

Le journal ne fait aucun mystère de ce que cette «solidarité» est dirigée contre l'Union Soviétique. Il appuie particulièrement sur «la nécessité naturelle» que la Roumanie réclame à la conférence du «désarmement» que, «pour ce qui concerne surtout la Roumanie dont les frontières touchent la Russie», il «fallait songer à des garanties efficaces de sécurité».

Une voix roumaine sur la conférence du «désarmement».

L'organe du Parti libéral roumain, «Indépendance Roumaine» écrit dans un article:

«Le monde entier est d'accord que la conférence du désarmement est condamnée à un retentissant fiasco, dont seule l'Allemagne peut profiter. Cependant, aucun gouvernement n'a eu le courage de proposer son ajournement. . . .»

«Jamais encore une conférence si importante ne s'est rassemblée dans une si défavorable atmosphère. L'Europe se trouve dans un état de guerre latent. Les peuples et leurs dirigeants ont perdu la tête . . . Malgré tous les pactes de non-agression, aucun Etat n'est sûr de ses frontières . . . Le problème des Réparations pèse sur l'avenir. Nul ne songe à désarmer. Selon des calculs français, les dépenses pour les armements s'élèvent à plus de 100 milliards. Des économies dans ce domaine permettraient à tous les Etats de remettre leurs budgets en équilibre. Mais pour y parvenir, il faudrait que cesse la psychose de guerre. . . .»

Sur la corruption en Roumanie. — Près de 20 milliards de détournements en 1931!

Au cours de 1931, on *découvrit* en Roumanie des détournements sur les biens et institutions publics s'élevant à 19.749 millions de leis, c'est-à-dire qu'en réalité, il s'agit certainement d'une somme bien supérieure.

10 millions de leis furent volés du fonds ouvrier des chemins de fer de l'Etat. Dans l'affaire des alcools à Cluj, l'Etat fut lésé d'un milliard de leis. Le scandale de la «Torro Chimica» (avec du matériel pour l'armée) coûta à l'Etat 18 milliards de leis. Les directeurs des chemins de fer de l'Etat s'approprièrent 9 millions de leis de «participations aux bénéfices», alors que les chemins de fer travaillaient avec déficit! Il n'y a pas une institution publique où il ne fut pas volé.

Tels sont les «missionnaires de la culture» que la France et les impérialistes internationaux ont élus pour attaquer l'Etat des ouvriers et des paysans!

La social-démocratie roumaine pour l'oppression nationale.

La question de l'oppression nationale de la Bessarabie, de la Dobroudja etc. . . . devient en Roumanie toujours plus brûlante. Le mécontentement croît de jour en jour parmi les nations opprimées par la Roumanie. L'esprit de résistance se lie toujours plus étroitement avec la lutte du prolétariat révolutionnaire et de la paysannerie. La bourgeoisie renforce la terreur et a recours à des manœuvres désespérées. Une de ces manœuvres fut l'institution d'un sous-secrétariat pour les minorités et la nomination de l'allemand *Brandsch* (un hitlérien occulte) comme sous-secrétaire. Naturellement, la social-démocratie roumaine se place tout à fait du côté de la bourgeoisie et sur le terrain des traités de paix. Elle est contre la séparation des régions opprimées de la Grande-Roumanie. C'est pourquoi elle sermonne la bourgeoisie et lui conseille de «traiter un peu mieux» les «minorités» pour endormir leur esprit de révolte.

«La Roumanie n'est pas un Etat de nationalités»-déclarent les social-démocrates.

Dans la social-démocratie roumaine, on discute actuellement sur la façon dont doit être édifié le parti. Tandis que «L'Union juive» réclame l'autonomie» la plus large au sein du parti, la S. D. officielle se prononce pour la «forme internationale» du parti social démocrate.

Dans cette discussion le secrétaire général *Lothar Radacceanu* intervient et se prononce pour la «forme internationale» en donnant la raison suivante:

«Je tiens les aspirations séparatistes pour dangereuses. . . . Une allusion aux conditions de l'ancienne Autriche ne prouve rien pour la nécessité de partis nationaux (au sein du P.S.D.) en Roumanie. L'Autriche

était typiquement un Etat de nationalités. . . . La Roumanie n'est certes pas un Etat de nationalité unique . . . mais pas non plus un Etat de nationalités. . . . C'est un Etat national avec beaucoup de minorités nationales qui en général n'habitent pas des régions de colonisation déterminées. . . . Il ne peut donc pas être question d'une décomposition de la Roumanie en Etats nationaux, (1!) mais tout au plus, — autant qu'il y ait une tendance séparatiste, — un droit de frontière au profit de l'Ukraine, de la Hongrie et de la Bulgarie, bien qu'en tous cas il ne puisse s'agir de parties de la population numériquement importantes. C'est pourquoi la politique des minorités en Roumanie ne peut, logiquement, (1!) être une politique de nationalités dans le même sens qu'en Ancienne Autriche, mais seulement une politique des minorités. Même la partie des minorités pour lesquelles une séparation entrerait en ligne de compte ont, dans les conditions actuelles, tout intérêt à se borner à une politique purement de minorités pour ne pas s'exposer à des persécutions plus grandes encore que celles subies, ou pour donner prétexte à des conflits internationaux.»

C'est ainsi que la social-démocratie intervient pour défendre la politique de répression impérialiste de la bourgeoisie roumaine.

Nouveaux «partis paysans».

En Roumanie, ces derniers temps, de nouveaux partis de paysans croissent comme des champignons. Il y a un mois de fondé à Bucarest «un Parti des paysans et des ouvriers» à la fondation duquel participèrent aussi des officiers. Vers la mi-décembre, se constitua à Torgou, en Transylvanie un autre «Parti paysan». Tous ces nouveaux partis n'ont d'autre but que de capter la radicalisation des masses paysannes, de les maintenir dans le camp bourgeois et de les détourner de la lutte révolutionnaire.

Yougoslavie

La crise dans l'agriculture.

A la dernière séance des banovines, le chef de la section d'agriculture donna un rapport sur la situation en Voïvodine où il dit entr'autres:

«En 1931, la situation ne s'est pas améliorée. La baisse des prix n'a non seulement pas cessé, mais elle s'accroît. Les prix des oeufs seuls n'avaient pas baissé, c'est-à-dire la branche qui permettait d'espérer que le bilan économique resterait en équilibre. Aujourd'hui, on ne peut plus parler d'un changement d'orientation vers l'élevage comme cela était encore possible en 1930. . . . Un arpent de terre coûtait encore il y a 5 ou 6 ans 36.000 dinars, maintenant, de 10.000 à 12.000 dinars au plus. Par suite de la baisse de la valeur du sol, le capital national des habitants, seulement dans la banovine du Danube s'est réduit de 30 milliards environ. . . .»

Quelques chiffres sur la crise en Yougoslavie.

En Voïvodina, le passif total est plus de 200 millions de dinars. Le nombre des faillites a augmenté de 227. En outre il y eut en 1931, 169 concordats avec 133,6 millions et 79 sont encore en suspens.

Le développement en Slovénie donne le tableau suivant:

Année	Faillites	Concordats	Total
1929	46	—	46
1930	58	—	75
1931	72	107	179

«Partout l'écroulement et la dépression».

La feuille la plus importante du régime en Croatie, de Zagreb «Novosti» écrit:

«Il règne dans nos villes une crise qui est presque indépendante de la crise mondiale générale. Et bien avant que la crise mondiale ne se fasse sentir, elle pesait déjà sur nos villes. Et dans cette crise se manifestent les mêmes contradictions que dans la crise mondiale. Il y a de tout en surplus. Surplus en nourriture, surplus, en matières premières, en main-d'oeuvre, l'argent ne fait pas défaut non plus. Mais tout est

bloqué, partout la ruine et la dépression. Il y a superflu de tout, mais tous ceux qui en ont besoin pour satisfaire aux besoins de la vie quotidienne n'ont pas les moyens d'acheter ...»

Les tortures de Kazianka dans la prison de Belgrade.

La «Rote Fahne» de Vienne publie la description d'un témoin oculaire sur les tortures subies par Kazianka qui fut arrêté il y a 6 mois à la frontière yougoslave. La cellule dans laquelle il se trouve est de 3 mètres sur 3, humide et malsaine. La lumière n'y parvient que par une meurtrière recouverte de papier et donnant sur un corridor sombre. Dans cette cellule se trouvent 25 prisonniers.

Kazianka est accusé d'avoir établi des relations entre les communistes slovènes et l'étranger.

Pour lui arracher des «aveux», il a été interrogé 20 fois et toujours la nuit. Les interrogatoires durent généralement de 8 heures du soir à deux heures du matin. A plusieurs reprises, Kazianka fut ramené dans la cellule évanoui. Son corps est couvert d'ecchymoses. Il a été frappé sur la plante des pieds si bestialement que la peau est en lambeaux. Pendant les tortures, les policiers jouaient du gramophone pour que les cris poussés par le martyr ne soient pas entendus au dehors. Kazianka qui était en pleine force lors de son arrestation, n'est plus maintenant qu'un squelette et est devenu blanc comme un vieillard.

Ces faits furent racontés par un ouvrier allemand qui fut emprisonné 4 mois à Belgrade sous inculpation d'«espionnage» et qui était compagnon de cellule de Kazianka.

Massacres d'Albanais kossoviotes.

Le 1 février, dans le village de Rastavitsa en Kossovo un massacre épouvantable fut perpétré parmi les paysans albanais. Il y eut trois victimes.

La colon fasciste grand-serbe Luca Abramovitch du village de Rastavitsa avait prêté au paysan Abas Tair, une somme de 1.000 dinars à un taux usuraire intenable. Lorsque le malheureux paysan ne put rembourser, Abramovitch accompagné de deux autres fascistes serbes se rendit à la chaumière de Tair où se trouvaient plusieurs paysans, tira un revolver et tua les albanais Abas Tair, Rustem Tair, et Abdul Braim. Deux autres albanais, Dun Tair et Kadri Bajazit furent grièvement blessés. Les paysans furieux se précipitèrent sur les lâches assassins et les frappèrent à coups de matraque et de haches.

Naturellement, la presse yougoslave déclare que «le colon innocent Abramovitch a été attaqué par derrière» par des paysans et qu'il «avait tiré en état de légitime défense.»

Un nouvel assassinat de communiste.

Le 17 décembre dernier, la préfecture de police de Zagreb publiait un communiqué où il est dit entr'autres:

«Le 14 décembre, le communiste Antun Charitch, tailleur, fut, sur son propre désir, amené à la prison dans le parc Pantovtchak, pour indiquer l'endroit où était cachée une archive communiste. Lorsque les policiers arrivèrent avec Charitch au lieu indiqué, celui-ci profita de l'obscurité pour prendre la fuite ... Après lui avoir réitéré plusieurs fois l'ordre de s'arrêter, les policiers tirèrent sur le fugitif qui fut mortellement atteint.»

Selon la méthode habituelle, on essaie cyniquement de «couvrir» ce nouvel assassinat de la dictature.

Sentences cruelles.

Le 15 décembre dernier, le cordonnier Josef Besencheck de Maribor fut condamné à un an de travaux forcés, parce que lors d'une tentative de fuite, il avait jeté du poivre dans les yeux d'un policier qui le poursuivait.

Le 15 décembre 1931 également, le tribunal fasciste spécial de Belgrade condamna à la mort par pendaison le macédonien Zacharias Janakiev parce que sur la ligne de chemin de fer Vranska Bania-Privoi il avait soi-disant déposé une machine infernale.

Le 22 décembre, l'ouvrier du bâtiment Janos Kissmichko de Batchka Topola fut condamné à un an de travaux forcés parce que le 7 novembre, il avait placardé des affiches à des arbres et sur les murs des maisons.

Le 22 décembre également, le tribunal spécial de Belgrade condamna Mirko Dujaz à 5 ans de travaux forcés pour «espionnage».

Le 29 décembre, les paysans Sava Jankovitch et Ivan Bochnjets furent condamnés à 4 ans de travaux forcés pour assassinat du policier Mile Vouitchitch.

Nouvelles démonstrations d'étudiants à Belgrade.

Après les dernières orageuses démonstrations d'étudiants à Belgrade contre le régime de dictature, le gouvernement a prononcé un décret dans lequel il rappelle «que les maisons des étudiants sont la propriété du roi» et qu'ils peuvent n'être mis qu'à la disposition des étudiants «qui en sont dignes». Les étudiants qui sont dans ces maisons, est-il dit plus loin, doivent se soumettre au règlement, et au cas contraire, ils seront expulsés. Des étudiants peuvent être renvoyés de ces refuges par ordre du ministre de l'instruction.

Le 19 janvier, le ministre de l'instruction ordonna que les 300 étudiants d'un refuge quittent ce dernier et fassent une nouvelle demande d'admission. On voulait ainsi se débarrasser des étudiants activistes. Les étudiants refusèrent. Du haut d'un balcon, ils haranguèrent les masses, des drapeaux noirs furent hissés et le nouvel administrateur le général en retraite Morositch fut chassé de l'établissement. La police fit alors le siège et pendant deux jours les étudiants furent séparés du monde extérieur. La dictature veut réduire les étudiants enfermés par la famine! Le téléphone, la lumière le chauffage, etc. ... ont été suspendus.

Les étudiants qui n'habitent pas ce refuge ont alors organisé une manifestation de sympathie. La police intervint et il y eut de nombreuses arrestations.

Démonstration à Prague d'étudiants yougoslaves.

A l'occasion de la Fête nationale yougoslave, le club d'étudiants «Yougoslavia» de Prague organisa une fête à laquelle assista l'ambassadeur yougoslave. Les membres d'opposition du club ne furent pas invités. Lorsqu'ils se présentèrent quand même, l'entrée leur fut interdite par la police. Il y eut alors une démonstration devant la maison, et lorsque l'ambassadeur sortit entre deux rangées de policiers et de soldats, il fut conspué aux cris de «A bas le roi, à bas le régime sanguinaire en Yougoslavie.»

Luttes sanglantes de travailleurs.

Seulement maintenant on apprend que le 1 janvier 1932 dans la mine «Reseva» à Despotovats il y eut une bagarre sanglante entre les ouvriers et l'administration de la mine, parce que les propriétaires voulaient payer les ouvriers avec des bons, et que ceux-ci exigeaient le paiement en argent. On leur déclara alors que les bons seraient remboursés en argent dans un délai fixé. Mais il n'en fut rien. Lors du dernier paiement des salaires, les ouvriers ne voulurent des bons à aucun prix et exigèrent de l'argent. Sur les 900 ouvriers, 2 seulement acceptèrent les bons. Il s'ensuivit une bagarre au cours de laquelle 2 ouvriers furent tués et trois grièvement blessés.

Enquête «contre» le chômage.

Le 16 janvier, une enquête sur le chômage fut décidée par le ministère de la politique sociale. 120 délégués assistèrent à la séance: des représentants des organisations industrielles, des divers ministères, et des bonzes social-démocrates, des représentants des caisses de maladies et des bourses du travail qui soutiennent activement la dictature sanglante et le régime fasciste.

La séance fut ouverte par le directeur ministériel Douchane Jeremitch. Il déclara entr'autres que les revenus de la classe ouvrière en Yougoslavie avaient diminué de 20 milliards de dinars, soit 20 %.

Six mois de grève à Tchatchak.

Le journal de Belgrade «Politika» écrit: «La grève de cinq mois des ouvriers de la chaussure à Tchatchak (Serbie) eut finalement un meurtre pour conséquence. La victime fut un jeune ouvrier Milan Glichovitch. Plusieurs ouvriers furent arrêtés: Tadjia Matinovitch, Ljubitsa Gavrilovitch, Milorad Bagojevitch et Radoslav Tanaskovitch. Avant la proclamation de

la grève, ils travaillaient comme cordonniers. Par suite du chômage, les patrons réduisirent considérablement les salaires. Il y eut des bagarres avec les patrons et la grève fut proclamée. A partir de ce moment, les grévistes tentèrent d'empêcher les briseurs de grève de travailler. Quelques jours avant Noël. Milan Glichovitch se présenta chez le patron Boja Janovitch. Les grévistes l'apprirent et guettèrent Glichovitch pendant deux jours pour lui mettre une correction, dont il mourut des suites à l'hôpital. ...»

Préparatifs de guerre contre l'Union des Soviets.

Selon des informations de la presse de Belgrade, des cours commenceront prochainement en langue russe sur la technique moderne d'administration. La presse communie ce qui suit sur le but de ces cours :

«Le but de ces cours est la préparation de la jeune génération d'émigrants russes au service administratif dans la Russie de l'avenir, lorsque les bolchevistes seront renversés et que le pouvoir légal sera rétabli.» Les élèves qui auront terminé ces cours avec succès recevront un diplôme «qui leur servira pour leur carrière lors du retour en Russie», termine le communiqué de presse!

Lettre de la Voïvodine.

Le «Proléte» (organe de J. C. Y.) publie un rapport de la Voïvodine où il est dit entr'autres :

«La profonde crise économique qui épouise le peuple se fait surtout sentir chez nous parmi le prolétariat et les paysans pauvres. Les plus durement frappés sont les ouvriers agricoles dont des milliers et des milliers meurent littéralement de faim. Mais malgré la terreur sanglante du gouvernement et le front unique des national-fascistes et social-démocrates, le régime sanglant d'Alexandre Jivkovitch n'a pu réussir à briser notre volonté de lutte... Il a été prouvé dans de nombreuses assemblées et réunions qui furent tenues chez nous par les bourreaux de la classe ouvrière que les gendarmes de Pera Jivkovitch unis avec les fascistes à la Dr. Szantos et le traître Franziskovitch alliés aux bonzes de la Chambre du travail qu'ils ont fait complètement faillite dans leurs tentatives d'arrêter l'essor révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes. Les travailleurs refusent avec dégoût d'entrer dans les syndicats social-démocrates et les ouvriers agricoles sont prêts à lutter pour l'édification et le développement de leur organisation révolutionnaire de classe.

Démonstration des paysans croates.

A la mi-janvier, dans de nombreuses localités de Dalmatie et de Bosnie, il y eut des démonstrations de la population croate. Des paysans hissèrent le drapeau croate sur les toits, chose très sévèrement punie depuis la proclamation de la loi de défense de l'Etat par la dictature. La gendarmerie et la police furent lancées contre les paysans et de nombreuses arrestations furent opérées. ...

Le 11 janvier à Zagreb, lors de la réouverture de l'université qui avait été fermée pour cause de démonstrations d'étudiants, il y eut de nouvelles manifestations dans les rues de Zagreb. La police se conduisit de la façon la plus bestiale. Il y eut des arrestations en masses. Les étudiants croates adoptèrent, au cours d'une réunion, une résolution contre la dictature grand-serbe, dans laquelle ils réclament entr'autres, la libération des emprisonnés politiques.



Mouvement de libération dans les pays des peuples nationalement opprimés et des minorités nationales.

Contre l'Impérialisme — Pour l'indépendance nationale!

L'adresse de salutation que la section bulgare de la Ligue contre l'Impérialisme envoya aux délégués du Congrès des confrères macédoniennes qui se tint à la fin de janvier à Sofia et qui ne fut pas lue par le bureau fasciste du congrès disant ce qui suit :

«Les peuples asservis du monde trouvèrent ces dernières années, un soutien sûr dans leurs luttes de libération nationale: La Ligue contre l'Impérialisme et pour l'indépendance nationale. Les délégués de toutes les parties du monde et de toutes les races, constatarent à l'unanimité lors de la fondation de cette organisation, que l'esclavage national, que ce soit en Chine ou aux Indes, en Syrie ou au Maroc, en Macédoine ou en Alsace avait la même et unique cause: l'impérialisme, la politique de conquête de la bourgeoisie, et que la délivrance ne viendrait pas en participant aux intrigues des impérialistes et en s'adaptant à leurs méthodes, mais dans la lutte commune de tous les opprimés nationalement et socialement, contre l'ennemi commun.

La section bulgare de cette organisation internationale tient pour un devoir de féliciter en vous la lutte héroïque des masses macédoniennes asservies menée glorieusement pendant de longues années contre des ennemis multiples. Dans cette lutte, elles furent toujours sous le feu croisé des impérialistes balkaniques toujours prêts à étrangler ou à se saisir de la Cause de la liberté nationale de la Macédoine et à l'identifier avec leur cause impérialiste. On se souvient des Tchetas verkhovistes bulgares, des andartes grecs et des bandes serbes que l'on envoya en Macédoine pour combattre les organisations des masses macédoniennes. On se souvient du front unique de tous les instruments des impérialistes balkaniques pour le renversement du régime constitutionnel en Turquie. On se souvient aussi de l'alliance des impérialistes pour le partage de la Macédoine, du jeu honteux de la bourgeoisie bulgare avec l'idée de la Macédoine autonome qu'elle n'envisage que lorsqu'elle se sent impuissante à la conquérir. Et la lutte devint d'autant plus difficile, la politique criminelle des impérialistes des Balkans vis-à-vis de la Macédoine étant inspirée et soutenue par les grandes puissances impérialistes qui se servaient des Etats balkaniques comme d'instruments sans volonté.

Aujourd'hui encore, la lutte révolutionnaire macédonienne est attaquée plus violemment et cruellement encore par les impérialistes balkaniques et mondiaux. Les activistes macédoniens sont assassinés par les impérialistes serbes, bulgares et grecs. Les impérialistes, à l'aide de leur instrument, la Société des Nations, poursuivent leur jeu criminel avec la Macédoine.

Les masses macédoniennes asservies ont toujours considéré les impérialistes comme leurs ennemis et ont combattu contre eux. Elles continuent aujourd'hui encore cette lutte héroïque, malgré l'épouvantable terreur à laquelle elles sont exposées, malgré la trahison de la grande bourgeoisie macédonienne et ses instruments verkhovistes dans le mouvement macédonien, et qui tinrent toujours un rôle de judas dans le mouvement macédonien de libération.

La lutte de libération macédonienne a toujours eu pour fidèles les ouvriers et les paysans dont les impérialistes se servent comme chair à canon pour la conquête de peuples étrangers. Certes, la faiblesse de leurs organisations permit dans le passé la victoire des impérialistes, mais aujourd'hui, ces organisations sont devenues une puissance qui attaque les impérialistes et les menace toujours davantage de les jeter bas. Elles ont déjà érigé leur pouvoir sur un sixième de la terre, solutionné radicalement la question nationale et ne sont pas un obstacle, mais un soutien dans la lutte des asservis pour la liberté. La Ligue contre l'Impérialisme s'est associé également à ces amis pour la lutte commune de tous les opprimés, de toutes les victimes de l'impérialisme.

En vous saluant encore une fois au nom de la section bulgare de cette organisation internationale, nous crions:
A bas la politique de conquête des impérialistes!
A bas les instruments des impérialistes!
A bas leur aéropage la Société des Nations!
A bas la guerre préparée contre le seul pays qui a solutionné la question nationale, l'Union des Soviets!
Vive la lutte de libération des masses populaires macédoniennes!

Vive le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes!
Vive la Macédoine indépendante membre de la Fédération des Républiques Balkaniques!
Vive le front unique dans la lutte de tous les opprimés nationaux et sociaux des Balkans!

Le Comité Central de la section bulgare de la Ligue contre l'Impérialisme.

Attaque policière contre le Bureau de la Ligue contre l'Impérialisme.

A la fin de décembre, le Secrétariat International de la Ligue contre l'Impérialisme fut l'objet d'une attaque brutale et illégitimée de la part de la police politique de Berlin, qui fit une perquisition dans les locaux du Secrétariat, sans daigner donner un motif pour cet acte d'arbitraire....

Le résultat de l'enquête a rapidement montré qu'une grande maladresse avait été commise....

L'attaque odieuse a montré encore une fois que la Ligue contre l'Impérialisme est une organisation de lutte au-dessus des partis. Le Secrétariat International est fermement décidé à conserver ce caractère. Dans toutes ses campagnes qui trouvent un écho dans le monde entier, la Ligue est restée fidèle aux principes énoncés lors de sa Conférence de fondation à Bruxelles en 1927.

Pour donner un tableau de la brutalité policière contre la Ligue, nous voulons donner ici quelques détails:

Le lundi 21 décembre 1931, une douzaine d'agents de la police politique se présentèrent dans les locaux du Secrétariat sans s'inquiéter des formalités d'usage. Ils restèrent toute la journée dans les bureaux de la Ligue comme en terrain conquis. Aucune des formalités exigées par la loi en de tels cas ne fut respectée. Toutes les personnes présentes et les visiteurs furent arrêtés et le bureau fut toute la journée une sorte de souricière.

Toutes les archives furent bouleversées et transportées à la Préfecture....

De nombreuses protestations sont parvenues au Bureau de la Ligue contre l'Impérialisme pour protester contre l'intervention de la police:

De l'Allemagne:

Déclaration de protestation.

Les soussignés protestent énergiquement contre l'attaque policière scandaleuse et sans fondement contre le bureau de la Ligue contre l'Impérialisme. L'action des autorités policières menace des plus fortement la liberté du mouvement politique en faveur des peuples et minorités nationales opprimés.

Nous réclamons la suspension de toute poursuite de la part des autorités policières contre la Ligue à laquelle adhèrent toutes les forces importantes de la lutte de libération coloniale et sociale, sur une base au-dessus de tous les partis.

Le professeur Théodor Lessing, Otto Corbach, prof. Alfons Goldschmidt, Georg Dunninghaus, Otto Lehmann-Rußbüldt, Dr. Arnim T. Wegner, Mme Magda Hoppsstock-Huth, Dr. Karl August Wittfogel, Georg Ledebour, Willy Münzenberg.

Le Présidium de la section allemande de la Ligue

Adopta à l'unanimité la protestation ci-dessus et décida en outre d'organiser une démonstration publique de protestation.

Déclaration du Secrétariat général.

Le Secrétariat général remit à la presse une déclaration signée par les secrétaires *Münzenberg* et *Chatto-pádhyáya* exprimant entr'autres ce qui suit sur le caractère de l'organisation et au sujet de la perquisition:

«... Ces constatations prouvent que pour la Ligue contre l'Impérialisme, il ne s'agit pas d'une organi-

sation secrète ni illégale, mais d'une organisation très vaste, légale et embrassant le monde entier, pour lutter contre les atrocités coloniales et soutenir la lutte de libération des nations opprimées.»

Georg Ledebour, le professeur Théodor Lessing ainsi que d'autres membres de la Ligue envoyèrent des lettres de protestation qui furent publiées et trouvèrent un écho retentissant dans l'opinion publique.

Belgique

Un projet de loi contre les national-révolutionnaires flamands.

Un projet de loi contre les national-révolutionnaires flamands.

A la suite des dernières démonstrations flamandes contre le gouvernement belge et le roi, un projet de loi fut présenté à la Chambre, prévoyant des poursuites «pour insultes au drapeau». La fraction social-démocrate a déjà donné son assentiment à ce projet. Des peines d'emprisonnement allant jusqu'à cinq ans sont prévues.

Irlande

Militants irlandais devant les tribunaux.

Frank Ryan, rédacteur du journal national-révolutionnaire irlandais «An Phoblacht» fut traduit devant le Conseil de guerre sous l'inculpation d'être en relation avec des organisations de l'armée républicaine irlandaise Saor Eire («Irlande Libre») et le Parti ouvrier révolutionnaire.

Frank Ryan déclara que ce tribunal n'était pas compétent pour le juger et refusa de répondre: «Je veux profiter de cette occasion pour réclamer une enquête publique sur la situation à Arbour Hill (prison en Irlande), où les Gilmore (deux frères qui furent arrêtés pour leur activité révolutionnaire) sont assassinés lentement, et où les prévenus sont traités comme des galériens.»

Ce langage courageux fut considéré comme «injures» envers le tribunal pour lesquelles Frank Ryan fut condamné à 3 mois de prison. Lorsqu'il les aura terminés, Ryan sera de nouveau traduit devant le tribunal.

Pologne

Persécutions des Lithuaniens en Pologne.

Les autorités polonaises ont fait fermer le mois dernier l'organisation culturelle lithuanienne «Ritas», et interdit son activité. En même temps, la police polonaise a procédé à des arrestations en masses de lithuaniens à Wilna et dans les environs.

Les mesures de terreur et arrestations en masses continuent.

Les mesures de terreur et les arrestations en masses se poursuivent sans interruption en Ukraine et en Russie Blanche occidentale. Les coopératives ukrainiennes sont fermées par ordre des autorités fascistes. D'après les derniers rapports, 34 coopératives ukrainiennes ont été fermées, seulement dans le district de Dubno, et dans le district de Tarnopol, 109 organisations culturelles ont été interdites. Des arrestations en masses furent également opérées dans ce même district, et un détenu politique dont le nom ne nous est pas encore connu a été torturé à mort. A Baranowicz, 4 «espions» russes-blancs furent de nouveau traduits devant le tribunal fasciste. Un député ukrainien intervint dernièrement à la Sejm polonaise pour protester contre les brutalités envers les détenus ukrainiens.

Syrie

Luttes révolutionnaires de masses en Syrie.

Le haut-commissariat de France en Syrie essaya dernièrement une adroite manoeuvre pour assurer ses positions dans le pays. Après de soigneux préparatifs, devait être nommée une assemblée nationale qui devait décider de la forme du futur gouvernement en Syrie, et confirmer ainsi officiellement la dépendance de la Syrie vis-à-vis de la France.

Le parti-pris des fonctionnaires français qui étaient chargés de contrôler les votes provoqua l'indignation de la population. Les masses populaires se déclarèrent publiquement pour un régime républicain et une complète indépendance. A Damas, plus de 4.000 manifestants démontrèrent contre les autorités françaises et indigènes. Au cours de bagarres avec la police renforcée par la troupe, il y eut plusieurs morts et de nombreux blessés. A Aleppo il y eut de véritables batailles dans les rues au cours desquelles 22 personnes furent tuées et plus de 200 blessées. L'état de siège dans cette ville dure encore plus longtemps qu'à Damas.

Les masses se dressèrent spontanément contre les défenseurs de l'ordre impérialiste, malgré toutes les instances de calme des orateurs nationalistes. Les paysans participèrent également au mouvement. On communique que le village de Rekka fut occupé par des paysans nomades.

Tchécoslovaquie

Expéditions punitives dans l'Ukraine des Carpathes.

Dans la prison de Chust se trouvent actuellement près de deux cents paysans ukrainiens. Ce sont les victimes des expéditions punitives du gouvernement tchécoslovaque qui répond par un renforcement de la terreur, aux mouvements de libération des masses ukrainiennes dans les Carpathes. Les paysans emprisonnés sont accusés d'avoir entravé les exécutions fiscales.

Le front unique des oppresseurs.

La gendarmerie tchèque a procédé à plusieurs arrestations d'émigrants politiques ukrainiens de Pologne, parce que ceux-ci sont accusés d'avoir soi-disant commis des attentats terroristes contre les autorités fascistes de Pologne. Ils ont été extradés et livrés aux fascistes polonais où ils sont menacés de peines très graves.

Plus de 100 emprisonnés dans l'Ukraine des Carpathes.

Il y a quelques semaines eut lieu à Ushorod une réunion des membres du Secours Rouge à laquelle participèrent 250 personnes. La police fit irruption dans la salle pour dissoudre cette réunion, 96 personnes sont emprisonnées. Dans la prison de Chust seulement se trouvent 55 ouvriers de 8 communes différentes.



Makedonsko Delo

(L'Oeuvre Macédonienne),

Paraissant deux fois par mois
en langue bulgare.

Sixième année

Adresse:

Anton Kubiznak

Postamt 110, Postfach 59.

Vienne, Autriche.

Une année 5 frs or

Balkansko

Sdrougèniè

(Balkan Unification),

Organe de l'Union populaire
macédonienne en Amérique

Première année.

Adresse:

BALKAN UNIFICATION

2888 18th St.

Detroit, Michigan

Etats-Unis d'Amérique

Une année 1 dollar

Svobodna Dobroudja

(La Dobroudja Libre)

Hebdomadaire
sur des questions nationales,
paraissant en bulgare.

Adresse:

SVOBODNA DOBROUDJA

SOFIA.

Une année 160 leva

Dobroudjansko Znamé

(Le Drapeau Dobroudjanais)

Organe de l'Union des jeunesses
dobroudjanaises en Bulgarie.

Adresse

Dobroudjansko Znamé

Maison Coopérative,

Rue Alabinska 37

Sofia, Bulgarie.

Liria Kombëtare

(La Liberté nationale)

Organe hebdomadaire du Comité alba-
nais de l'Emancipation nationale

Sixième année.

Adresse

L. K. Imprimerie Sonor-S. A.

48 Rue du Stand

Genève, Suisse.

Une année: 10 frs suisses

Six mois: 6 frs suisses

Propriétaire, Editeur et Gérant
responsable: Oskar Kleindienst,
Frankfurt a. M., Zeil 97
Imprimerie: Rhein-Main-Druck
AG., Frankfurt a. M., Allemagne,
Große Friedberger Straße 32